

MOT DES ORGANISATEURS

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE VIENNENT DE SOUFFLER LEUR DEUXIÈME BOUGIE. NOTRE PARI, FAIRE D'UNE MANIFESTATION SUR L'EUROPE UN RENDEZ-VOUS ATTENDU ENTRE CITOYENS ET EXPERTS, EST GAGNÉ. ENTRE 3000 ET 4000 PERSONNES ONT PARTAGÉ, AVEC PLUS DE 90 ASSOCIATIONS ET ORGANISMES, CETTE JOURNÉE RICHE EN DÉBATS ET PISTES DE RÉFLEXION POUR L'AVENIR.

Après le succès des États Généraux de Lille, où la société civile s'était assemblée pour fêter les 50 ans du Traité de Rome, la deuxième édition des États Généraux de l'Europe a eu lieu le 21 juin 2008 à Lyon. Notre voisin italien, pays fondateur de la Communauté faisant preuve d'un engagement européen constant, était à l'honneur cette année. De nombreux Italiens dont Giorgio Napolitano, Président de la République, Romano Prodi, ancien chef de gouvernement et ancien Président de la Commission européenne, et Mario Monti, ancien Commissaire européen ont répondu présent à l'invitation de nos associations.

Fidèlement au principe fondateur des États Généraux de l'Europe, cette agora géante fut le fruit d'une collaboration d'une année entre plus de 90 associations et institutions locales, nationales et européennes. La pluralité et la vivacité de leur engagement les ont réunies autour d'un but commun : ouvrir aux citoyens, toutes générations confondues, un forum consacré à « cet objet politique non identifié » — selon la célèbre phrase de Jacques Delors —, l'Union européenne.

Cette mobilisation est née de l'urgence à encourager l'implication et l'intérêt des citoyens à la chose européenne. Organisés dix jours après le « non » irlandais au référendum de ratification du Traité de Lisbonne, une semaine avant la Présidence française de l'UE et à un an des élections législatives européennes, les États Généraux proposaient de débattre du projet européen avec ses artisans. D'éminentes personnalités et plus de 120 intervenants sont venus expliquer les avancées du projet européen et de cette impalpable « citoyenneté » que nous partageons avec près de 500 millions d'Européens.

Plus de 20 enceintes de débats, un village associatif, un Parlement européen des jeunes, un café littéraire, des spectacles et jeux pour enfants, des expositions puis un concert, ont illustré les perspectives ouvertes par la citoyenneté européenne. De ces débats s'est dégagé un élan pour faire progresser l'intégration européenne. Cette envie d'Europe contraste avec le comportement des électeurs qui se détournent progressivement des scrutins législatifs européens. Souhaitons qu'en renouvelant l'expérience et en multipliant de tels lieux de débats, le sentiment d'appartenance à l'Europe s'émancipe davantage.

Cette manifestation citoyenne n'aurait jamais vu le jour sans l'engagement et le précieux soutien de la Commission européenne, du Parlement européen, du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la région Rhône-Alpes, du Conseil général du Rhône, la Communauté urbaine de Lyon/Ville de Lyon, de GL Events, du journal Le Progrès, de la Confédération française du Commerce interentreprises et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon. Qu'ils en soient ici vivement remerciés !

Cynthia Fleury
Présidente
EUROPANOVA

Sylvie Goulard
Présidente
MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE

Gaëtane Ricard-Nihoul
Secrétaire général
NOTRE EUROPE

Bronislaw Geremek (1932-2008), député européen (ALDE), mais également historien et militant courageux des libertés, nous faisait l'honneur de sa présence aux États Généraux de l'Europe le 21 juin 2008. La terrible nouvelle de la disparition de ce grand Européen le 13 juillet 2008 nous a profondément attristés. Nous reproduisons ici l'intégralité de ses propos lors de la plénière d'ouverture des États Généraux de l'Europe 2008.

Hommage à BRONISLAW GEREMEK

De gauche à droite :
Eli Barnavi,
Bronislaw Geremek
et Guy Verhofstadt



Mesdames et Messieurs,

D'abord un mot sur un pays d'où je viens : le pays célèbre pour ses plombiers. La Pologne est un pays et un peuple très européen. Les sondages d'opinion publique le prouvent. Le référendum d'accession en Pologne avant l'entrée en 2003 a obtenu 56 % de participation et plus de 75 % de oui à l'Union européenne. Et ce peuple a aussi des moments où il élit des élites qui sont moins européennes que lui, ça arrive aussi.

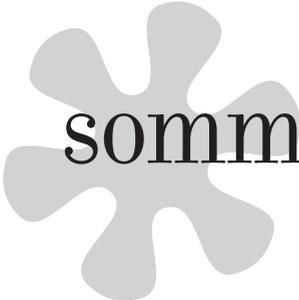
L'élargissement n'était pas seulement un geste à l'égard de peuples qui ont combattu pour la liberté mais aussi un geste raisonnable, dans l'intérêt européen. L'Europe est plus forte, pourquoi a-t-elle maintenant un sentiment de morosité, de faiblesse ?

En partageant ce sentiment d'urgence, qu'a exprimé le Président Giorgio Napolitano, je voudrais mettre l'accent sur un problème particulier, le problème de la citoyenneté. Pas la citoyenneté comme une chose évidente, mais le problème de la citoyenneté. Y a-t-il une citoyenneté européenne si dans le traité, la seule formule qui la définit est que l'on est citoyen européen quand on est citoyen d'un pays membre ? Lorsque l'on disait « citoyen romain », ça voulait dire, des droits nouveaux et des obligations nouvelles. Nous n'avons pas su jusqu'à maintenant définir la citoyenneté dans ces termes-là. Elle apporte un avantage évident, pour moi, mais pas pour la majorité des présents ici : avoir le passeport européen, ça veut dire non seulement la facilité de passer les frontières, mais la possibilité de passer les frontières. Le passeport était un rêve intouchable, presque impossible à obtenir, pour nous, les gens de l'Est. Le privilège du citoyen européen, pouvoir passer les frontières sans problème, même sans passeport, c'est un privilège immense.

Mais pour les autres, comment traduire la citoyenneté en termes de droits, et d'obligations ensuite ? Il faudrait qu'on trouve à côté d'Erasmus, qui a formé presque un million et demi d'ambassadeurs de l'Union européenne, une autre formule. Comment faire pour que le monde du travail voie aussi les avantages immédiats et directs venant de l'Union européenne ? Il faut y réfléchir, il faudrait qu'on puisse par exemple avoir un fonds européen pour le réapprentissage de métiers, pour un renouvellement de l'éducation, parce qu'il y a les exigences de la globalité, qui vont jusqu'à changer le contexte de notre vie. C'est ce vers quoi l'Union européenne devrait tendre.

Deuxièmement, je voudrais mettre l'accent sur le contenu de la citoyenneté. Quand on dit qu'on est citoyen, on pose le problème : d'où venons-nous ? Où sommes-nous ? Où allons-nous ? C'est un problème d'histoire et de mémoire collectives. Nous n'avons pas de mémoire collective, nous avons des mémoires individuelles. La mémoire collective est celle que nous sommes en train de faire et que nous faisons en premier lieu par l'éducation. C'est pourquoi l'éducation européenne me semble être actuellement le point faible dans la construction européenne. Si nous voulons avoir une communauté politique, une communauté de citoyens, il faudrait que l'on ait une conscience commune du destin commun, et d'un projet d'avenir.

Il m'est facile de dire que j'aime l'Europe, parce que c'était pour moi un rêve impossible. Je n'ai jamais pensé que de ma vie je verrais mon pays libre, membre de l'Union européenne, et que je serais moi-même au Parlement européen. Cette partie du rêve doit être le centre même de la formation de l'esprit citoyen.



sommaire

accueil

Gérard Collomb Sénateur, Maire de Lyon et Président du Grand Lyon • **Michel Mercier** Sénateur, Président du Conseil général du Rhône • **Jean-Jack Queyranne** Président de la Région Rhône-Alpes, Député, ancien Ministre.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE LA POLITIQUE, L'ÉCONOMIE ET LA CULTURE AU SERVICE DE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

6 Présidée par **Tommaso Padoa-Schioppa** Président de Notre Europe. Avec **Giorgio Napolitano** Président de la République d'Italie • **Jean-Pierre Jouyet** Secrétaire d'État aux Affaires européennes • **Jacques Barrot** Vice-président de la Commission européenne, Responsable pour « Liberté, Sécurité, Justice » • **Bronislaw Geremek** Député européen ALDE • **Guy Verhofstadt** ancien Premier ministre belge • **Elisabeth Guigou** Député de Seine-Saint-Denis et Vice-présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale • **Eli Barnavi** Historien • **François Chérèque** Secrétaire général de la CFDT.

ATELIERS I UNE DÉMOCRATIE À FAIRE VIVRE

- 10** AUX URNES, CITOYENS EUROPÉENS !
- 13** VOTER, C'EST BIEN, PARTICIPER C'EST ENCORE MIEUX !
- 15** LE DROIT EUROPÉEN AU QUOTIDIEN
- 17** CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : COMMENT NE LAISSER PERSONNE SUR LE BORD DE LA ROUTE ?
- 19** L'EUROPE SUR INTERNET

ATELIERS II DES ÉCHANGES HUMAINS À DÉVELOPPER

- 22 LA MOBILITÉ DES JEUNES : LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE AU-DELÀ DES BONNES INTENTIONS
- 25 L'EUROPE, L'AVENIR DES BANLIEUES ?
- 26 SPORT ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE
- 28 L'EUROPE ET LA SANTÉ
- 30 PAS DE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE SANS CULTURE
- 32 ÉCHANGER, COOPÉRER, BOUGER : VIVRE L'EUROPE SUR LE TERRAIN

ATELIERS III DES RESPONSABILITÉS À EXERCER

- 34 DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN PROJET POUR L'EUROPE ?
- 36 L'UNION EUROPÉENNE, QUELLE RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS DE SES VOISINS ?
- 38 EUROPE ET MIGRATION : L'EUROPE AU DÉFI
- 40 L'EUROPE : UNE RESPONSABILITÉ À TRANSMETTRE
- 43 ENTREPRISES ET SALARIÉS EUROPÉENS POUR UNE MONDIALISATION RESPONSABLE
- 46 L'UE DANS LA COMPÉTITION MONDIALE : COMMENT CONCILIER INTÉRÊTS EUROPÉENS ET PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ?
- 49 NATIONALISME ÉCONOMIQUE OU PATRIOTISME EUROPÉEN ?

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE POUR DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES « EUROPÉENNES »

- 51 Présidée par **Sylvie Goulard** Présidente du Mouvement européen – France • Avec les députés européens **Martine Roure** • **Françoise Grossetête** • **Alain Lamassoure** • **Daniel Cohn-Bendit** • **Thierry Cornillet** et **Bernard Soulage** Vice-président Conseil régional Rhône-Alpes.

ACTIVITÉS & REMERCIEMENTS

- 53 Le Village européen et le village européen des enfants • Le Café littéraire • La Simulation du Parlement européen • Résolution adoptée par l'assemblée

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

La POLITIQUE, L'économie ET La CULTURE au SERVICE DE La CITOYENNETÉ européenne



Table ronde présidée
par :

Tommaso

Padoa-Schioppa

PRÉSIDENT DE NOTRE
EUROPE

Invité d'honneur :

Giorgio Napolitano

PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Avec :

Jean-Pierre Jouyet

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EUROPÉENNES

Jacques Barrot

VICE-PRÉSIDENT DE LA
COMMISSION EUROPÉENNE,
RESPONSABLE POUR
« LIBERTÉ, SÉCURITÉ,
JUSTICE »

Bronislaw Geremek

DÉPUTÉ EUROPÉEN ALDE

Guy Verhofstadt

ANCIEN PREMIER
MINISTRE BELGE

Elisabeth Guigou

DÉPUTÉ DE SEINE-SAINT-
DENIS ET VICE-
PRÉSIDENTE DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Eli Barnavi

HISTORIEN

François Chérèque

SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE
LA CFTD

Organisés à dix jours de l'ouverture de la Présidence française de l'Union européenne, les États Généraux de l'Europe ont pris une tournure imprévue avec le « non » irlandais au référendum de ratification du Traité de Lisbonne, une semaine auparavant. Alors que le vote des citoyens irlandais assénait un coup de semonce à la ratification du Traité, les responsables politiques qui avaient répondu présent à l'invitation de la société civile ont rappelé avec force les messages des pères fondateurs et leur pertinence face à l'avenir. Ils ont insisté sur la fragilité de l'intégration européenne, et appelé à l'engagement des représentants nationaux, dont la mobilisation a toujours été nécessaire pour franchir les nouvelles étapes menant à l'Europe politique.

Pour **Tommaso Padoa-Schioppa**, le piège serait de croire que l'Europe est faite. La construction de l'Europe est la tentative essentielle pour continuer à porter la voix des peuples. Or, la mise en place de ce système politique ne peut se faire sans l'appui des citoyens. Au contraire, elle arrive à un stade où plus que jamais jusqu'ici, plus d'ambition, plus d'éducation, plus de responsabilité et de prise de conscience de la part des citoyens sont nécessaires.

C'est grâce à la volonté d'« inspirateurs pugnaces », à l'engagement « de bâtisseurs savants et réalistes » que l'idée d'Europe unie est devenue réalité, rappelle **Giorgio Napolitano**. En Italie, Altiero Spinelli, militant antifasciste,

rédigeait – avec Ernesto Rossi – le Manifeste de Ventotene pour une Europe libre et unie alors qu'il était en résidence surveillée. À l'époque des dictatures européennes et des Guerres mondiales, c'est la détermination des jeunes qui a permis de surmonter les antagonismes, de réconcilier les peuples européens et de nouer des amitiés entre eux. Le Traité de Lisbonne est le prolongement direct de ce projet : la consolidation et l'approfondissement des liens économiques, donnent le jour à une Europe politique. Comme les étapes précédemment franchies par l'Union, celle-ci réclame la même pugnacité pour convaincre face à l'adversité ou aux doutes.

Pourquoi cette avancée est-elle nécessaire ? Aujourd'hui, la mondialisation déplace le centre de gravité des équilibres économiques et stratégiques mondiaux vers un autre centre, situé en Asie. Au sein de ce nouvel agencement, les peuples européens doivent faire face au gigantisme de la Chine, de l'Inde et des États-Unis. S'ils souhaitent conserver le modèle économique et stratégique qu'ils ont développé, s'ils souhaitent défendre leur vision du monde et leurs intérêts, les peuples européens doivent apprendre à vivre ensemble, sous des institutions communes librement consenties et s'exprimer d'une seule voix. Ils n'ont pas d'autre choix.

L'union monétaire étant accomplie, la nouvelle étape aujourd'hui repose sur l'engagement civil et civique. Or, l'élan démocratique nécessaire pour aller plus loin dans l'intégration politique, pour renforcer la capacité d'action et de décision, manque à l'Europe. Pour le Président italien, le principe d'unanimité, qui bloque les décisions au Conseil de l'Union européenne et le « non » des Irlandais au référendum, ne doivent pas mettre en danger notre seule chance de faire face aux défis à venir.

« L'Europe
reste un combat ! »

L'apathie civique relève de la responsabilité des politiques nationaux. Ils accusent souvent « Bruxelles », alors que les décisions sont prises avec leur accord. Dès lors, comment pourrait-on attendre une adhésion enthousiaste des citoyens aux projets européens et à ses avancées ? L'instauration d'un rapport de confiance entre l'UE et les citoyens dépend des leaders nationaux, et particulièrement ceux des pays fondateurs car ils sont les porteurs de la méthode et de l'acquis communautaire.

Pour **Eli Barnavi**, l'Europe est paradoxale : elle conduit une expérience révolutionnaire, mais elle manque de souffle et s'excuse. Les « nonistes » tiennent le haut du pavé, alors qu'ils se contentent de refuser, de critiquer sans proposer d'alternative. Que faire ? Son langage politique est complexe, il devrait être simple, explicite. Les citoyens peuvent difficilement se représenter l'Europe et s'identifier au projet européen. Des symboles existent, ils permettraient de donner un peu de chair à l'Europe, mais ont été retirés du Traité de Lisbonne sous pression de certains États membres.

Pour **Bronislaw Geremek**, la citoyenneté européenne apporte, du point de vue de l'Europe centrale et orientale, un privilège immense : alors que les frontières étaient closes, les citoyens ont aujourd'hui le droit de circuler librement au sein de l'UE. Mais pour les Européens issus d'autres États membres, comment estimer l'apport de la « citoyenneté européenne » ? Cette citoyenneté est atypique, incomplète, puisqu'elle donne de nouveaux droits sans imposer de devoirs en retour. La citoyenneté est censée nous livrer un récit commun, au cours duquel nous apprenons d'où nous venons, où nous sommes et ce vers quoi nous allons. Tant que cette mémoire collective et que le sentiment d'un destin commun feront défaut, la communauté citoyenne et politique ne pourra voir le jour. Comment la construire ? Ce chantier passera principalement par l'éducation, par l'extension d'Erasmus à d'autres catégories d'étudiants. Il passera aussi par le rêve : l'Europe a été bâtie sur un rêve de liberté et d'unité, la citoyenneté européenne doit se construire elle aussi à partir du rêve partagé.

Guy Verhofstadt nous projette dans les citadelles à conquérir pour construire la citoyenneté européenne. Selon l'ancien Premier ministre belge, lorsque le Traité de Lisbonne sera ratifié, un mouvement de citoyens européens devrait être initié. Il formulerait des exigences envers les élites européennes et contribuerait à leur mise en œuvre. Pour faciliter le sentiment d'appartenance commune, la création d'un référendum commun permettrait de rapprocher les peuples européens. Cet élan est nécessaire car les chantiers sont nombreux, trois manquant à l'Europe : la constitution d'une véritable armée européenne dotée de forces militaires propres ; la création d'impôts européens pour que l'Union européenne ait ses propres sources de financement ; l'amélioration de l'efficacité de la prise de décision, par le remplacement de l'unanimité par le principe majoritaire pour éviter qu'un seul État bloque l'ensemble du processus.

Selon **François Chérèque**, si chaque pays considère que le partage de la décision provoque une perte, les populations ne peuvent adhérer au projet européen. Or à l'heure actuelle, du point de vue des travailleurs, le marché commun instaure une concurrence entre les différents contrats de travail. L'Europe et la Commission européenne n'intègrent pas suffisamment la question sociale dans leurs discours. Il faudrait expliquer aux salariés qu'elle apporte un soutien supplémentaire face à la mondialisation (ex : pêcheurs), sa contribution au développement durable. L'Europe éprouve des difficultés à exister dans les discours, qui font la part belle à l'échelon national, mais les outils ne manquent pas de marge de progression pour se rapprocher des citoyens. Le dialogue social européen, l'implication accrue des institutions représentatives des salariés et des patrons — la Confédération européenne des syndicats et « Business Europe » — sont deux outils dont il faut se saisir. Enfin, il ne faut pas laisser l'apanage de la critique aux eurosceptiques et se livrer à des bilans autocritiques.

L'Europe souffre d'un état de morosité pour **Elisabeth Guigou**. Les résultats du référendum irlandais trouvent une explication importante dans l'implication de la presse étrangère et de grands groupes anglo-saxons. En réaction à leurs campagnes, nous devons affronter les critiques avec des argumentaires renforcés. L'Europe a progressé jusqu'ici en conjuguant l'idéal, le rêve, aux avancées concrètes : déclaration Schuman, monnaie unique, espace Schengen, dialogue social instauré par la Commission Delors. C'est en réinvestissant ce type de discours sur les avancées concrètes (i.e. fonds pour faire face aux chocs de la mondialisation, recherche, éducation, changement climatique, etc.) que l'on redonnera sens au projet européen. C'est en montrant que l'UE apporte des réponses aux angoisses quotidiennes, en alliant un discours sur l'idéal et sur la nécessité de construire ensemble que le projet européen vivra.

« Il faut avoir le courage du militantisme européen ! »

Jacques Barrot met lui aussi en exergue l'insuffisante légitimité populaire et le désamour de l'Europe illustré par le vote irlandais. La citoyenneté européenne renvoie à l'affect or, sans reconnaissance, sans fierté, l'attachement est impossible. Pour le Vice-président de la Commission, les citoyens ignorent les apports de l'Union. Il faut de surcroît qu'ils aient le sentiment de pouvoir y contribuer. L'action en faveur de la sécurité collective (coopération judiciaire) et personnelle (Charte des droits fondamentaux) pourrait contribuer à rassurer les citoyens sur le rôle de l'UE. L'Europe devrait mieux manifester ce dont elle est capable et ce qu'elle souhaite accomplir pour que les citoyens y attachent de l'importance. Les chantiers qui comptent à leurs yeux sont nombreux : la régulation de la spéculation financière, la médiation pour le maintien de la paix, la coopération internationale. Enfin et surtout, pour que l'Europe progresse, il faut résister à tous les réflexes de repli, fréquents dans les périodes de crise.

Jean-Pierre Jouyet souligne enfin l'importance de multiplier les lieux de citoyenneté. Il constate le décalage entre le mode de fonctionnement institutionnel et le souffle que l'on trouve auprès des citoyens. Les problèmes de la citoyenneté européenne sont liés à la démocratie européenne : les révisions successives des traités, des élections européennes boudées par des électeurs de plus en plus nombreux, des partis politiques et des syndicats qui oublient souvent d'inclure l'Europe dans leurs programmes. Pour le Secrétaire d'État aux Affaires européennes, il faut retrouver le lien de confiance entre les valeurs – paix, solidarité – et les projets qui les concrétisent. La démocratie européenne avancera si les citoyens, partis et syndicats deviennent des relais efficaces. L'Union doit poursuivre les avancées avec rigueur et modestie en répondant à des défis concrets (environnement, social, flux migratoires, alimentation, mondialisation, budget). Le référendum irlandais nous prouve que l'Europe reste un combat et qu'elle a toujours des ennemis puissants dotés de moyens financiers importants.

UNE DÉMOCRATIE à FAIRE VIVRE

Le fonctionnement démocratique exige une mécanique institutionnelle, des outils, pour que le débat puisse avoir lieu dans de bonnes conditions et que les citoyens participent pleinement à son exercice. Les débats rassemblés sous cette thématique ont permis de faire l'état des lieux de la démocratie européenne qui tantôt offre de nouvelles opportunités pour exprimer la voie des citoyens, tantôt interroge sur sa faisabilité.

La démocratie européenne est à peine naissante, tandis que la construction européenne arrive à un stade de maturité où l'implication des citoyens est nécessaire. Dans ce contexte, de nombreuses questions se posent. Comment analyser l'érosion de la participation aux élections européennes dans les anciens États membres ? À quelles conditions la démocratie participative peut-elle compléter la démocratie représentative ? Comment impliquer davantage les citoyens alors que le processus inachevé de construction européenne rend sa compréhension et son appropriation difficile ? Comment éviter de reproduire les schémas d'exclusion des démocraties nationales et favoriser l'identification à l'Union européenne des populations les plus « éloignées » ? Enfin Internet peut-il devenir le support d'expression de l'espace public européen, pour que le débat d'une démocratie de 500 millions de citoyens et de 27 États puisse avoir lieu ?



Atelier organisé par :

UEF / Les Jeunes Européens / CIDEM / Movimento Federalista Europeo / AFCCRE / Socialisme et Liberté / Réalités européennes du présent

Avec :

Cédric Bloquet
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU
CIDEM

Pier Virgilio Dastoli
REPRÉSENTANT DE LA
COMMISSION
EUROPÉENNE À ROME

Nathalie Griesbeck
DÉPUTÉE EUROPÉENNE

Pierre Lequiller
DÉPUTÉ (UMP),
PRÉSIDENT DE LA
DÉLÉGATION DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
POUR L'UNION
EUROPÉENNE

Guido Montani
PROFESSEUR À
L'UNIVERSITÉ DE PAVIE,
PRÉSIDENT DU
MOVIMENTO FEDERALISTA
EUROPEO

Pauline Gessant
VICE-PRÉSIDENTE DES
JEUNES EUROPÉENS

Jacques Chauvin
PRÉSIDENT DE L'UEF

Bernard Fromantin
JOURNALISTE
CONSULTANT

Henri Monceau
NOTRE EUROPE

AUX urnes, CITOYENS européens !

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE DANS L'UNION EUROPÉENNE

L'initiative qui a donné naissance à l'Europe fut menée par Robert Schuman et Jean Monnet. Proposant une méthode basée sur la création d'une union économique avant qu'elle ne devienne politique, la méthode « Monnet » a permis de bâtir la CECA puis la CEE et l'UE. Si le transfert de compétences à l'échelon supranational s'est amplifié pendant 50 ans grâce à cette méthode, aujourd'hui, l'implication des citoyens est nécessaire pour raviver la démocratie et le souffle du projet européen. Depuis 1979, l'Union européenne est entrée, avec l'élection au suffrage universel direct des députés au Parlement européen, dans une nouvelle phase de son développement. Le Traité de Maastricht, prévoyant le droit de vote pour les résidents communautaires aux élections locales et européennes et créant la citoyenneté européenne, fut un pas supplémentaire vers la constitution d'une véritable démocratie européenne. Enfin, les récents traités, Maastricht,

Amsterdam, Nice et Lisbonne ont renforcé la place du processus de codécision ; celui-ci constitue la procédure législative centrale du système décisionnel. Il se fonde sur le principe de parité et veut qu'aucune des deux institutions (Parlement européen et Conseil) ne puisse adopter de législation sans l'assentiment de l'autre. La codécision met ainsi sur un pied d'égalité les représentants des gouvernements des États membres et les représentants des citoyens européens. Il est nécessaire que le débat européen puisse trouver un écho suffisant dans le débat politique national, afin de permettre aux citoyens de devenir effectivement le fondement du pouvoir politique européen.

L'EUROPE EN PEINE DE LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE

Pourtant, malgré le renforcement de la démocratie parlementaire européenne, la participation aux élections européennes demeure faible. L'Europe n'est en effet pas véritablement devenue un enjeu de débat politique lors des élections nationales et locales, alors que son action a des répercussions directes sur les citoyens. L'absence de participation au vote et l'absence de débat public ont une conséquence grave pour l'avenir de la démocratie européenne. Le manque d'intérêt que les partis politiques continuent de manifester vis-à-vis de la question européenne explique, entre autres, le désintérêt apparent des citoyens. Les processus démocratiques, tels que la participation du Parlement à la nomination de la Commission, ou encore la mise en place d'un véritable projet de gouvernement européen, soutenu par une majorité parlementaire, sont possibles institutionnellement mais ne sont pas mis en œuvre.

La gravité de trois référendums négatifs pour la ratification du Traité européen ne doit pas être niée ou relativisée ; elle est symptomatique d'une crise grave de la démocratie européenne. La responsabilité politique d'expliquer aux citoyens et de mettre en œuvre la législation communautaire incombe aujourd'hui aux représentants nationaux, non au Conseil européen ou à un gouvernement européen. Pourtant les enjeux contemporains trouvent ou trouveraient leur réponse au niveau communautaire (immigration, monnaie, défense).

LES CAUSES DE L'EUROSCEPTICISME AMBIANT

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE SOUFFRE D'UN MANQUE D'EXPLICATION ET DE PÉDAGOGIE

La masse grandissante d'informations favorise d'autant plus le populisme que les citoyens n'ont pas l'impression de participer aux décisions ou à la réflexion sur l'avenir du projet européen.

Ce devoir d'explication, insuffisamment rempli, revient aux élus, européens ou nationaux, car ils comprennent et agissent dans le cadre communautaire. Ce déficit se heurte à une contrainte pratique : la taille des circonscriptions des députés européens, trop vaste pour permettre même aux plus dynamiques d'entre eux d'être souvent présents sur le terrain. Il est également lié à la présence insuffisante de l'Europe dans les discours des députés nationaux.

L'ILLUSION DE L'ACQUIS

L'Europe se situe à un moment difficile de sa construction, car les citoyens ont l'impression qu'elle est solidement arrimée. Il est nécessaire de garder à l'esprit que l'Europe est toujours en construction et réclame l'engagement de tous, en expliquant par exemple que la paix n'est pas un acquis. Or, rien n'est plus fragile que l'Europe politique. Deux visions s'affrontent actuellement pour le projet européen : d'une part la mise en place d'un grand marché, d'autre part une entreprise politique ambitieuse qui entend poursuivre l'intégration. L'indifférence d'une grande partie de la nouvelle génération, exprimée à travers des opinions « ni positives, ni négatives » vis-à-vis de l'Europe, illustre ce grave déficit démocratique. Face à l'absence du sentiment d'engagement de la part des citoyens, la recherche d'une implication accrue à travers la démocratie participative – accroître l'implication et la participation des citoyens dans le débat public et la prise de décision politique – est proposée par certains experts pour renforcer la démocratie représentative par laquelle les représentants élus incarnent la volonté générale.

PROPOSITIONS

Les intervenants au panel ont tous placé des espoirs dans les élections parlementaires de 2009. Ils souhaitent que ces élections ne soient plus une échéance secondaire soumise à des logiques nationales mais un temps fort de la démocratie européenne. Ils ont proposé plusieurs points qui peuvent nous servir d'étalon pour mesurer les changements dans le comportement des partis politiques européens :

- **Les responsables des partis politiques doivent proposer aux citoyens européens des choix clairs et de véritables programmes de gouvernement pour l'Europe.**
- **Les partis politiques doivent présenter leur candidat à la Commission européenne.**
- **Un scrutin demandant aux électeurs de s'exprimer sur leur volonté de convoquer une nouvelle convention, qui aurait pour but de faire avancer l'Europe institutionnelle, devrait être organisé en même temps que l'élection des députés.**

Accompagner l'intégration européenne par l'engagement des citoyens :

- **Encourager la démocratie participative peut également être un moyen pour renforcer la démocratie représentative dans la mesure où elle donne l'opportunité aux citoyens de s'impliquer au-delà des élections. Les initiatives visant à consulter les citoyens se multiplient, mais la démocratie participative reste balbutiante et exige de nombreux aménagements pour en perfectionner l'utilisation.**
- **Renforcer la démocratie représentative européenne en instituant un véritable gouvernement européen, dans lequel les représentants seraient responsables de leurs décisions devant le peuple.**

VOTER, C'EST BIEN, PARTICIPER C'EST ENCORE MIEUX!

La construction européenne s'est progressivement développée en créant des solidarités toujours plus étroites. Au commencement par des questions économiques, elle s'est par la suite incroyablement diversifiée (éducation, transport, environnement, développement régional, etc.). Elle arrive aujourd'hui à un stade d'intégration où la vigueur et la légitimité du projet initial requièrent une pleine adhésion des citoyens. Or, la participation aux élections européennes ne cesse de s'éroder depuis l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, et les critiques à l'égard de l'Europe retentissent fortement, comme en témoignent les trois référendums négatifs depuis 2005. Cela peut sembler paradoxal puisque, loin d'être indifférents, les Européens souhaitent prendre part à un projet mené jusqu'ici par les élites. Ce mouvement s'inscrit dans le cadre d'une crise plus vaste de la démocratie représentative en Europe, mais l'enjeu est plus grave pour l'Union, dont l'existence politique peine à s'affirmer. Pour que l'Europe réussisse, conformément à la volonté des pères fondateurs, à unir non seulement les États mais les peuples, cette crise incite à trouver les moyens de renforcer la démocratie européenne et d'impliquer davantage les citoyens.

DES INSTANCES POUR LE DIALOGUE AVEC LES CITOYENS

Le projet fondateur prévoit une institution pour associer à la construction européenne le dialogue social : le Comité économique et social européen (CESE). Historiquement, son rôle est de consulter les représentants des milieux socio-économiques européens sur les questions d'intérêt communautaire. Le CESE est donc une interface entre les institutions communautaires et les citoyens, représentés par les partenaires sociaux et des représentants de la société civile. C'est un forum chargé d'assurer un dialogue et une concertation continue entre la société civile organisée et les institutions communautaires sur les affaires économiques et sociales.

Si le Traité de Lisbonne était ratifié, ce dispositif serait renforcé par l'institutionnalisation d'un dialogue civil, dans lequel les associations seraient les « intermédiaires » entre les institutions et les citoyens. Formidables lieux d'apprentissage de la citoyenneté, les associations sont également un moyen de remettre en « appétit civique » et de réconcilier les citoyens avec la démocratie représentative, sachant qu'elles se mobilisent déjà à Bruxelles, qu'elles s'engagent sur le terrain en faveur de la promotion de la citoyenneté européenne, et sont souvent consultées par les institutions sur l'évolution des politiques communautaires.

IMPLIQUER LES CITOYENS

L'appropriation du débat européen par les citoyens reste un exercice difficile. En effet, malheureusement, le processus décisionnel ainsi que les institutions communautaires restent trop méconnus. Les citoyens participent au débat



Atelier organisé par :
**Fonda-Cafecs /
Sauvons l'Europe /
Forum Civique
Européen / Notre
Europe**

Avec :

Stephen Boucher
CO-SECRETARE GÉNÉRAL
DE NOTRE EUROPE

Béatrice Quin
CONSEILLÈRE AU CONSEIL
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
EUROPÉEN (GROUPE DES
SALARIES)

Jean-Marc Roirant
PRÉSIDENT DU FORUM
CIVIQUE EUROPÉEN

Jeff Weitzel
SECRETARE GÉNÉRAL DU
CEDAG (COMITÉ
EUROPÉEN DES
ASSOCIATIONS D'INTÉRÊT
GÉNÉRAL)

**Jean-Baptiste de
Foucauld**
CO-ANIMATEUR DU
CAFECES

Natacha Kaminski
VILLE DE LYON

national en sollicitant par exemple leur député, mais restent à l'écart des débats communautaires, démunis des connaissances basiques sur le système institutionnel européen. Les débats communautaires restent donc l'apanage des experts.

Des expériences de démocratie participative tentent de remédier à ces carences. Celles-ci visent à organiser des échanges entre citoyens issus de différents États membres sur des questions communes. Elles montrent que les participants, au contact de leurs pairs, s'ouvrent à des cultures différentes et peuvent alors saisir la portée de l'échange politique au niveau européen. Ces exercices de démocratie participative ne prétendent pas remplacer mais compléter la démocratie représentative en favorisant l'implication des citoyens. Ils demeurent néanmoins exceptionnels car de nombreux obstacles restent à lever sur les modalités pratiques de ces exercices. La diversité des outils démocratiques (ratification parlementaire ou référendaire) présente un risque de blocage institutionnel d'autant plus fort que l'exercice pédagogique en amont est souvent absent. En outre, la démocratie participative, exige des moyens financiers et humains importants et doit encore imaginer des dispositifs permettant de prolonger le dialogue au-delà des rencontres. À défaut, les conclusions des assemblées citoyennes sont classées sans suite. Elles se heurtent à l'absence, dans les textes, de prise en compte des conclusions des citoyens par les institutions.

COMMENT FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS AU PROJET EUROPÉEN ?

La représentation reste le fondement de la vie démocratique européenne et doit être revitalisée. L'implication de la société civile organisée dans la construction européenne existe, mais il est nécessaire de la renforcer en :

- **Reconnaissant aux associations leur fonction civique et en adoptant le statut d'association européenne – réclamé depuis près de 20 ans ;**
- **Instaurant une Charte du dialogue civil (l'article 8B du Traité de Lisbonne lui donne une base légale qui implique un financement des réseaux européens) ;**
- **Améliorant le dialogue existant entre les institutions européennes et les associations par une consultation plus systématique de ces dernières, et qui respecteraient leur temps de délibération interne.**

L'engagement des citoyens repose sur l'appropriation des mécanismes minimeaux du fonctionnement des institutions européennes. Il faut pallier à la défaillance de connaissance des questions européennes en commençant par une meilleure formation des élus, des journalistes et des professeurs, acteurs clés de l'information des citoyens. L'amélioration de celle-ci est nécessaire, elle doit dépasser la seule « communication » sur l'Europe pour rendre accessible au citoyen les enjeux et les mécanismes institutionnels, sans pour autant travestir la réalité. Des outils simples, tels que des fiches informatives sur chaque grand dossier figurant à l'agenda européen, devraient être proposés par les institutions.

Elles présenteraient les échéances des débats, ainsi que les tenants et aboutissants des questions posées et devraient être disponibles sur Internet. Régulièrement mis à jour et traduits dans toutes les langues de l'Union, ces documents relèveraient d'une « éthique de la discussion européenne ».

L'implication directe des citoyens au débat, appelée « démocratie participative » ouvre une nouvelle voie pour compléter les outils « traditionnels » de la démocratie européenne. Les rencontres de citoyens favorisent l'appropriation de la citoyenneté européenne, mais ne doivent pas avoir pour but de remplacer la prise de décision par les élus. Leur but est d'enrichir en amont les débats des décisions prises entre représentants élus. Ce type de consultation des citoyens devrait être proposé plus systématiquement.

LE DROIT EUROPÉEN AU QUOTIDIEN

Le droit qui encadre le marché unique fonctionne bien. Il est connu de la plupart des professionnels de ce secteur, mais pour les aspects touchant à la vie quotidienne des citoyens, la situation est différente.

Nul n'est censé ignorer la loi comme le dit le célèbre adage. Par extension, nul ne devrait ignorer le droit européen et ses conséquences en termes d'obligations et de droits. Au lieu de cela une grande partie de la population ignore jusqu'à l'existence de la législation élaborée en commun par les vingt-sept États membres.

Le processus législatif européen est très diversifié, il comprend *règlements*, *directives* et *décisions*, qui n'ont pas la même portée juridique. Les Traités les classifient de la façon suivante : le règlement a une portée générale, il est obligatoire et directement applicable, dans tous les États membres ; la directive est obligatoire quant au résultat à atteindre, mais laisse aux États membres le choix de son mode de transposition ; la décision s'applique obligatoirement et dans son intégralité mais seulement pour les destinataires qu'elle désigne.

L'ÉLABORATION DE LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE

Pour que la législation européenne soit applicable dans un État membre, il revient au Parlement national, le plus souvent, de la transposer dans sa législation. La transposition dans le droit national est une obligation, mais dans certains cas les États membres peuvent y apporter des amendements. Au cours de cette étape essentielle, on constate que des décisions politiques entravent parfois la bonne transposition ou la bonne application des textes communautaires.

La Commission européenne est la gardienne des Traités, mais les administrations nationales, régionales et locales sont chargées d'appliquer et de faire respecter les lois aux citoyens qui en bénéficient. Or, au niveau européen, celles-ci sont conçues trop loin des citoyens. Ainsi, depuis 1971, il existe des réglementations qui régissent la sécurité sociale (allocations familiales, remboursement de



Atelier organisé par :
**CCI Lyon /
Mouvement
Européen – France /
ECAS**

Avec :

**Enzo Moavero
Milanesi**
JUGE À LA COUR DE
JUSTICE EUROPÉENNE

Alain Lamassoure
DÉPUTÉ EUROPÉEN
(PPE-DE)

Claire Damilano
ECAS

Anne Houtman
DIRECTEUR À LA DG
« ÉNERGIE ET
TRANSPORTS » DE LA
COMMISSION
EUROPÉENNE

Guy Mathiolon
PRÉSIDENT DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE LYON

Henri Oberdorff
PROFESSEUR DES
UNIVERSITÉS, DIRECTEUR
HONORAIRE DE L'IEP DE
GRENOBLE

Christian Philip
PROFESSEUR DE DROIT,
LYON 3

Pierre Jamet
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU
CONSEIL GÉNÉRAL DU
RHÔNE

frais médicaux, retraite, carte européenne d'assurance-maladie...). Autre exemple, la reconnaissance mutuelle des diplômes et des formations. Entamées très tôt dans la construction communautaire, l'harmonisation des formations souffre toutefois encore de nombreuses disparités (médecine, enseignement) malgré une intensification croissante du processus. Certaines situations sont parfois encore plus complexes, en droit familial par exemple (droit au mariage, droit de transmission, de succession...), la compétence reste exclusivement nationale, malgré une volonté de coopération accrue de la part des États membres.

L'INFORMATION SUR LE DROIT EUROPÉEN

Aujourd'hui l'accès à la législation européenne est largement facilité par Internet, qui permet d'avoir accès à tous les textes communautaires. Mais certaines sources d'information sont mal connues, c'est par exemple le cas du réseau SOLVIT. Ce service offre aux citoyens la possibilité de soumettre un problème relatif au marché commun et d'obtenir une réponse dans les jours qui suivent (délai maximum de dix semaines). Seules trois demandes par semaine sont faites en France, cela est peu, mais pour l'heure une forte demande ne permettrait pas à l'unique fonctionnaire (pour la France) de répondre en respectant les délais. D'autres moyens existent pour se renseigner sur ses droits et devoirs, à l'exemple du réseau ECAS, qui propose aux citoyens de répondre à leurs questions dans un délai de soixante-douze heures ou les oriente vers les structures pertinentes.

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CJCE), UN INSTRUMENT POUR LE RESPECT DES DROITS

L'Union européenne est une communauté de droits tels que les Pères fondateurs l'ont imaginée. Ce qui en fait sa force aujourd'hui tient au fait que les règles s'appliquent à tous.

La Cour de Justice joue un grand rôle, dans l'application et l'interprétation de la législation communautaire. Divers recours existent afin de garantir une application juste de ce droit : les juges nationaux peuvent et/ou doivent se tourner vers la CJCE pour se renseigner précisément sur son interprétation. La Cour de Justice contrôle aussi le respect du droit communautaire par les États membres, et peut annuler tout acte d'une institution nationale. Les citoyens peuvent en outre faire appel au Médiateur européen ou recourir directement au Tribunal de première Instance ou à la Cour européenne des droits de l'homme pour s'assurer de la garantie de leurs droits.

La jurisprudence est essentielle dans la mesure où elle influence les décisions et fait évoluer les politiques communautaires, elle est en ce sens l'un des moteurs de l'intégration européenne.

Le droit européen est une réussite fondamentale de l'Union européenne. Sa bonne application fait de l'Union un modèle original et puissant pour le monde entier. Malheureusement, après plus de cinquante ans d'existence, il reste mal connu alors qu'il est utilisé quotidiennement tant au niveau institutionnel national qu'à ceux à qui il est destiné : les citoyens.

PROPOSITIONS

Il est nécessaire de mieux informer les citoyens sur la législation et le processus décisionnel européen. Cela implique également de faire connaître les possibilités offertes à ceux-ci d'influer sur les institutions par l'intermédiaire des associations, de la société civile, des lobbies, des représentations nationales, et régionales, etc.

- **Les citoyens devraient être mieux au fait des possibilités de recours qui leur sont offertes par les instances juridictionnelles européennes.**
- **Il est urgent de se rappeler que le droit européen doit d'abord être au service des citoyens et qu'il peut résoudre des questions concrètes de leur vie quotidienne. Le droit européen pourrait ainsi encourager une meilleure appropriation de l'idée européenne par les peuples européens.**



Atelier organisé par :
UNIOOSS /
Fondation Armée du
Salut / MSA /
Secours catholique /
URIOOSS

Avec :
Martin Hirsch
 HAUT COMMISSAIRE AUX
 SOLIDARITÉS ACTIVES
 CONTRE LA PAUVRETÉ
Jean-Luc
Bennhamias
 DÉPUTÉ EUROPÉEN
Tanguy van
Loqueren
 CHEF DE PROJET « PANEL
 DES CITOYENS EUROPÉENS
 POUR L'AVENIR DES
 TERRITOIRES RURAUX »,
 FONDATION POUR LES
 GÉNÉRATIONS FUTURES
Gisèle Halimi
 ECRIVAIN, PRÉSIDENTE
 DU MOUVEMENT
 « CHOISIR LA CAUSE DES
 FEMMES »
Marc Jacques
 DÉLÉGUÉ FRANÇAIS AUX
 7^{ES} RENCONTRES
 EUROPÉENNES DES
 PERSONNES EN SITUATION
 DE PAUVRETÉ
 (DÉLÉGATION EAPN
 FRANCE)
Mihai Nzascu
 DIRECTEUR D'« AMARE
 RROMONTZA », UNE
 ASSOCIATION ROUMAINE
 TRAVAILLANT POUR
 L'INCLUSION DES ROMS EN
 ROUMANIE ET LA
 CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : COMMENT NE LAISSER PERSONNE SUR LE BORD DE LA ROUTE ?

Personnes pauvres, jeunes de milieux défavorisés, populations de zones rurales, minorités exclues, le sentiment d'être citoyen de seconde zone existe dans tous les pays membres de l'UE. Alors que l'Europe est une communauté politique en construction, comment faire pour que la citoyenneté européenne ne renforce pas le sentiment d'exclusion de ces populations ? Peut-elle contribuer à réactiver le sentiment d'appartenance et d'intégration des citoyens touchés par des inégalités fortes, ou éloignés des institutions ? Comment faire pour que la citoyenneté européenne ne reproduise pas les schémas d'exclusion nationaux et fasse respecter l'égalité des droits lorsqu'ils sont bafoués ?

Les campagnes référendaires ont permis d'exprimer le sentiment d'un fossé grandissant entre les institutions européennes et les citoyens. Les populations exclues vivent ce décalage de manière renforcée. Les institutions de l'UE offrent pourtant un recours pour lutter contre les discriminations en permettant de faire progresser les droits des populations qui en sont victimes. Les chantiers sont nombreux, à l'exemple des discriminations envers les femmes (255 millions en Europe), qui subissent de fortes inégalités en termes d'accès aux postes à responsabilité et à l'emploi, à l'indépendance économique, sont victimes de violences, ou quelle que soit leur conception de la maternité, se voient contester leur choix (avortement, décision d'avoir des enfants ou de ne pas en avoir).

UNE ACTION EUROPÉENNE LIMITÉE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Les Roms, minorité la plus importante d'Europe, ont ainsi trouvé auprès de l'UE un lieu d'expression de leurs revendications. En effet, outre la stigmatisation dont ils font l'objet, leur situation est clairement inégalitaire par rapport au reste de la population. En Roumanie par exemple, 63 % des Roms n'ont pas d'assurance-maladie contre 10 à 15 % en moyenne dans le reste de la population. En outre, 36 % des habitations roms ne sont pas reliées au réseau de distribution d'eau contre 10 % pour le reste de la population. On repère également en France, en Italie et en Grèce des situations défavorables (ex. : non-respect des lois Besson sur l'accueil des gens du voyage). Le cas des Roms montre que l'action européenne en faveur du droit des minorités est nécessaire. En dépit de cette reconnaissance, les États membres continuent à ne pas reconnaître aux Roms des droits identiques à ceux des citoyens nationaux non roms. Au sein de l'Union européenne, certains États accordent pourtant des droits spécifiques aux minorités, à l'exemple de la Suède et de la Finlande *via* la Charte des langues régionales et minoritaires. La Suède est allée d'autant plus loin qu'elle reconnaît les Roms comme une minorité nationale.

D'autre part, les politiques sociales restent l'apanage des États, qui ne considèrent pas ces questions comme des préoccupations européennes et ont des conceptions très hétérogènes en la matière. L'Union n'est donc pas compétente pour les questions sociales. Toutefois, des initiatives européennes existent telles que les « Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté ». Ces forums permettent d'échanger sur des éléments de politiques sociales qui ne sont pas encore partagés par tous les pays membres tels que le revenu minimum, l'accès à l'emploi, les services (qui forment les trois piliers de « l'inclusion active », véritable politique d'insertion *via* l'emploi) ou encore la lutte contre l'insalubrité. On remarque que le Traité de Lisbonne prévoit d'instaurer les mécanismes d'initiative populaire et d'europétition qui ouvriraient ainsi des leviers d'action commune dans le domaine social.

SENSIBILISER À L'EUROPE LES CITOYENS EXCLUS

Plusieurs initiatives à dimension européenne sont menées en faveur des personnes exclues, souvent grâce à l'action des associations. Elles favorisent l'échange entre citoyens exclus de différents États membres, et permettent de les faire participer sans passer par une instance représentative. Cette implication directe permet de s'approprier et de comprendre la pertinence à agir ensemble. Au-delà des possibilités d'aides offertes par l'Europe par l'intermédiaire des actions de terrain de la société civile, elles permettent de contribuer à informer et à sensibiliser ces publics à la dimension européenne de leur citoyenneté.

L'UE ouvre un nouvel horizon pour la lutte contre l'exclusion et les discriminations. Les attentes formulées par les populations concernées sont fortes mais pour l'heure, ses compétences en la matière restent très limitées.

QUELQUES PROPOSITIONS POUR CONSTRUIRE UNE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ÉGALITAIRE

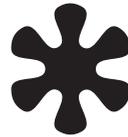
- En matière de droit des femmes, Gisèle Halimi propose la « clause de l'Européenne la plus favorisée ». Ce principe consiste à identifier les législations des pays membres les plus avancées dans le droit des femmes, et à agréger les meilleures dispositions nationales dans un bouquet législatif européen.
- L'intégration des minorités en Europe pourrait être améliorée grâce à l'éducation. L'UE devrait promouvoir dans les classes maternelles des États membres les approches interculturelles. Les programmes de mobilité, menés en dehors du cadre familial et du territoire national, tournés vers l'accès à la citoyenneté européenne devraient être encouragés. Ils favorisent le sentiment d'appartenance à l'UE et la citoyenneté active auprès des participants.
- Un budget communautaire approprié devrait être consacré à la gestion de l'immigration communautaire et extracommunautaire.
- En matière de conception des politiques sociales, l'UE devrait encourager la consultation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion, en amont des discussions institutionnelles, pour enrichir les débats de leur expérience. Les débats du Conseil des ministres devraient être plus transparents et publics afin que toutes les décisions soient mieux comprises, et notamment celles en matière sociale qui suscitent régulièrement le débat (ex. : directive sur le temps de travail).

L'EUROPE SUR INTERNET

Média transfrontière, facilitant le dialogue et le débat, Internet semble faire écho à une Union européenne qui favorise la libre circulation des personnes et des idées. Pour les jeunes de la « génération Erasmus », qui ont grandi avec le Web, dialoguer en ligne avec un correspondant à l'autre bout de l'Europe est devenu naturel.

Peut-on dire pour autant qu'Internet favorise l'émergence d'un « espace public » européen ? Dans le débat en ligne particulièrement vif qui s'est tenu lors du référendum français sur le Traité constitutionnel européen, les autres Européens ont eu bien du mal à se faire entendre. Simple question de circonstances ou signe d'une difficulté plus profonde à conduire un débat véritablement européen ?

L'usage d'Internet dans l'espace public européen soulève de nombreuses questions : quels sont les thèmes politiques susceptibles de susciter une mobilisation transeuropéenne en ligne ? Quels seraient les outils d'une telle mobilisation (blogs, communautés, tables rondes) ? Comment les pouvoirs publics européens envisagent-ils les évolutions des usages politiques d'Internet ?



Atelier organisé par :
Toute l'Europe / Euractiv.fr / Café Babel / Taurillon / Euros du village

Table ronde animée par :
Véronique Auger
JOURNALISTE À FRANCE 3

Avec :
Benoît Thieulin
DIRECTEUR DE LA NETSCOUADE
Dominique Reynié
POLITOLOGUE, COORDINATEUR DE L'OUVRAGE L'OPINION EUROPÉENNE EN 2008
Fernando Navarro
RESPONSABLE DE LA SECTION POLITIQUE DE CAFÉ BABEL

UN ESPACE PUBLIC NATIONAL IDÉALISÉ ?

L'existence d'un espace public européen est souvent mise en doute au regard d'un « espace public national idéalisé », dont l'importance peut être minimisée : les grands titres de presse et émissions télévisées ont finalement peu de lecteurs ou d'auditeurs, et fonctionnent avant tout sur un mode descendant.

LE WEB : FORMIDABLE OUTIL D'ÉCHANGE, DE CONTROVERSES ET D'INFORMATION

Le Web peut donner lieu à des expériences formidables d'intelligence collective. Cependant, il faut relativiser le poids du débat public en ligne, qui est souvent le fait d'une minorité de citoyens très actifs et politisés. En outre, le Web est organisé de manière affinitaire, par communautés et par centres d'intérêts. Rares sont les moments où le grand public participe vraiment à la discussion, à l'image de ce qui s'est passé en 2005 autour du Traité constitutionnel européen, où le Web fut l'espace d'une véritable bataille politique. À cette époque, les citoyens, troublés par l'unanimité des médias, ont trouvé en ligne des informations différentes, un espace de contradictions qui leur a permis de mener un débat en profondeur.

UN DÉBAT PUBLIC PARFOIS LIMITÉ

Sur Internet, si le coût d'entrée est faible, le coût de visibilité est élevé. Tout le monde peut créer son blog et s'exprimer sur la toile, mais rares sont ceux qui arrivent à toucher un large public. Les communautés ont souvent du mal à échanger entre elles. Cela se ressent notamment à travers le clivage persistant entre « ouïstes » et « nonistes », né du référendum de 2005, les deux communautés ayant du mal à mener un dialogue constructif.

INTERNET : VECTEUR DE CONFRONTATIONS D'IDÉES ET DE POLITISATION DU DÉBAT EUROPÉEN

Internet a pris la place des espaces de débat horizontal qu'étaient jadis les églises, les syndicats et les partis. C'est un média qui suscite la confrontation d'idées, confrontation qui fait cruellement défaut à l'Europe d'aujourd'hui : jusqu'à présent, l'Europe a fonctionné sur le mode du consensus ; désormais, il faut plus de controverse, une véritable confrontation des idées et des programmes. Il ne faut pas avoir peur d'alimenter un « feuilleton politique » au niveau européen, de personnaliser le débat. Le projet « EU Debate », en demandant aux candidats aux élections européennes de 2009 de s'engager sur les politiques qu'ils sont prêts à soutenir, en est un exemple concret.

Il y a deux moyens de progresser vers une politisation du débat européen : encourager l'émergence de réseaux transnationaux et compter sur les partis politiques pour s'organiser au niveau européen. Par ailleurs, pour qu'un débat en ligne à l'échelle du continent mobilise un large public, il faut qu'il soit relayé par les médias « traditionnels » et tourne autour d'objectifs clairs. Par exemple des élections européennes ou un éventuel référendum européen.

Les Européens peuvent-ils discuter ensemble de sujets communs ? Il existe déjà un débat transnational (guerre en Irak, mobilisation des pêcheurs, manifestations

de travailleurs venus de toute l'Europe devant les institutions européennes) et ce débat pourrait être nourri par des projets en cours. Par exemple le processus de Bologne, qui vise à placer les systèmes universitaires nationaux diversifiés dans un cadre commun, provoque des inquiétudes et pourrait déboucher sur une mobilisation universitaire dans toute l'Europe, et donc, probablement, sur Internet.

Quand va-t-on passer d'un espace public de protestation à un espace public de proposition d'une politique ? À ce titre, les pétitions qui circulent actuellement sur le Web, comme *Who's your candidate* ou *Females in Front*, sont autant d'exemples de démarches politiques constructives à l'échelle de l'Europe entière.

Internet ne semble pas être la solution pour la création d'un espace public européen, mais il apporte des outils indéniables en matière d'information et d'expression. Il donne les moyens pour démocratiser le débat et provoquer des situations de confrontations, il permet de produire du contenu, commenter et critiquer ce qu'on propose.

DES ÉCHANGES HUMAINS à DÉVELOPPER



Atelier organisé par :
Groupe des Belles Feuilles / Région Rhône-Alpes / Parlement européen des Jeunes / Les Jeunes Européens / Ligue de l'enseignement / AEDE / CGI / Cercle des Européens / MRJC

Avec :

Guillaume Klossa
CONSEILLER AUPRÈS DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EUROPÉENNES

Pascal Lejeune
DIRECTEUR DE L'UNITÉ
CITOYENNETÉ, DG
EDUCATION ET CULTURE,
COMMISSION
EUROPÉENNE

Annick Fortin
DIRECTRICE DU CENTRE DE
FORMATION DES
APPRENTIS DE LA CCIP

Farida Boudaoud
CONSEILLÈRE RÉGIONALE
DÉLÉGUÉE À
L'APPRENTISSAGE

Bernard Manhes
PRÉSIDENT DE LA
CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE DU
COMMERCE
INTERENTREPRISES

Sébastien Thierry
CHARGÉ DE MISSION À LA
FONDATION DES RÉGIONS
EUROPÉENNES POUR LA
RECHERCHE EN
ÉDUCATION ET EN
FORMATION

Xavier Tocco
APPRENTI CUISINIER AU
CARRÉ DES FEUILLANTS,
ANCIEN APPRENTI EN
GRANDE-BRETAGNE

L'Union européenne, par la création du marché intérieur, donne une liberté de circulation à ses citoyens. Celle-ci est un pilier fondamental de la citoyenneté européenne, elle permet l'échange entre populations de différents États membres. Par la mobilité des jeunes (programmes Erasmus, Leonardo, Service volontaire européen, etc.), et le développement de l'interculturalité européenne, l'Europe se vit sur le terrain.

Ces débats ont révélé les carences, et les domaines dans lesquels il est nécessaire de développer les échanges au sein de l'UE : le sport comme facteur d'une véritable identité européenne ; la société civile, la jeunesse urbaine et les populations de banlieues ; le développement des échanges en terme de recherche scientifique, et de formation aux métiers de la santé. La citoyenneté européenne ne peut se réaliser pleinement sans prendre en compte et développer l'ensemble de ces aspects de mobilité, et d'échanges mis à la disposition de ses citoyens.

La MOBILITÉ DES JEUNES : La CITOYENNETÉ européenne au-DELÀ DES BONNES INTENTIONS

Dans le contexte d'une Europe qui se veut aujourd'hui une société fondée sur la connaissance, dans un environnement mondialisé où vont croissants les échanges économiques, culturels et intellectuels, la mobilité internationale devient un élément essentiel du dynamisme des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche. Elle contribue donc à la compétitivité des économies.

Pour les jeunes Européens, la mobilité est un formidable levier d'insertion et de réussite professionnelle. Principe fondamental de la construction européenne, elle porte en elle les germes du sentiment d'appartenance à l'Europe qui lui fait tant défaut en cette période de crise de confiance. Erasmus appartient à un club très fermé et consensuel : celui des réalisations concrètes de l'Europe, connues des non initiés et faisant l'unanimité. L'étudiant peut devenir plus et mieux employable, grâce à l'acquisition

d'expérience(s) à l'étranger et la construction d'un CV démontrant son adaptabilité et ses compétences. Pour l'État ou la région, il s'agit d'attirer des étudiants talentueux susceptibles de devenir des travailleurs du savoir au service de l'économie locale, augmentant en retour la vitalité des entreprises, et l'attractivité du territoire, selon un mouvement de cercle vertueux. Or, les étudiants Erasmus représentaient l'an dernier seulement 0,72 % de la population étudiante européenne.

LA MOBILITÉ : FACTEUR « D'ASCENSEUR SOCIAL » FAVORISANT L'EMPLOYABILITÉ ET LA CITOYENNETÉ

Promouvoir la mobilité, c'est promouvoir « l'Europe du citoyen » en tant que projet qui rend indissociable le développement du sentiment d'appartenance avec celui des bénéfices concrets au quotidien.

C'est un moyen d'acquérir des compétences extrêmement valorisables par la suite. Les pays européens comme l'Angleterre n'ont pas les mêmes préjugés à l'encontre de certaines populations que la France. Des jeunes de banlieues peuvent donc trouver plus facilement un stage qualifiant. Une piste serait de favoriser la mobilité de jeunes en situation d'échec annoncé vers des États où les premières étapes de leur parcours professionnel seront facilitées, tout en liant cette mobilité à une formation courte dans le pays d'accueil. Il faut également encourager la mobilité des apprentis et développer la mobilité dans les filières professionnelles et en formation continue.

La mobilité doit être plus visible et plus accessible auprès de catégories socio-culturelles pour qui l'Europe ne fait pas spontanément partie des horizons du possible. Pour promouvoir l'employabilité des jeunes, la mobilité doit être un facteur de rapprochement entre l'enseignement supérieur et le monde du travail en favorisant à travers elle les liens avec le secteur professionnel.

ERASMUS, LEONARDO, VERS UNE « GÉNÉRATION D'EUROPÉENS » ?

Le programme Erasmus, qui vient de fêter ses vingt ans, est un succès incontestable de l'Union européenne. En favorisant l'émergence de valeurs et d'une identité commune *via* le contact direct entre jeunes Européens de langues et de cultures différentes, la mobilité est entrée dans les mœurs étudiantes européennes. Les objectifs aujourd'hui atteignent trois milliards d'euros sur sept ans (2013) et concernent 170 000 étudiants. Le programme Leonardo pour la formation professionnelle concerne quant à lui 100 000 jeunes.

Mais l'Europe est face à de nouveaux défis : création d'un espace européen d'enseignement et de recherche, emploi des jeunes, compétitivité économique et attractivité des territoires de l'Union pour les entreprises et les talents étrangers. Le programme Erasmus est trop centré sur l'université pour favoriser le développement de véritables compétences professionnelles, trop restreint pour faire émerger une véritable « génération Europe ».

RÉGIONS ET ENTREPRISES, NOUVEAUX MOTEURS DE LA MOBILITÉ

Inscrites dans une dynamique d'ouverture, les régions se font depuis plusieurs années les relais de ces politiques européennes et mobilisent leurs ressources et

leurs financements pour créer des dispositifs propres à leur environnement et aider à la mobilité au sein de leur territoire. Le but est de bâtir une Europe des régions, ouverte sur le monde. Il existe par exemple des plateformes régionales de mobilité des apprentis. La Région Rhône-Alpes consacre 28 millions d'euros à la mobilité des jeunes. Il faut également mettre en adéquation les jeunes formés par l'éducation nationale avec les besoins des entreprises.

AMÉLIORER ET DÉMOCRATISER LES PROGRAMMES DE MOBILITÉ : UNE URGENCE POUR L'UE

Il faut faciliter l'accès aux programmes de mobilité. Les enjeux de la « guerre de l'intelligence » ont été médiatisés par les déclarations européennes de Lisbonne et de Bologne. Les autres programmes de mobilité existants ont une offre trop éparpillée, ils sont méconnus et ne profitent pas des infrastructures mises en place pour Erasmus par l'UE (Comenius, Leonardo da Vinci, SVE, Grundtvig etc.). Ils permettent à divers publics (apprentis, demandeurs d'emploi, éducateurs, formateurs etc.) de bénéficier de soutien dans le cadre d'une formation européenne. Les programmes atypiques tels que « Jeunesse en action » sont très importants pour développer les compétences.

La création d'un « guichet unique de la mobilité en Europe » est nécessaire. Il faut passer d'une logique de projets à une logique de dispositifs pour mieux structurer la mobilité et la mutualiser. La Commission européenne propose quant à elle de renforcer l'interopérabilité au niveau du Service civique volontaire pour permettre aux jeunes de l'effectuer dans un autre pays que le leur.

RENFORCER LE FINANCEMENT DE LA MOBILITÉ

Aujourd'hui, neuf jeunes sur dix ne partent pas. Il faut leur offrir une aide financière plus importante, et leur proposer des formations avec des débouchés à la clef.

Les programmes de la Commission doivent être vus comme des exemples à suivre par les États membres. On ne peut pas demander à la Commission européenne de financer et prendre en charge logistiquement tous les flux de mobilité étudiante. Les orientations budgétaires de l'Union ont été fixées récemment jusqu'en 2013, ce qui réduit, mais n'annule pas la marge de manœuvre, qui peut par exemple se construire sur les crédits d'engagement annulés.

Une implication plus directe des entreprises dans le financement de la mobilité à des fins d'insertion serait une solution, le cas échéant *via* une réaffectation d'une partie des dépenses obligatoires de formation professionnelle dont l'efficacité n'est pas avérée. Ensuite, une participation accrue des États et des régions aux aides à la mobilité sortante – avec éventuellement une clause de retour – ou entrante, pour des secteurs en déséquilibre local fort. De ce point de vue, la région Rhône-Alpes est un très bon exemple de région européenne ouverte.

L'EUROPE, L'AVENIR DES BANLIEUES ?

Cet atelier a permis de souligner le travail de médiation sur le terrain, et de changement d'approche nécessaire à une meilleure prise en compte des droits sociaux, économiques et culturels des citoyens et de la société civile urbaine.

INSUFFISANCE DE LA PRISE EN COMPTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE URBAINE DANS LES PROGRAMMES D'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE

Le renforcement des compétences et des capacités (*capacity building*) de la société civile urbaine n'a pas été pris en compte dans les objectifs des Programmes d'Initiative Communautaire URBAN I, et URBAN II (2000-2006) pilotés par le Ministère de la Ville ou la Délégation interministérielle à la Ville.

En France, la localisation des banlieues se trouve à l'extérieur des villes et cette approche de l'aménagement du territoire urbain a créé une « coupure urbaine », qui s'est traduite par une coupure culturelle, ethnique, sociale et sociologique. Or, il existe différentes approches et organisations au sein de l'Union européenne qui se révèlent plus porteuses pour favoriser une meilleure gouvernance urbaine et mixité sociale (« *inner city* » à Londres ou les quartiers populaires du centre-ville de Bruxelles).

Il y a donc un besoin urgent d'établir, de structurer, d'animer le dialogue civil urbain européen en collaboration avec les institutions européennes et les médias. La mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance est nécessaire afin de favoriser la mise en pratique des recommandations et des directives, de même que l'échange de bonnes pratiques au niveau européen en garantissant :

- une meilleure visibilité et la culture des résultats ;
- une meilleure coordination, efficacité et cohérence des politiques et « Plans Banlieues » nationaux ;
- une meilleure participation et représentation des différentes parties prenantes (ONG, investisseurs privés et publics, élu(e)s, évaluateurs indépendants et médiateurs de terrain).

Il y a un besoin d'émancipation de la jeunesse urbaine et de cohésion par la construction d'un dialogue intergénérationnel et interculturel européen.

LES POLITIQUES EXISTANTES ET LE RÔLE DÉTERMINANT DES ASSOCIATIONS

Le plan PAPI est basé sur l'application des recommandations de la Commission européenne en matière d'action positive, c'est-à-dire l'adaptation politique et culturelle européenne tirée de l'expérience de la politique d'intégration américaine d'« *affirmative action* », ce plan vise à rendre flexible les grands principes fondateurs des États pour répondre à des carences mesurées de droits et d'égalité et une meilleure prise en compte de la solidarité.

De plus, il est nécessaire en France de sortir de l'approche de territorialisation des questions socio-économiques et culturelles. Une mise en conformité de la politique d'intégration nationale avec les objectifs d'apprentissage à la diversité culturelle européenne de tous les citoyens français est nécessaire.



Atelier organisé par :
**Débarquement
Jeunes / Bouge ta
ville, bouge
l'Europe !**

Table ronde animée
par :
Édouard Pellet
RESPONSABLE DIVERSITÉ
ET COORDINATEUR DU
PLAN D'ACTION POSITIVE
POUR L'INTÉGRATION AU
GROUPE FRANCE
TÉLÉVISION

Moderation :
Stéphane Meterfi
PRÉSIDENT DE
DÉBARQUEMENT JEUNES

Avec :
Aziz Senni
PRÉSIDENT DU FONDS
BUSINESS ANGEL DES
CITÉS

Jean Hurstel
PRÉSIDENT DE
L'ASSOCIATION
« BANLIEUES D'EUROPE »

**Damaris Smaa-
Marchand**
PRÉSIDENTE
D'INITIATIVES DES
FEMMES AFRICAINES DE
FRANCE ET D'EUROPE

**Mohammed
Mechmache**
PRÉSIDENT D'AC LE FEU
NE POUVAIT ÊTRE
PRÉSENT, MAIS DONT LE
TÉMOIGNAGE A ÉTÉ
RESTITUÉ PAR LE
MODÉRATEUR.

Les associations doivent renforcer leur veille juridique en matière de droit du travail, droits sociaux et droits fondamentaux : transposition en France des directives européennes de lutte contre les discriminations (fondées sur la race, l'origine ethnique) interdisant toute forme de discriminations en matière d'emploi et de travail, fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. L'unité, le partage d'expériences et la mutualisation des moyens humains et financiers des associations de quartiers doivent également être renforcés pour mieux accéder, se former et bénéficier directement du Fonds social européen (FSE).

LE RÔLE PRIMORDIAL DES MÉDIAS

Les médias peuvent anticiper et appliquer la législation européenne, promouvoir l'éducation à la diversité et la multiplicité ethnique et raciale avec l'objectif d'investir en priorité dans la communication et l'humain plutôt que dans les infrastructures et d'autres investissements matériels.

PROPOSITIONS

- La reconnaissance des problèmes spécifiques de ces populations sera un préalable à une action de l'Union européenne en faveur de la jeunesse urbaine.
- L'intégration par le travail et la dynamisation des banlieues, pourrait être encouragée par une politique d'aide aux projets de création et de développement de petites et moyennes entreprises établies dans ces zones.
- Encourager le dialogue entre les représentants de la jeunesse urbaine et les représentants des forces de l'ordre.
- Inclure les banlieues dans les réseaux européens existants et améliorer l'accès et la visibilité des programmes communautaires jeunesse dans les banlieues.



Atelier organisé par :
**Agence pour
 l'Éducation par le
 Sport / Mouvement
 européen – France /
 Sport et Citoyenneté**

*Table ronde animée
 par :*
Philippe Doucet
 JOURNALISTE CANAL+

Avec :

Thierry Philip
 MAIRE D'ARRONDISSEMENT
 DE LYON ET VICE-
 PRÉSIDENT DE LA RÉGION
 RHÔNE-ALPES DÉLÉGUÉ À
 LA SANTÉ ET AU SPORT

Andrzej Rogulski
 COMMISSION
 EUROPÉENNE, UNITÉ
 SPORT DE LA DG
 EDUCATION ET CULTURE

Jonathan Hill
 DIRECTEUR DES BUREAUX
 BRUXELLOIS DE L'UEFA

**Marie-Claire
 Restoux-Gasset**
 CHAMPIONNE OLYMPIQUE
 DE JUDO (1996), ANCIEN
 CONSEILLER DE
 PRÉSIDENT DE LA
 RÉPUBLIQUE JACQUES
 CHIRAC

Emine Bozkurt
 DÉPUTÉE EUROPÉENNE

Colin Miège
 MEMBRE DU COMITÉ
 SCIENTIFIQUE DE « SPORT
 ET CITOYENNETÉ »

SPORT ET CITOYENNETÉ européenne

Le sport peut être un formidable vecteur et support d'expression de l'appartenance à une communauté. Si l'identification à travers le sport fonctionne à l'échelle d'une commune, d'une région, ou d'une nation, en revanche elle fait défaut à l'échelle communautaire. Cet atelier a exploré les paliers à franchir pour favoriser l'émergence d'une identité européenne à travers le sport et avancé quelques propositions en ce sens.

UNE NÉCESSAIRE RECONNAISSANCE DU SPORT COMME DOMAINE DE COMPÉTENCE DE L'UE

Le sport est un domaine de compétence pris en compte depuis longtemps par l'Europe en tant qu'outil permettant de favoriser la citoyenneté européenne

(rapport Adonnino, 1985). La définition d'un « modèle sportif européen » en 1998 relève de la même logique : promouvoir un système sportif cohérent à l'échelle européenne, dont les fonctions sociales, éducatives ou intégratrices participeraient à la construction d'une citoyenneté européenne. Le Livre Blanc sur le sport publié par la Commission européenne en juillet 2007 résume parfaitement la place que le sport peut prendre à cette fin. Enfin, le Traité de Lisbonne est le premier traité européen à faire référence au sport comme domaine de compétence de l'Union européenne.

Or, les actions mises en place pour faire du sport un moyen de véhiculer la citoyenneté européenne restent trop spécifiques pour être efficaces. En effet, le sport comprend de nombreux paradoxes. Il existe une identification locale et nationale dans les disciplines sportives, mais pas supranationale. De même, lorsque des compétitions européennes ont lieu, il y a un décalage entre les frontières de l'Union européenne et les frontières de la compétition. Par exemple, lors de l'Euro de football 2008, la Russie ou la Turquie étaient représentées, alors qu'elles ne font pas parties des 27 États membres de l'UE.

L'arrêt Bosman a créé la libre circulation des sportifs professionnels et a fait du sport en général, et du football en particulier, l'activité sociale et culturelle la plus européanisée, en permettant d'avoir des joueurs de toutes nationalités dans les clubs de football. Pour autant, les institutions sportives se plaignent désormais d'une certaine perte d'identité et militent pour la mise en place d'une réglementation plus restrictive en terme de nationalité (la règle du « 6+5 » de la FIFA, la règle du « Home Crown Player » de l'UEFA...).

LE SPORT, UN INSTRUMENT EFFICACE D'ÉDUCATION ET D'INSERTION SOCIALE

Le sport est reconnu par tous comme un des instruments les plus efficaces pour l'insertion et l'éducation. Un véritable dialogue s'est d'ailleurs institué entre les différentes institutions communautaires (Commission, Parlement) et les acteurs sportifs, et un consensus s'est dégagé autour de l'idée que le sport constitue un instrument des plus efficaces pour l'intégration sociale européenne. L'accès au sport doit représenter un véritable droit pour tous les citoyens européens, en dehors de toute considération de race, de couleurs de peau, de nationalité, de religion ou encore de préférence sexuelle. Le Parlement européen milite ainsi sur la possibilité de répartir certains fonds sociaux européens sur des projets éducatifs de terrain.

Car si le sport connaît des problèmes de racisme ou de violence, il est aussi un vecteur pour lutter contre ces fléaux. Le sport est fédérateur, puisqu'il touche le monde entier. Chaque acteur du sport a un rôle à jouer. La citoyenneté européenne doit se construire par le sport, pour le sport et autour du sport.

Pour favoriser l'efficacité du sport comme vecteur d'éducation, une solution serait par exemple de créer un module obligatoire de séjour dans un pays européen dans la formation des éducateurs. Le programme Erasmus peut également être utilisé pour favoriser les échanges entre jeunes sportifs et éducateurs sportifs.

PROPOSITIONS

Un encadrement nécessaire des fédérations et clubs de supporters au niveau européen

Il est important d'apprendre aux supporters à respecter l'adversaire, il faut créer un climat plus *fair-play* dans le milieu sportif. Les supporters d'un club pourraient avoir pour rôle par exemple de recevoir ceux d'un club adverse.

Il faut également redéfinir le rôle des fédérations sportives dans le renforcement de la citoyenneté européenne.

Vers une représentation sportive véritablement « européenne » au niveau mondial ?

Afin de donner plus de poids au sport européen, un autre aspect important consisterait à impliquer davantage les clubs sportifs dans le jumelage des villes européennes, ou de mettre en place des jumelages entre clubs directement.

Il faut également penser à des championnats intercontinentaux pour que l'Europe ait une représentation sportive au niveau mondial, cela faciliterait une meilleure reconnaissance de l'identité européenne. Les médailles des États européens pourraient aussi être comptabilisées ensemble lors des grands championnats ou des Jeux olympiques.

La nécessité de créer un programme global de soutien au sport par la Commission européenne

Le sport amateur, cœur de la pratique sportive, ne bénéficie pas de financement pérenne. Le sport business, en s'appuyant sur le sport amateur, ne met pas en place suffisamment d'aides, malgré quelques initiatives encourageantes (Educafoot, le partenariat entre le FC Barcelone et l'UNICEF notamment).

Un programme européen global regrouperait l'ensemble des programmes auxquels le sport peut prétendre (PROGRESS, programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, programme « Jeunesse en action », programme « L'Europe pour les citoyens » etc.). Cela faciliterait la lisibilité des actions menées, ainsi que les démarches des acteurs du sport. Il n'existe pas à l'heure actuelle de budget spécifique alloué au sport, les possibilités de financement par l'Union européenne restent très limitées.

Enfin, les projets sportifs devraient être pris en compte dans les projets et programmes sociaux européens.

L'EUROPE ET LA SANTÉ

Préoccupation quotidienne des citoyens, la santé est un domaine d'action dans lequel l'Europe a d'importants progrès à accomplir. L'Union européenne, souvent perçue comme une construction théorique, ne parvient pas encore à mettre en place une véritable coopération européenne dans ce domaine. Malgré

l'existence de la carte européenne d'assurance-maladie, d'importantes disparités entre les États membres freinent le potentiel de réalisations concrètes telles que la recherche ou liées à la couverture médicale.

L'IMPORTANCE DE LA RECHERCHE

La nécessité de créer un réseau de recherche médicale européen n'est pas un débat mais devrait être une évidence. Ce réseau pourrait à terme prendre la forme d'un réseau européen d'excellence, qui impliquerait les compétences, les connaissances et les savoir-faire de tous.

La question des cellules souches est un exemple flagrant de la nécessité d'une coopération européenne en matière médicale. En effet, elle offre de formidables opportunités pour mettre en place des programmes de recherche non plus nationaux mais européens permettant de mutualiser et de concentrer ces efforts. Si ces coopérations peuvent également être porteuses de bénéfices économiques et commerciaux, elles soulèvent en revanche des questions éthiques majeures auxquelles la diversité des législations des États membres empêche de répondre.

La Présidence française a à cœur de faire de la lutte contre la maladie d'Alzheimer, une priorité de l'Union européenne. Un centre de recherche existe déjà dans ce domaine et serait une bonne base de départ pour la création d'un réseau européen qui permettrait à la recherche d'avancer plus rapidement.

MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS ET FORMATION MÉDICALE

Les étudiants en médecine sont encore trop peu nombreux à profiter des systèmes d'échanges universitaires mis en place. La mobilité des étudiants est pourtant indispensable à la création d'un espace de connaissances commun, il est donc impératif d'inciter les étudiants à partir et de faciliter leurs démarches. Il faut également résoudre le problème des équivalences qui restent trop souvent difficiles à obtenir au retour des étudiants. Pour l'instant, les facultés de médecine ne sont pas adaptées au nouveau schéma européen LMD et devront faire des efforts pour se conformer à ce modèle. Les formations restent également trop disparates, à l'exemple des infirmières et du métier de sage-femme qui n'existe pas dans tous les États membres. À l'issue des études, il faudrait aussi faciliter l'installation des médecins dans les autres pays membres pour se conformer à la liberté de circulation et d'installation des personnes, qui est un des principes du marché commun.

Encourager la mobilité des étudiants en médecine et harmoniser les formations sont les efforts à fournir pour aboutir à l'excellence.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE LA SANTÉ

Les technologies numériques sont aujourd'hui indispensables pour la médecine. Un plan d'action européen a été lancé en 2007. Intitulé « bien vieillir dans la société de l'information », il se fixe comme objectif d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées, de leur famille et de leurs soignants. L'utilisation des



Atelier organisé par :

Département du Rhône / Mouvement européen – France

Avec :

Margaret Buckingham

DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS, PROFESSEUR À L'INSTITUT PASTEUR, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Detlev Ganten

DIRECTEUR DE LA CHARITÉ-BERLIN, VICE-PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE BERLIN-BRANDENBURG, MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE D'ÉTHIQUE ALLEMANDE

François Jourdan

DIRECTEUR DE L'INSTITUT FÉDÉRATIF DES NEUROSCIENCES DE LYON

Joël Ménard

PROFESSEUR DE SANTÉ PUBLIQUE UNIVERSITÉ PARIS-DESCARTES, SPÉCIALISTE DES MALADIES CARDIO-VASCULAIRES, ANCIEN DIRECTEUR

GÉNÉRAL DE LA SANTÉ

Philippe Meyer

PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ RENÉ DESCARTES, PROFESSEUR ASSOCIÉ AU CENTRE MAX-DELBRÜCK DE MÉDECINE MOLÉCULAIRE DE BERLIN-BUCH EN ALLEMAGNE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Vincent Rialle

MAÎTRE DE CONFÉRENCES, PRATICIEN HOSPITALIER À L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Amin Turki

ENS

Yves-Armel Martin

DIRECTEUR DE LA MISSION « TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION », DÉPARTEMENT DU RHÔNE

nouvelles technologies permettrait d'assurer la pérennité des ressources, mais implique aussi d'importants enjeux commerciaux et financiers.

Il s'agit ici de mettre les nouvelles technologies au service des personnes. Les personnes âgées en perte d'autonomie pourraient être ainsi aidées dans leur quotidien par des robots et des machines, et être maintenues le plus longtemps possible à leur domicile. Alors que l'Europe est confrontée au vieillissement de sa population, de telles initiatives sont les bienvenues et pourraient être prises en charge au niveau européen sans oublier les questions éthiques qu'elles ne manquent pas de soulever.

L'Europe de la santé est encore en chantier, elle est amenée à se développer considérablement dans les années à venir. Les besoins et les demandes sont importants, et la volonté politique, bien que naissante, doit davantage être présente.

PROPOSITIONS



Atelier organisé par :
Département du Rhône / Musée des Confluences / Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée / Musée de l'Europe

Avec :

Michel Côté
 DIRECTEUR DU MUSÉE DES CONFLUENCES DE LYON

Michael Colardelle
 MUSÉE EUROPE MÉDITERRANÉE DE MARSEILLE

Michael Creek
 ECSITE, THE EUROPEAN NETWORK FOR SCIENCE CENTRES & MUSEUMS

Benoît Remiche
 MUSÉE DE L'EUROPE À BRUXELLES

Michel Guillou
 CHAIRE DE LA FRANCOPHONIE ET DE LA MONDIALISATION

Christian Philip
 REPRÉSENTANT PERSONNEL DU PRÉSIDENT RÉPUBLIQUE POUR LA FRANCOPHONIE

Georges Kepenekian
 ADJOINT À LA CULTURE ET AU PATRIMOINE DE LA VILLE DE LYON

- Développer un réseau européen d'excellence en matière de recherche médicale, notamment *via* le septième programme-cadre de recherche et développement (PCRD) qui accorde pour la période 2007-2013 6,1 milliards d'euros.
- Harmoniser la formation médicale, et renforcer la mobilité étudiante.
- Allouer davantage de financement des nouvelles technologies, bénéfiques tant à la pratique médicale qu'au confort des patients.

PAS DE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE sans culture

Les questions de l'identité européenne, du respect de la diversité culturelle mais aussi de la construction d'un patrimoine commun sont essentielles aujourd'hui pour approfondir la construction européenne.

En effet, la participation à la vie politique est intimement liée au sentiment d'appartenance à la communauté qui la concerne. Élargie aux pays d'Europe centrale et orientale, l'Union européenne offre aujourd'hui un large et riche horizon culturel, linguistique, historique à ses citoyens. Mais comment faire vivre la chère devise des Européens « unie dans la diversité », sans basculer dans l'hétérogénéité ou la dissolution identitaire ? À partir de quels points de repères bâtir un héritage culturel commun à travers lequel les Européens se reconnaîtront ?

LE TEMPS DE LA QUÊTE IDENTITAIRE

Malgré la difficulté à définir précisément les frontières culturelles et politiques de l'Union, la construction européenne ne peut se contenter des seuls liens économiques. Bruxelles, considérée sous le seul angle de capitale administrative de

l'Europe est perçue telle une succession de bureaux et de salles de réunion sans âme. L'identité européenne, inspirée des valeurs communes et des comportements quotidiens, doit venir compléter les liens déjà tissés par l'économie et le droit pour que les citoyens des quatre coins de l'Europe comprennent le sens et la pertinence de cette entité administrative et politique commune.

LA VIVACITÉ CULTURELLE ET LINGUISTIQUE, RICHESSE DE L'EUROPE

La présentation du patrimoine qui nous rassemble est également un outil de transmission du projet européen aux nouvelles générations.

L'Union européenne n'est pas synonyme d'unicité. Malheureusement, de nombreux citoyens craignent qu'elle ne conduise à la perte de leur identité. Pourtant, le Marché unique ne crée pas une société unique, ne gomme pas non plus les différences de perceptions du monde, ni les modèles économiques.

Ces appréhensions sont paradoxales puisque selon l'UNESCO, la diversité culturelle de l'Europe est une véritable richesse, un élément caractéristique de la mondialisation du XXI^e siècle. C'est l'exemple que l'Europe peut donner au monde aujourd'hui. L'Union et ses États membres doivent se donner les moyens d'une politique volontariste, qui se démarque clairement des tendances à transformer les produits culturels en objets marketing. Mais il convient que les États membres changent leurs modes de communication, à l'image de la Présidence française de l'Union européenne qui a inscrit dans son programme une saison culturelle européenne.

QUELS SUPPORTS POUR LA CULTURE EUROPÉENNE ?

Comment favoriser l'émergence et la compréhension de l'identité européenne par les citoyens ? Un musée permettrait justement de refléter des connaissances et des perceptions partagées *via* des supports informatifs, pédagogiques, voire ludiques. Mais l'idée d'un musée à Bruxelles reste pourtant atypique.

Pour la première fois, l'exposition « I love Europe » présentée en 2008, s'essayait à valoriser les pas effectués par les Européens depuis 1957, en mettant en parallèle de l'histoire de la construction européenne et l'histoire du quotidien des Européens. Les expositions ont l'avantage de pouvoir circuler en Europe et hors de l'Europe.

Le monde de la culture (musée, cinéma, théâtre, musique...) multiplie les projets à dimension européenne mais souvent ces derniers restent trop peu connus du grand public pour contribuer autant qu'ils le pourraient à la construction de l'identité européenne.

L'IMPORTANCE DES CAPITALES EUROPÉENNES DE LA CULTURE

C'est à l'issue d'un long processus que sont désignées les villes appelées à devenir capitales européennes de la culture. Depuis les derniers élargissements, cette procédure sélectionne deux pays de l'Union, souvent géographiquement opposés (2009, Autriche/Lituanie, 2017, Danemark/Chypre). Ponctuellement, il arrive que des villes hors de l'Union puissent candidater. On peut citer Stavanger (Norvège),

capitale européenne de la culture 2008 aux côtés de Liverpool, et Istanbul (Turquie), conjointement à Essen (Allemagne) et Pecs (Hongrie) en 2010. Pour obtenir le label de capitale européenne de la culture, les villes se lancent dans une véritable campagne de promotion de leurs atouts en vue d'être désignées.

Les villes européennes sont le reflet de la diversité culturelle. Cette initiative permet donc aux citoyens d'aller à la rencontre des autres cultures. 2013 mettra à l'honneur la France et la Slovaquie. Bordeaux, Marseille, Toulouse et Lyon constituaient le dernier carré de villes en lice pour l'hexagone et c'est finalement la Cité phocéenne qui portera ce label, neuf ans après Lille.

PROPOSITIONS

- Améliorer la visibilité des villes choisies comme capitales européennes de la culture, pour que leur rayonnement culturel soit visible au-delà de leurs frontières nationales.
- Accentuer la promotion de la culture comme vecteur d'identité européenne, notamment dans les programmes de coopération régionale, où celle-ci reste parfois trop marginale.
- Développer les possibilités de mise en réseaux de musées, et créer un véritable musée européen fixe avec des relais dans les États membres.



Atelier organisé par :

AFCCRE / Europe direct / Région Rhône-Alpes / Conseil syndical interrégional Arc Lémanique

Avec :

François Boissac
DIRECTEUR ADJOINT,
DIRECTION EUROPE, DES
RELATIONS
INTERNATIONALES ET DE
LA COOPÉRATION DE LA
RÉGION RHÔNE-ALPES

Patrick Curtaud
ADJOINT AU MAIRE EN
CHARGE DES RELATIONS
INTERNATIONALES DE
VIENNE

Alain Réguillon
PRÉSIDENT RELAIS
EUROPE DIRECT RHÔNE-
ALPES

Louis Le Pensec
PRÉSIDENT DE L'AFCCRE

Christian Juyaux
PRÉSIDENT CSI ALPES
ARCLÉMANIQUE

Kurt Regolzt
VICE-PRÉSIDENT CSI
ALPES ARC LÉMANIQUE

ÉCHANGER, COOPÉRER, BOUGER : VIVRE L'EUROPE SUR LE TERRAIN

L'Union européenne doit encore franchir le cap d'une appropriation du projet européen par les citoyens ; les sondages et l'actualité le montrent, elle reste confrontée aux réflexes nationaux et parfois, aux replis nationalistes. Longtemps restée l'apanage des États, la définition du projet européen peut aussi être faite directement par les citoyens lorsqu'ils la vivent, la voient et la pratiquent sur le terrain. Les communes qui se sont lancées dans les jumelages ont fait le pari qu'en encourageant leurs concitoyens à parcourir l'Europe, à rencontrer, côtoyer, dialoguer, leur sensibilité européenne se développerait. 4 000 communes françaises sont actuellement jumelées avec 6 000 partenaires européens.

DES SYNERGIES ENTRE LES VILLES, LES DÉPARTEMENTS ET LES RÉGIONS D'EUROPE

Les jumelages entre communes européennes créent des dynamiques et favorisent les solidarités entre elles. C'est ainsi que les « Rencontres internationales » organisées à Vienne (Isère) ont permis aux représentants des douze villes partenaires

d'affirmer le rôle et l'importance des autorités locales dans la construction européenne. Elles ont également suscité au sein de chacune des villes la mise en place de projets de coopération dans plusieurs domaines : culture, jeunesse, patrimoine, gouvernance locale.

Les départements et les régions sont également très actifs en matière de coopération européenne, ils créent de nombreux réseaux et communautés de travail. Par exemple, l'Eurorégion Alpes-Méditerranée regroupe les Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Ligurie, Piémont et Vallée d'Aoste. Cette entente interrégionale franco-italienne souhaite se constituer sous la forme d'un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT). Elle a pour but d'engager des actions concertées et coordonnées sur des thématiques dont l'enjeu est capital pour ces territoires : accessibilité des transports, innovation et recherche, environnement et prévention des risques, qualité de vie et développement durable, culture et tourisme, éducation et formation. Dotée d'un bureau commun à Bruxelles, cette Eurorégion disposera, en sa qualité de GECT, d'une capacité accrue à lever des fonds européens dans les domaines d'intérêt commun où elle a choisi d'intervenir.

PROPOSITION

Les initiatives de jumelage bénéficient du soutien financier de l'Union européenne. Le programme « l'Europe pour les Citoyens » vise ainsi à encourager les échanges et les débats sur des questions d'intérêt européen. Les intervenants au panel ont attiré l'attention sur la nécessité de simplifier la procédure administrative de demande de subvention auprès de la Commission européenne afin de rendre ce dispositif, souvent utilisé par des bénévoles associatifs, plus simple.

DES COOPÉRATIONS POUR RÉGULER LOCALEMENT LA MONDIALISATION

Les échanges et les coopérations sont des sources d'apprentissage, des outils de développement local, ils sont aussi des outils appropriés pour apporter des réponses aux questions soulevées par une mobilité accrue. La mobilité de la main-d'œuvre se développe avec la mondialisation, qui favorise les mouvements de population de travailleurs – issus de pays pauvres ou non – en direction des grands bassins d'emplois. Cette mobilité transnationale génère des transformations du monde du travail dans les économies développées, et des inégalités fortes entre les territoires, favorisant parfois le dumping social, préjudiciable aux populations qui en font l'objet.

Ces évolutions encouragent la mise en place de régulations négociées entre les acteurs politiques, économiques et sociaux locaux. C'est ainsi qu'en Europe, des structures telles que les Conseils syndicaux interrégionaux des zones transfrontalières s'efforcent d'obtenir des accords sur la mobilité des travailleurs dans les entreprises transnationales. À l'échelle européenne, ces regroupements font valoir leur cause à travers la Confédération syndicale internationale (CSI). Ils agissent également à l'échelle internationale dans le but d'obtenir des normes de travail respectueuses des droits fondamentaux applicables dans tous les pays.

DES RESPONSABILITÉS à exercer

Les décideurs politiques européens dans les années 1950 avaient pour responsabilité première d'instaurer une paix durable sur le continent. Dans les années 1980, le défi consistait à intégrer les nouvelles démocraties du sud de l'Europe ; dans les années 1990 de réunifier le continent, séparé par le Rideau de Fer. Quelles responsabilités l'Union doit-elle assumer en ce début de XXI^e siècle ?

À l'échelle globale, l'Union européenne doit relever plusieurs enjeux, dont celui du développement durable. L'Europe institutionnelle, en pointe dans ce domaine, est devenue le chef de file des négociations internationales. Cette démarche est cruciale à l'heure où la mondialisation des échanges accuse le manque de régulation, mais doit encore être généralisée et renforcée au sein des entreprises. À l'échelle régionale, la question migratoire demeure aujourd'hui plus que jamais un défi majeur pour l'UE. En outre, elle doit déterminer les objectifs de sa coopération avec ses voisins immédiats. Mais la construction européenne reste en soi un défi à relever et un projet à transmettre aux nouvelles générations.



Atelier organisé par :

**ARRI / Région
Rhône-Alpes /
Euractiv.fr / France
Nature
Environnement /
Réseau Action
Climat / Greenpeace**

*Table ronde animée
par :*

Nathalie Lhayani
DIRECTRICE DE LA
PUBLICATION
D'EURACTIV.FR

Avec :

Françoise Grossetête
DÉPUTÉE EUROPÉENNE
(PPE-DE)

Jean-Michel Fauve
PRÉSIDENT DE L'ARRI
Yannick Jadot
DIRECTEUR DES
PROGRAMMES DE
GREENPEACE

Claude Fischer
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE CONFRONTATIONS
EUROPE

Claire Tutenuit
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE
L'EPE (ENTREPRISES
POUR L'ENVIRONNEMENT)

DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN PROJET POUR L'EUROPE ?

L'EUROPE EN POINTE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La lutte contre le changement climatique est une priorité des gouvernements européens. Le réchauffement climatique est estimé à hauteur de 2° à 6 °C en Europe à l'horizon 2100, il y a donc urgence à agir.

L'activité humaine et l'usage d'hydrocarbures en particulier sont reconnus responsables de ces changements rapides. Or, la population mondiale devrait augmenter de 50 % en 20 ans et atteindre 9 milliards d'individus en 2050. La croissance démographique, particulièrement concentrée dans les pays en développement devrait alimenter une demande énergétique croissante dans un contexte où les ressources d'hydrocarbures se tarissent progressivement.

Dans le cadre du paquet « énergie-climat », présenté par la Commission européenne au début de l'année, les chefs d'État et de gouvernement ont pris des engagements significatifs dont celui des « trois vingt », qui fixe à l'horizon 2020 une diminution de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, une efficacité

énergétique 20 % plus performante et une utilisation à hauteur de 20 % d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'UE. Cette ambition se situe dans une perspective de réduction des émissions de CO₂ en Europe de 50 % d'ici à 2050, mais ces objectifs sont-ils à la hauteur des enjeux ?

UN LONG CHEMIN POLITIQUE À PARCOURIR

La réduction de la consommation d'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique est désormais un impératif mondial. Mais les stratégies d'économie d'énergie proposées ne peuvent entraver la croissance économique, en particulier celle des PED. Les pays industrialisés pourraient se fixer un objectif supérieur (i.e. -40 %) d'émissions de gaz à effet de serre pour laisser une marge aux PED. Mais y compris dans les pays riches, la mise en œuvre de ces solutions devra trouver un équilibre entre la volonté de progresser en matière de protection de l'environnement, d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique et de préserver la compétitivité et les emplois. Par ailleurs, un effort reste toujours à fournir pour encourager les États non signataires à ratifier les accords de Kyoto.

Sur le plan européen, les gouvernements de l'UE doivent au-delà des ambitions affichées se donner les moyens d'agir. Or, cette étape n'est pas acquise. L'accord politique (tacite) de juin dernier visant à donner plus de souplesse aux constructeurs automobiles pour appliquer les quotas restreints d'émission de CO₂ hypothèque temporairement les ambitieux objectifs européens fixés. Le prochain rendez-vous attendu par les observateurs sera la conférence sur le climat à Poznan (Pologne) qui devra fixer les engagements contraignants de l'UE, et qu'elle devrait présenter lors des prochaines négociations internationales sur le climat en 2009 à Copenhague.

LA NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE EUROPÉENNE SOLIDE

L'Europe a innové en mettant au point des incitations à diminuer les émissions de CO₂ en créant un marché d'échanges de permis d'émission. Mais des corrections devront être apportées pour réduire l'instabilité des prix sur ce marché. La politique des États membres a évolué dans le sens d'une meilleure prise en compte du développement durable, la volonté politique en la matière semble ferme. Mais s'il est acquis que nos modes de production et de consommation devront être repensés, de nombreuses incertitudes demeurent sur notre capacité à mettre en place un développement plus propre : peut-on s'extraitre des dépenses de l'énergie fossile ? Les énergies renouvelables combleront-elles nos besoins ?

L'avenir passera notamment par des industries sans carbone (vent, solaire, biocarburants) et par la mise en place d'un système contraignant (quotas d'émission pour les industriels) qui ne portera pas atteinte à la compétitivité des entreprises. De nouvelles questions émergeront telles que celle de l'arbitrage entre productions locales et internationales ou encore, de la formation d'une main-d'œuvre plus importante dans ces secteurs émergents.

LA QUESTION DU NUCLÉAIRE

Le nucléaire revient à l'ordre du jour. En Europe, il absorbe 90 % des dépenses de recherche en matière énergétique mais représente seulement 2,5 % de l'énergie mondiale. Hypothèse proscrite par certains, pour d'autres l'Europe doit intervenir dans sa renaissance en agissant dans les régions du monde qui ignorent cette technologie ou en apportant des réponses à la délicate question de la gestion des déchets. Mais de gros progrès restent à accomplir avant d'engager une démarche proactive : il n'existe pas de cadre commun de sûreté et de sécurité nucléaire et les Européens continuent à vendre des centrales à des États non expérimentés et non dotés de plans de sûreté satisfaisants.

Seules deux énergies ont le potentiel en volume de satisfaire au problème énergétique : le charbon (captage et stockage du CO₂) et le solaire. Au-delà du nucléaire ou de la séquestration de carbone, une autre voie proposée consiste à adopter des énergies alternatives. L'Allemagne a développé l'éolien et créé ainsi 250 000 emplois.



Atelier organisé par :
**Nouvelle Europe /
 Jeunes décideurs
 Europe / Fondation
 Robert Schuman**

*Table ronde animée
 par :*
Philippe Perchoc
 PRÉSIDENT DE NOUVELLE
 EUROPE

Avec :
Romano Prodi
 ANCIEN PRÉSIDENT DE LA
 COMMISSION
 EUROPÉENNE (1999-2004)
Eneko Landaburu
 DIRECTEUR GÉNÉRAL, DG
 RELATIONS EXTÉRIEURES
 COMMISSION
 EUROPÉENNE

Michel Foucher
 ANCIEN AMBASSADEUR
 DE FRANCE EN LETTONIE,
 DIPLOMATE ET
 GÉOGRAPHE

**Salomé
 Zourabichvili**
 DIPLOMATE FRANCO-
 GÉORGIENNE, ANCIENNE
 MINISTRE DES AFFAIRES
 ÉTRANGÈRES EN GÉORGIE

Lukas Macek
 DIRECTEUR DU 1^{er} CYCLE
 EUROPÉEN — EUROPE
 CENTRALE ET ORIENTALE
 DE L'INSTITUT D'ÉTUDES
 POLITIQUES DE PARIS
 A DIJON

L'UNION européenne, QUELLE RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS DE SES VOISINS ?

L'Europe puissance s'affirme de plus en plus dans son environnement régional, où elle mène une réflexion sur la nature de ses relations avec ses voisins au sens large. La formule de Romano Prodi « tout sauf les institutions » a accompagné le lancement en 2004 de la Politique européenne de Voisinage (PEV), qui est source d'ambiguïtés, par rapport au mouvement d'élargissement de l'UE. Quelle responsabilité l'Europe a-t-elle vis-à-vis de ses voisins ? Quelle genèse de l'idée de la PEV et quel bilan ?

L'ÉLARGISSEMENT ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE, TOUJOURS SOURCE DE DÉBAT

L'élargissement avait été pensé pour intégrer cinq pays en dix ans, mais ce fut dix pays en cinq ans. Cela a représenté la plus grande extension d'une démocratie dans le monde. Que serait l'Europe de « l'Est » aujourd'hui s'il n'y avait pas eu l'élargissement ? Il est temps que l'Europe relève ses mérites. Il serait impossible de gérer une Europe à 27 ? Pourtant, il n'y a pas de différence avec l'Europe à 15. Les pressions et tensions viennent toujours des mêmes, comme le Royaume-Uni, alors que les nouveaux membres recherchent toujours le compromis.

Mais au-delà des élargissements, la notion de PEV est plus complexe. Les États tiers concernés par cette politique sont les États qui ont une frontière

commune avec l'UE du nord de la Finlande au sud de l'Espagne. Au-delà d'une simple coopération bilatérale, la PEV a pour objectif un véritable échange sur le long terme pour ce voisinage. Cette politique a permis l'émancipation de nombreux États, pour qui la reconnaissance de souveraineté est essentielle. Dans les dix États entrés dans l'UE entre 2004 et 2007, cinq ou six n'existaient pas en 1991. Néanmoins, tous les pays du voisinage ne sont pas gouvernés par des régimes démocratiques. Ces pays demandent aujourd'hui une aide au développement de la démocratie et à la consolidation de la société civile.

Du point de vue géoéconomique, il faut noter l'importance des écarts de développement entre les États membres de l'Union et leurs voisins immédiats (Espagne/Maroc, Pologne/Ukraine). Il faut gérer cet écart ! Il existe une dissymétrie économique : 40 à 60 % du commerce des voisins se font avec l'UE ; mais pour l'UE, la part de ces pays est marginale.

Si l'on adopte une vision géostratégique, la PEV est un outil dont les États-Unis ne disposent pas, alors qu'ils ont une vision précise de ce que devrait être l'UE, à savoir l'aire du Conseil de l'Europe. Ils n'associent toutefois pas la Russie à cet espace, bien que celle-ci soit membre du Conseil de l'Europe.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE, UNE ÉTAPE À L'ADHÉSION ?

Pour les pays « européens », la perspective d'adhésion est un levier formidable. Mais il faut d'abord que ces pays soient des États (Bosnie, Kosovo...). À ce titre, l'UE doit être un accélérateur de la construction étatique. La PEV « donne du temps au temps » pour établir un État. Elle doit aussi tenir compte de la dimension institutionnelle : l'unité souhaitée de l'UE se heurte à des divisions internes et aux priorités nationales.

La formule « tout sauf les institutions » est bonne, compte tenu des défis politiques, historiques, des passions, car elle permet de sortir du « tout ou rien » (adhérer ou pas). Faire du sur-mesure en fonction des intérêts de l'UE et des États concernés, c'est faire du réalisme géopolitique.

Mais la PEV comme alternative à l'élargissement révèle son ambiguïté : quel est le sens de l'intégration ? Une communauté politique ? Un grand marché ? Les nouveaux membres sont perçus comme porteurs d'une vision « technique » de l'UE qu'ils promeuvent. Cela s'explique car durant le processus de négociations de pré-adhésion « on les a éduqués ainsi ». De fait, les administrations des nouveaux membres sont très européanisées. Mais la classe politique, elle, est parfois euro-sceptique, voire parfois « europhobe ».

L'élargissement de 2004 a manqué le coche en ne levant pas l'ambiguïté. En République tchèque, le camp du « oui » lors du referendum d'adhésion était très hétéroclite, regroupant les partisans du « oui » à l'Europe, mais aussi ceux qui disaient « oui » pour pouvoir ensuite dire « non » une fois dedans. Il est nécessaire d'assumer une ambition politique et d'en tirer les conséquences. C'est pourquoi il faut être clair sur la question des frontières.

Aujourd'hui, on constate le succès de l'élargissement comme politique extérieure pour amener stabilité et prospérité. Il est normal que les voisins veuillent en être.

EN QUOI CONSISTE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE ?

Que peut-on faire dans la région voisine ? Qu'est-ce que les voisins attendent ? La PEV comporte des instruments, un budget, mais elle est dépourvue de substance. Quelles responsabilités l'UE est-elle prête à assumer dans la région ? L'approvisionnement en énergie, les conflits..., tout cela est maintenant trop proche pour s'en désintéresser. Les trafics en tout genre qui se produisent dans la région peuvent toucher et affecter l'Europe. Javier Solana vient ainsi d'effectuer une visite en Abkhazie. L'UE se doit d'être plus exigeante pour la démocratie, d'autant que les États-Unis comprennent moins bien cette région que le peuvent les Européens.

La Commission Prodi restera dans l'histoire comme celle qui a fait l'élargissement et lancé la PEV. Le processus de Barcelone au sud, lancé en 1995, avait montré ses limites. Le conflit israélo-arabe empêche les États de travailler ensemble. À l'Est, quelle définition ? Pas de vision globale fixée, mais un dialogue avec chaque pays qui définit des objectifs concrets et précis dans des plans d'action : un accord sur les visas est réalisé avec l'Ukraine. On est allé moins loin avec la Moldavie ou l'Azerbaïdjan ! C'est du sur-mesure pour la consolidation démocratique et le développement économique, la différenciation étant l'élément essentiel de la PEV. La PEV est bien distincte de la politique d'élargissement/adhésion car ce n'est pas son objectif premier. Les portes de l'adhésion ne sont pas pour autant fermées. Son bilan est mitigé car la situation est variable selon les pays, ceux-ci ne s'inscrivent pas dans un objectif commun de démocratie.

PROPOSITIONS

- **Faire plus de concessions commerciales pour que ces pays profitent du marché de l'UE ;**
- **Faciliter la mobilité des personnes de pays voisins ;**
- **Augmenter les capacités d'intervention de l'UE dans les conflits gelés, en s'affirmant davantage comme force de stabilisation, notamment auprès des anciens pays de l'URSS.**



Atelier organisé par :
Sauvons l'Europe

Table ronde animée par :
Joël Roman
PRÉSIDENT DE SAUVONS L'EUROPE

Avec :
Claire Rodier-Gisti
PRÉSIDENTE DU RÉSEAU MIGREUROPE

Chansom Voravong
PRÉSIDENT DU FORIM
Frédéric Tiberghien
ADMINISTRATEUR DE FRANCE TERRE D'ASILE

EUROPE ET MIGRATION : L'EUROPE AU DÉFI

Au lendemain de l'adoption par le Parlement européen de la « directive retour », les migrations sont un thème au cœur de l'actualité. Le dossier « migration » constitue l'une des priorités de la Présidence française de l'Union avec la volonté d'aboutir à un « pacte européen d'immigration ». Cet atelier a dressé un bilan

très critique de la politique migratoire et proposé des alternatives aux solutions choisies par les députés européens pour gérer la question migratoire.

RISQUES ET DÉRIVES DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE ACTUELLE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

L'Union européenne ne doit pas être une forteresse close : la « directive retour » est en ce sens contestable. Les orientations affirmées par cette directive, ainsi que les perspectives tracées par Nicolas Sarkozy en matière de politique européenne d'immigration esquissent une « Europe forteresse », qui mène une politique d'immigration restrictive, à la fois contraire aux valeurs européennes, source de tensions avec les pays frontaliers de l'Europe et les pays d'origines des migrants.

En se focalisant sur les formes d'immigration illégale, cette politique aboutit à confondre demandeurs d'asile et migrants, à faire une assimilation des derniers à des clandestins potentiels. Cette politique discrédite le droit, légitime et reconnu par les conventions internationales ainsi que par la Charte des droits fondamentaux de l'Union, à une vie familiale stable. Enfin, en assortissant les accords de coopération avec les pays tiers de clauses de réadmission de l'immigration, et en cherchant à privilégier une immigration « qualifiée », cette politique omet que le développement d'une immigration plus qualifiée entraîne des flux d'immigration plus importants.

Cette politique méconnaît en outre la réalité des migrations pendulaires ou circulaires, qui exigeraient au contraire l'assouplissement des règles concernant les courts séjours.

Deux catégories de personnes sont créées : les citoyens européens, et les autres.

En multipliant les obstacles sur le chemin de la migration légale, elle favorise le développement de réseaux d'immigration clandestins et mafieux.

Il y a une absence de débat sur la démocratie car il n'y a pas de définition du réfugié. Enfin, la notion de « capacité d'accueil » pose problème.

PROPOSITIONS POUR UNE NÉCESSAIRE RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE D'IMMIGRATION

- Passer à une politique positive orientée vers l'accueil, en expliquant aux citoyens européens que davantage de développement nécessite davantage d'immigration. L'harmonisation *a minima* à l'heure actuelle pousse les États à adopter une législation moins attractive.
- Une solution serait de substituer les directives édictant des normes *a minima*, s'alignant sur les pratiques des pays les plus restrictifs, par un relevé de « bonnes pratiques » qui valoriserait les pratiques les plus conformes aux valeurs de l'Union européenne, et les plus porteuses de perspectives d'avenir. Cela pourrait ensuite servir de base à une Charte européenne de l'immigration qui fasse de l'UE une terre d'accueil et de développement.
- Il faut rompre avec une vision unilatérale de l'immigration.

L'EUROPE : une responsabilité à transmettre

L'avenir du projet européen repose sur les épaules des futurs décideurs. Or, les jeunes générations, qui n'ont pas connu les traumatismes des conflits européens, doivent prolonger l'œuvre des Pères fondateurs. Dans un contexte économique, social et politique profondément remodelé depuis les années 1950, comment les responsables de demain voient-ils l'Europe et l'héritage de leurs prédécesseurs ? À quels défis devront-ils faire face ? Quels seront les réseaux, les outils, les méthodes, les freins à leur action ?

LES JEUNES ET L'HÉRITAGE DES PÈRES FONDATEURS

Nées au sein d'un espace pacifié, les nouvelles générations ne bâtissent plus leur engagement européen sur les traumatismes de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois la conscience européenne des trentenaires d'aujourd'hui est structurée par un événement historique marquant : la chute du Mur de Berlin qui a entraîné dans son sillage, la fin de l'affrontement de deux blocs, la réunification de l'Allemagne et l'arrimage des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE. On remarque cependant que l'intérêt pour l'Europe donne des signes d'étiollement chez leurs cadets : lors du référendum irlandais deux jeunes sur trois votaient non. De même, la France et la Grande-Bretagne connaissent une tendance similaire à l'euroscpticisme chez les jeunes. Or, sans eux, l'Europe n'a pas d'avenir. Dans ce contexte, une question se pose irrémédiablement, comment transmettre le projet des Pères fondateurs au-delà des cercles d'initiés et des jeunes éduqués et sensibilisés à l'Europe ?

La question de l'appropriation des avancées accomplies depuis 1957 par les nouvelles générations est inhérente à la construction européenne. Sans cette appropriation, la mauvaise foi des démagogues et les manipulations médiatiques l'emportent pour juger de la complexité de l'UE — on l'a vu avec le rôle du groupe de presse Murdoch dans le référendum irlandais. Selon Jacques Delors, la vitalité de l'engagement européen doit être transmise à partir de trois grands chantiers à mener : l'établissement d'un espace de paix et de compréhension mutuelle entre les peuples ; la définition d'un cadre économique et social ; le maintien et le développement de la diversité culturelle, puisque le projet européen se caractérise principalement par son unité dans la diversité.

LES DÉFIS DES NOUVEAUX BÂTISSEURS DE L'EUROPE

Les dirigeants européens doivent négocier un tournant qui permettra à l'Union de continuer les chantiers en cours et de l'adapter aux nouveaux défis qui se présentent à elle. Les défis externes sont connus : contribuer à la paix mondiale, répondre aux problèmes globaux (changement climatique, crises énergétiques et alimentaires, criminalité organisée, etc.). En revanche, les défis internes le sont



Atelier organisé par :
Institut Aspen
France / Mouvement
Décision Jeunesse /
Centre des jeunes
Dirigeants

Table ronde animée
par :
Pascal Perzo
DIRECTEUR GÉNÉRAL,
INSTITUT ASPEN FRANCE

Avec :
Philippe Herzog
PRÉSIDENT DE
CONFRONTATIONS EUROPE
**Najat Vallaud-
Belkacem**
CONSEILLÈRE RÉGIONALE
RHÔNE-ALPES, ADJOINTE
AU MAIRE DE LYON

Christophe Tézenas
Du Montcel
PRÉSIDENT DU CENTRE
DES JEUNES DIRIGEANTS
Marie-Josée Fleury
CONSEILLÈRE DE JACQUES
DELORS, FONDATRICE DE
« L'EUROPE À LA UNE »
Olivier Ferrand
PRÉSIDENT DE TERRA
NOVA

moins, mais leur poids pourrait compromettre à terme l'efficacité de l'action européenne dans le monde.

En effet, l'Union traverse une crise politique double et profonde. D'une part, elle doit affronter une crise d'efficacité : depuis 20 à 30 ans, les échecs à en sortir donnent l'impression aux citoyens que l'Europe est condamnée à être engluée. Pour donner l'envie d'Europe, les nouvelles générations devront mettre de côté les accents technocratiques, pour lui donner « plus de chair », en rattachant les discours sur l'Europe à des choix politiques et sociétaux, à des valeurs. D'autre part, les dirigeants européens devront trouver une issue à la question du leadership, cédé par leurs aînés, qui est aujourd'hui contesté, affaibli voire détruit. La crise de confiance qui mine aujourd'hui la légitimité de l'action politique rend nécessaire le ressaisissement de ses élites.

LA CRISE DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

Outre les défis spécifiques à la politique européenne, l'action des leaders de demain s'inscrira dans la crise des démocraties européennes. Les engagements politiques et syndicaux traditionnels ne fonctionnent plus. L'effondrement du bloc soviétique et les fortes mutations économiques et sociales contemporaines ont déstabilisé les matrices idéologiques qui structuraient nos appartenances politiques et notre vision du monde.

Cette crise touche particulièrement les jeunes, qui s'insèrent avec difficulté dans le monde politique. Les jeunes leaders empruntent d'autres voies que celles du passé pour militer : ils s'engagent pour l'Europe, mais sans passer par l'échelle nationale ou les partis. Si le renouvellement des partis politiques ne semble pas la meilleure solution pour sortir de la crise, la voie européenne ouvre en revanche une fenêtre d'opportunités dans la mesure où « Bruxelles » est beaucoup plus ouverte aux nouvelles idées que l'espace national. Une autre manière de faire de la politique, où les projets viendraient d'une société civile solide et dynamique, pourrait voir le jour grâce à une véritable coopération entre élus locaux et dirigeants exécutifs.

ADAPTER LA POLITIQUE AUX RÉALITÉS CONTEMPORAINES

Mise en échec des structures d'engagement traditionnelles, crise de légitimité, la crise du politique en Europe pourrait aussi trouver des réponses dans une refonte des discours politiques. Trop souvent structurés autour de boucs émissaires traditionnels, les discours semblent en effet en décalage avec les réalités du monde contemporain.

Premièrement, il est urgent de changer le discours sur l'Europe. En effet, si les élus européens se livrent — généralement — à un intense travail pédagogique visant à expliquer le sens du projet européen, ce n'est pas systématiquement le cas. Traitées comme un bouc émissaire, les décisions de « Bruxelles » souffrent d'un manque flagrant d'explication simple de la part des responsables européens, nationaux, régionaux, locaux. Cette explication simple consisterait à rappeler que les États européens n'ont pas la taille suffisante pour garantir seuls la prospérité et la sécurité à leurs citoyens.

Deuxièmement, il convient de moderniser le discours sur l'économie. À l'heure de la mondialisation, il est plus que jamais nécessaire que les nouvelles générations sortent des oppositions traditionnelles entre marché et politique, entre action publique et privée. Au contraire, seules les synergies entre privé et public permettront de faire une politique meilleure. Dans les deux pans de l'économie, des améliorations pourraient être apportées : accroître l'efficacité du secteur public et rendre le secteur privé plus responsable socialement.

RÉNOVER LE DISCOURS : FAIRE DE L'UE UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Après la Shoah, l'aspiration collective à la paix a permis de bâtir une Europe unie. Toutefois, les perspectives à long terme peinent à se dégager pour que l'UE devienne un projet de société qui donnera aux jeunes générations le sentiment d'appartenir à une même communauté. L'éducation, la justice, la santé sont entre autres conditions les outils de réussite d'une société durable.

Les changements dans le cadre de la mondialisation, situés sur tous les terrains, doivent être vus comme des chances à saisir. Il est nécessaire que les discours des représentants politiques insistent sur les opportunités et mettent en avant les nombreux atouts de l'UE : une puissance commerciale ; un marché de 500 millions de consommateurs (soit plus que les USA, le Canada et le Japon réunis) ; une monnaie de poids sur les marchés financiers internationaux ; un réseau de PME-PMI dense et diversifié. Face à l'Inde ou la Chine, l'Europe semble être la seule capable à investir pour une économie innovante ; un projet ambitieux serait par exemple la mise en place de cinq à six grands campus européens. Mais les stratégies nationales sont encore celles du repli.

PROPOSITIONS

- **Sans événement historique majeur sur le continent, la formation d'une jeunesse européenne passera par une vision ambitieuse de l'éducation, où les nouvelles générations découvriront la diversité et les points communs des Européens. Ce projet dépassera Erasmus pour aller vers la mise en place d'échanges systématiques et nombreux entre tous les professeurs des pays européens et les élèves dès le plus jeune âge.**
- **Renforcer la société civile européenne en insufflant un nouvel élan, basé sur l'apolitisme, et réunirait toutes les énergies, associatives, locales, les écoles, etc. pour la formation et la sensibilisation à la construction européenne. Cette approche « bottom-up », plus participative, agirait à l'échelle locale, mais dans le souci du décloisonnement et de l'europanisation.**
- **Les nouvelles générations de dirigeants politiques devront s'éloigner des clivages passés et s'adapter au contexte contemporain, en prenant en compte l'économie et le rôle moteur des entreprises dans la structuration et l'influence sur le monde : en cessant d'opposer public et privé pour viser leur complémentarité d'une part ; en abordant la question européenne sans reproduire des schémas d'opposition partisane nationale d'autre part.**

ENTREPRISES ET SALARIÉS EUROPÉENS POUR UNE MONDIALISATION RESPONSABLE

L'originalité de la construction européenne repose sur le choix d'une méthode d'intégration visant à créer des liens par l'économie. Entreprises et salariés européens sont la cheville ouvrière de cet édifice commun, ils sont également les principaux acteurs de la mondialisation économique, commerciale et financière. Par leurs décisions, leurs calculs et leurs stratégies, ils informent de manière déterminante l'environnement économique, social et environnemental dans lequel nous évoluons. Menant une action qui dépasse le cadre des frontières étatiques, certaines entreprises outrepassent parfois les droits sociaux ou les droits fondamentaux, détruisent les écosystèmes, polluent, portent préjudice à la santé des populations, en s'implantant dans des pays pauvres moins regardants que les pays d'origine sur les conditions de production. Les efforts de certaines entreprises et salariés en Europe méritent d'être soulignés. Ils peuvent également contribuer à une mondialisation responsable.

Depuis une dizaine d'années, les firmes européennes sont de plus en plus nombreuses à rejoindre les pionnières de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE). Ce concept récent caractérise les entreprises qui intègrent les conséquences sociales, sociétales et environnementales de leurs activités dans l'élaboration de leur stratégie. Mais cette démarche pose encore de nombreuses questions. Quelles leçons tirer après dix ans d'application de la RSE par les entreprises européennes ? Jusqu'à quel point les entreprises peuvent-elles être tenues pour responsables des problèmes sociétaux et environnementaux ? Que proposent les institutions européennes pour contribuer à l'émergence d'un modèle de la RSE en Europe ? Quelles améliorations doivent être apportées pour renforcer les initiatives des entreprises et des salariés européens ?

LES ENTREPRISES EUROPÉENNES GARDIENNES DE L'INTÉRÊT COMMUN ?

La démarche RSE permet à l'UE de mieux répondre aux défis du développement durable en renforçant la régulation des politiques publiques par des initiatives du secteur privé. Les entreprises qui l'adoptent s'engagent à répondre de leurs responsabilités, envers leurs salariés et plus largement envers les citoyens. L'entreprise peut ainsi devenir un moteur de progrès social, sociétal et environnemental pour l'ensemble de la société.

Mais au-delà de cette contrainte acceptée, la démarche RSE peut aussi constituer un outil avantageux pour l'entreprise qui l'adopte. Les scandales Nike (recours au travail des enfants) et Total (marées noires engendrées par le peu de regard sur les contrôles des navires) ont en effet montré que les firmes peu regardantes sur l'éthique de leurs activités encouraient de forts risques de pertes de parts de marché et de dégradation de leur image. La RSE peut aussi aider l'entreprise à optimiser ses



Atelier organisé par :
**CFDT / UNSA /
Sauvons l'Europe /
CCI Lyon / ECCJ /
Europe et Société**

Avec :

François Fatoux
DIRECTEUR DE
L'OBSERVATOIRE DE LA
RESPONSABILITÉ SOCIALE
DES ENTREPRISES

Marcel Grignard
SECRÉTAIRE NATIONAL
CFDT

Hélène Valade
DIRECTRICE DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE, LYONNAISE DES
EAUX

Michel Capron
EUROPEAN COALITION FOR
CORPORATE JUSTICE

Régis Bergounhou
ADMINISTRATEUR DE
FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Patrick Itschert
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
LA FÉDÉRATION
SYNDICALE EUROPÉENNE
TEXTILE HABILEMENT
CUIR

Corinne Vercher
MAÎTRE DE CONFÉRENCES
À L'UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER

dépenses en termes de gestion des déchets, d'énergie, etc. et finalement à améliorer la performance économique.

UNE DÉMARCHÉ EXIGEANTE

Afin de ne pas en rester au stade des déclarations d'intention, cette démarche implique pour les entreprises qui s'y engagent de décliner les engagements en politiques, en actions et d'organiser différemment leur gouvernance. En matière sociale, il s'agira par exemple d'instaurer des politiques de progression dans l'entreprise, appelées gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Sur le plan de la gouvernance, l'entreprise devra trouver des compromis entre les tensions qui existent et les exigences auxquelles elle s'engage à répondre : sociales, sociétales, environnementales, économiques et financières. La recherche du compromis bouleverse la gouvernance de l'entreprise qui instaure un dialogue permanent entre toutes les parties prenantes : dirigeants, salariés, fournisseurs, sous-traitants, syndicats, organismes financiers, consommateurs voire ONG, etc.

DE LA RESPONSABILITÉ MORALE À LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

Les entreprises recourent de plus en plus à la concertation avec les différents acteurs concernés tant pour définir l'intérêt commun que l'intérêt général, – défendu par le pouvoir politique. Cependant, où se situe la limite ? Où commence la responsabilité de la société, où cesse celle de la firme ? À titre d'exemple, si une firme engage une politique de traitement des eaux, devra-t-elle non seulement prendre en compte les pollutions en aval (pour étudier les rejets dans les écosystèmes) et en amont pour prévenir les pollutions à la source ? La délimitation du champ de responsabilité des entreprises est une condition *sine qua non* d'un renforcement de la RSE par la reconnaissance d'une responsabilité pénale des entreprises qui ne respectent pas leurs engagements.

La délimitation du domaine de responsabilité est spécifique à chaque firme, selon son activité. Il peut s'agir d'une responsabilité liée aux produits (par exemple les conséquences sur l'obésité des denrées proposées par l'industrie agroalimentaire ; les risques du téléphone portable sur la santé), d'une responsabilité liée au transport entre le lieu de travail et le domicile en termes de pollution ou de temps consacré ; ou encore d'une responsabilité liée aux grands enjeux de l'économie globale (travail des enfants, ventes d'armes à des pays ou groupes terroristes...).

DES PROGRÈS À ACCOMPLIR PAR L'EUROPE INSTITUTIONNELLE

Aujourd'hui, les législations nationales ou internationales qui encadrent la RSE sont très faibles, la démarche repose donc essentiellement sur l'engagement volontaire des entreprises. Or, à l'heure actuelle on constate des approches hétérogènes dans les pays européens. Sans approche concertée en la matière, les États proposent des politiques changeantes et le débat reste ouvert sur les modalités et la construction des cadres de la RSE au sein de l'UE. La RSE repose sur la bonne volonté des entreprises, de leurs dirigeants. Or, sans pouvoir de contrainte, les normes sont moins respectées et l'on ignore le périmètre de responsabilité.

En mars 2007, le Parlement européen adoptait une résolution demandant à la Commission d'introduire des dispositions juridiques relatives à des aspects fondamentaux de la RSE tels que :

- La mise en place d'un mécanisme permettant aux victimes non communautaires de violations des droits de l'homme par des entreprises européennes implantées hors UE de solliciter l'Union ;
- L'extension des responsabilités des chefs d'entreprises et l'obligation de rendre compte en matière sociale et environnementale.

En dépit de cette initiative, des progrès restent à accomplir pour que les politiques communautaires intègrent pleinement le défi du développement durable. La « Business Alliance », mise en place par la Commission pour réfléchir à la RSE est particulièrement critiquée, ses représentants étant issus des directions d'entreprises et non d'autres parties prenantes : salariés, consommateurs, etc.

PROPOSITIONS POUR QUE L'UE SOIT À LA POINTE DE LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

AMÉLIORER LA DÉMARCHE RSE :

- **Pour construire l'intérêt commun au sein des entreprises, encourager le dialogue entre toutes les parties prenantes (sous-traitants et fournisseurs, syndicats, salariés, actionnaires, consommateurs, associations, ONG, employeurs, etc.) et définir les responsabilités de chacun (ex. : étendre le devoir des dirigeants, « devoir de diligence » ou « *duty of care* » ; responsabiliser les consommateurs, etc.) ;**
- **Pour améliorer la traduction des paroles en actes, mettre en place des objectifs chiffrés pour chacun des engagements, rendre la présentation périodique de rapports obligatoire et harmoniser ses règles à l'échelon communautaire ; organiser un contrôle indépendant de l'avancement vers la réalisation des objectifs.**

RENFORCER LE CADRE LÉGISLATIF POUR RENDRE LES NORMES DE LA RSE CONTRAIGNANTES :

- **Il est difficile de faire respecter les normes par les sous-traitants et il y a très peu de progrès dans la mise en œuvre des codes de conduite de ces derniers, notamment concernant la liberté syndicale. Il conviendrait dès lors d'élargir la responsabilité juridique des sociétés mères vis-à-vis de leurs sous-traitants ou filiales afin d'éviter la dissolution des responsabilités et d'ouvrir une possibilité de recours devant les tribunaux européens.**

AU NIVEAU DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES :

- **Élargir le principe du dialogue permanent entre toutes les parties prenantes aux politiques communautaires ;**
- **Encourager la RSE parmi les PME et l'appliquer dans les entreprises publiques ;**
- **Encourager l'émulation entre entreprises en distinguant les plus dynamiques d'entre elles.**

L'UE DANS LA COMPÉTITION MONDIALE : COMMENT CONCILIER INTÉRÊTS EUROPÉENS ET PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ?



Atelier organisé par :
**Fondation pour
l'Innovation
Politique /
Confrontations
Europe / French-
American
Foundation /
Minatec / Europe et
Mondialisation /
Grand Lyon**

*Table ronde présidée
par :*
Philippe Herzog
PRÉSIDENT DE
CONFRONTATIONS EUROPE

et animée par :
Elvire Fabry
DIRECTRICE DU PÔLE
EUROPE-INTERNATIONAL
DE LA FONDAPOL

Avec :
Michel Barnier
MINISTRE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA
PÊCHE

Mario Monti
PRÉSIDENT DE
L'UNIVERSITÉ BUCCONI A
MILAN

Arancha Gonzales
CHEF DE CABINET DE
PASCAL LAMY (OMC)

Jean-Michel Daclin
ADJOINT AU MAIRE DE
LYON, RESPONSABLE DU
RÉSEAU EUROCTITIES POUR
LA VILLE DE LYON

Thomas Klau
DIRECTEUR DU BUREAU
DE PARIS DU EUROPEAN
COUNCIL ON FOREIGN
RELATIONS ET
CHRONIQUEUR DU
FINANCIAL TIMES
DEUTSCHLAND

L'émergence de défis globaux (énergie, changement climatique, etc.) nous porte à réfléchir aux moyens de réguler la mondialisation. Dans un contexte marqué par le développement de nouveaux géants tels que l'Inde, la Chine, la Russie ou le Brésil, et par la crise des institutions internationales multilatérales, la construction européenne apparaît comme un exemple réussi de régulation internationale. À l'heure où l'amélioration de la gouvernance internationale devient urgente pour réguler la mondialisation, en quoi la construction européenne peut-elle montrer l'exemple, sachant que de nombreuses questions restent irrésolues sur les modalités de l'action commune européenne ? La recherche du compromis pour parler d'une seule voix en respectant la diversité de tous est en effet un long chemin sur lequel les Européens doivent encore progresser dans certains domaines, pour mieux défendre leurs intérêts communs et leur vision du monde sur la scène internationale.

UN BESOIN DE RÉGULATION MONDIALE

Le multilatéralisme est aujourd'hui le cadre le plus adapté à la régulation de la mondialisation. Les pays souverains discutent de règles communes, comme c'est le cas pour le commerce à l'OMC (Organisation mondiale du Commerce). Ses 153 pays membres se concertent et négocient des règles commerciales communes bien que leurs intérêts diffèrent. Cet exercice est ardu, nécessaire et de vives critiques lui sont adressées. Plusieurs domaines tels que l'éducation, l'eau, ou l'environnement dépassent en effet le seul cadre commercial et exigeraient une approche transversale pour une régulation adaptée à leur spécificité.

L'agriculture offre un exemple où une régulation transversale mondiale est nécessaire. L'actuelle augmentation des prix de l'alimentation augure des tensions très problématiques et durables à moyen terme dans la mesure où la demande alimentaire devrait croître parallèlement à l'enrichissement/l'augmentation du niveau de vie et à la croissance démographique. Avec une population mondiale de 9 milliards d'individus prévue en 2050, seul le doublement de la production mondiale éloignerait les menaces de famine dans les zones les plus pauvres. Un tel défi ne sera relevé que par une action collective aidant ces régions à développer leur économie agricole, comme les Européens l'ont fait avec succès après-guerre en remplaçant leurs politiques agricoles nationales par une politique commune. À l'heure actuelle, les institutions internationales n'offrent pas de cadre adapté à la régulation de l'agriculture. Une approche transversale impliquant ces institutions (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, OMC, Banque mondiale, etc.) permettrait de relever le défi alimentaire, défi majeur des prochaines décennies.

LES EUROPÉENS DANS LA MONDIALISATION

Sur la scène internationale, l'Europe apporte sa vision de la régulation mondiale : elle parle d'une seule voix dans les instances multilatérales comme à l'OMC et influence les orientations en s'opposant parfois haut et fort aux États-Unis, comme sur la question environnementale. Toutefois, parler d'une seule voix s'apparente à un jeu complexe où chacun des joueurs a le droit d'exprimer sa différence, mais doit contribuer à établir la position commune. Exprimer une voix unique sur la scène internationale peut donc s'avérer difficile, les négociations sur l'agriculture à l'OMC en sont une illustration. Les difficultés à établir des positions communes viennent de l'hétérogénéité des perceptions de la mondialisation parmi les peuples européens : tandis que les uns la craignent, les autres y trouvent une fenêtre d'opportunités. Mais ils se rassemblent autour d'une aspiration commune en faveur d'une meilleure régulation de la mondialisation.

Sur le plan international, chaque étape franchie par les Européens pour parler à l'unisson assure une meilleure défense de l'intérêt des peuples européens et contribue à faire entendre une voix forte en faveur d'une gouvernance multilatérale de la mondialisation. La présidence stable de l'Union (trio de présidences) est un bon exemple de progression en ce sens.

L'EUROPE, LABORATOIRE DE LA MONDIALISATION RÉUSSIE

Au-delà des valeurs qui les rassemblent, les Européens sont incités à approfondir leur coopération pour gagner en puissance et accroître leur influence face à l'affirmation d'États géants et riches (Inde, Chine, Russie, Brésil). Confrontée aux bouleversements mondiaux l'Europe reste un ensemble où les États s'unissent pour parler d'une voix forte. Qu'auraient été les États européens sans monnaie commune ou face aux abus de positions dominantes de multinationales ? L'euro et la politique de concurrence ont permis aux Européens de réguler les mouvements de la mondialisation comme le prouve le cas Microsoft.

La particularité de l'intégration européenne est d'accompagner le démantèlement des frontières et des obstacles aux échanges par des politiques publiques. C'est sans nul doute la politique de cohésion, qui illustre le mieux la réussite du marché unique. Celle-ci permet d'aider au développement des régions les plus pauvres en associant l'intégration au marché unique aux bénéfices de la redistribution. Elle permet aux pays subissant un fort différentiel de richesse de s'intégrer sans trop de fracas à la Communauté. Ce qui fait défaut à l'échelle mondiale relève du même mécanisme : allier l'ouverture des marchés nationaux à des éléments de politique publique et à la cohésion. À ce jour, l'UE a expérimenté une gouvernance multilatérale à l'échelle continentale, la plus réussie de la mondialisation. Elle sert d'exemple à d'autres ensembles régionaux, mais paradoxalement, les interrogations des citoyens sur le sens du projet européen sont particulièrement vives 50 ans après sa naissance.

RÉCONCILIER LES CITOYENS AVEC L'EUROPE ET LA MONDIALISATION

La mondialisation offre des avantages, mais doit nécessairement être régulée. Ce n'est pas en se protégeant par des lignes Maginot dérisoires, mais en s'y adaptant

pour rester dans la course que les Européens doivent œuvrer. L'UE est une « révolution longue » qui a permis de fixer des règles du jeu communes, de créer des solidarités et de poser des limites, et ce faisant, de donner sens à la mondialisation mais que les décideurs ont du mal à l'expliquer. Le chemin à parcourir est donc encore long pour que l'adhésion citoyenne au projet européen ne soit plus en mauvaise passe.

L'une des causes de l'affaiblissement du soutien au projet européen prend en effet sa source dans le décalage entre les perceptions des citoyens et la réalité de la mondialisation. En effet, les décisions en matière de politiques publiques sont difficiles à comprendre de par la pluralité d'informations qui les entourent et la complexité d'un processus en constante évolution. Il est de la responsabilité des politiques de donner au citoyen les explications qui lui permettront de comprendre les décisions et les mutations en cours. Donner du sens au projet européen et à l'insertion dans l'économie mondiale éviterait que les peurs et la méfiance des citoyens vis-à-vis de leurs responsables politiques ne grandissent. Ceux-ci doivent faire preuve d'honnêteté et de courage pour expliquer la réalité de leurs marges de manœuvre dans une économie globale. Il est également nécessaire d'expliquer la difficulté d'arriver à un compromis pour l'action commune. En entretenant le mythe d'un pouvoir bruxellois agissant contre la volonté nationale, les décideurs nationaux trouvent trop souvent et injustement des parades aux critiques qui leur sont adressées. Au contraire, une fois les décisions prises à Bruxelles avec leur soutien initial, les États devraient faire preuve de pédagogie et expliquer qu'elles sont issues d'un débat contradictoire et politisé. Cette attitude permettrait de gagner l'adhésion des citoyens au projet européen.

Face à cette appréhension, d'autres solutions peuvent réconcilier l'action locale avec le niveau européen. Ainsi, les projets de coopération qui visent à créer des dynamiques entre différentes villes européennes, en vue de rendre leurs territoires plus attractifs dans un contexte hautement compétitif. Ces coopérations, nouées notamment au sein des villes du réseau Eurocities mériteraient de sortir de l'anonymat pour illustrer l'avantage d'une action européenne.

PROPOSITIONS

- **La réforme des institutions internationales et la généralisation des actions multilatérales à d'autres domaines que le commerce est nécessaire (i.e. environnement, énergie, immigration). L'Europe, laboratoire de mondialisation réussi, doit encourager les États à mutualiser leurs efforts à l'échelle régionale. D'une part, il faut encourager les pays pauvres (en particulier africains) à développer leurs économies agricoles et à mutualiser les efforts pour gérer les dossiers communs (fleuves, sécurité alimentaire, etc.). D'autre part, il faut apporter une solution collective à la hausse durable des prix de l'alimentation et de la production agricole, en convoquant une réunion des responsables des institutions internationales et des grands bailleurs (Banque mondiale, OMC, Fonds monétaire international, Banque européenne d'Investissement, etc.).**

- À l'échelle locale, valoriser les projets réalisés qui rendent accessible et compréhensible l'Europe aux citoyens, comme les projets de *clusters*, qui créent des synergies entre villes européennes.
- Rendre accessibles et lisibles les décisions prises aux niveaux mondial et européen. Il faut en effet davantage expliquer aux citoyens leur logique, leur origine, les enjeux auxquels elles répondent. La responsabilité des politiques et des journalistes en la matière est importante lorsqu'ils donnent à voir dans leurs discours un monde en décalage avec le monde réel. Ce décalage attise les peurs et les réflexes de repli. Il faut davantage de cohérence entre l'action à l'échelle internationale / européenne et leurs récits. Il faut notamment expliquer la mondialisation et la compétition mondiale afin que les Européens saisissent la nécessité d'unir leurs forces.

NATIONALISME ÉCONOMIQUE OU PATRIOTISME EUROPÉEN ?

Les réflexes de protection du pavillon national sont un phénomène universel que l'on retrouve en Europe et au-delà, dans les pays émergents comme dans les pays développés.

Dans un tel contexte, les initiatives qui favorisent les fusions /acquisitions entre entreprises des États membres, chaque fois que la logique économique et financière le permet, constituent une option qui mérite d'être encouragée. Elles permettent de dépasser les égoïsmes nationaux et de promouvoir l'émergence de champions européens, souvent mieux à même de s'imposer sur les marchés internationaux globalisés.

LE PATRIOTISME EUROPÉEN, UN CONCEPT FAIBLE

Il est toutefois regrettable que l'Europe fasse souvent preuve de naïveté dans le traitement de cette question. La mise en œuvre systématique des principes de la politique de concurrence peut empêcher la constitution de champions européens car elle affaiblit les entreprises nationales par rapport aux entreprises non européennes. Il est paradoxal que les contraintes de cette politique rendent souvent plus difficile l'union entre les Européens que les alliances extracommunautaires. Ce phénomène est d'autant plus fort que ce concept de « préférence communautaire » est peu repris.

À l'inverse, il faut observer que l'opposition entre nationalisme économique et patriotisme européen, autrefois forte, reste vivace. Pourtant, il est de plus en plus difficile de déterminer la « nationalité » des grandes entreprises engagées dans des activités globalisées. Leur actionnariat est très souvent multinational ; les



Atelier organisé par :
**Ligue européenne de
Coopération
économique /
Institut Bruegel**

Avec :

Philippe Jürgensen
PRÉSIDENT DE L'ACAM
Mathilde Lemoine
CHIEF ECONOMIST HSBC
FRANCE

Nicolas Véron
ECONOMISTE- INSTITUT
BRUEGEL

**Tommaso Padoa-
Schioppa**
PRÉSIDENT DE NOTRE
EUROPE

Pervenche Berès
DÉPUTÉE EUROPÉENNE,
PRÉSIDENTE DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MONÉTAIRES

**Olivier Giscard
d'Estaing**
PRÉSIDENT HONORAIRE
DE L'INSEAD

organes de direction font largement appel aux compétences étrangères, les lieux d'implantation dépendent autant des coûts de production et des débouchés que de l'origine historique de l'entité considérée.

LE PATRIOTISME EUROPÉEN, UN PRINCIPE SOUHAITABLE

En revanche, le patriotisme est une réalité qui demeure incontournable mais dont le contenu peut être très variable. Il peut exister des patriotismes aux niveaux local, régional, national, européen, chacun d'entre eux étant acceptable, à la condition toutefois qu'ils n'entrent pas en contradiction les uns avec les autres.

Force est de constater que le patriotisme européen, nécessaire, est encore peu développé, faute d'un sentiment européen suffisamment ancré. Le patriotisme économique national perdure, mais il est dépassé par la réalité économique. Les phases de repli des pays européens n'ont pas été les plus porteuses ; au contraire, les nationalismes exacerbés ont souvent mené à des guerres. L'objectif initial du projet européen était de créer des interdépendances qui favorisent les échanges et la compréhension mutuelle entre les peuples. L'Europe y a gagné non seulement un espace de paix, mais elle a acquis également des outils pour promouvoir les droits, à l'exemple de la protection des consommateurs.

PROPOSITIONS

- **Pour favoriser l'émergence d'un tissu dense de champions européens aptes à se développer sur les marchés internationaux et soutenir la compétition, une volonté européenne politique forte acceptée par les populations est nécessaire ;**
- **La politique de concurrence ne doit pas empêcher la promotion des champions européens et se limiter à la seule défense de la pluralité de l'offre sur le marché intérieur.**

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

POUR DES ÉLECTIONS européennes « européennes » !

Dans un contexte marqué par le « non » irlandais, après une campagne menée autour d'enjeux nationaux, les intervenants sont revenus sur les étapes à franchir pour faire émerger un véritable débat paneuropéen. **Daniel Cohn-Bendit** a souligné le caractère urgent de cette évolution, condition *sine qua non* d'une Europe plus politique. À un an du renouvellement des Eurodéputés, ces débats ont également permis de faire le point sur la politisation des questions liées à l'Europe.

La méconnaissance de la chose européenne par les citoyens est souvent à l'origine d'une approche nationale des enjeux. Les participants ont été unanimes pour désigner les représentants nationaux – à quelques exceptions près – comme les principaux responsables de cette insuffisante compréhension par les électeurs. Ce phénomène est parfois lié à une méconnaissance de l'Europe chez les parlementaires nationaux eux-mêmes. **Françoise Grossetête** a ainsi évoqué le discours des parlementaires nationaux sur l'Europe, qui accusent l'UE d'en faire tantôt « trop », tantôt « pas assez ». Les Eurodéputés ont attiré l'attention sur leur propre devoir d'explication auprès des citoyens.

La méconnaissance est une entrave au débat sur l'Europe mais, plus gravement, elle alimente les discours stigmatisant sur l'UE. Accusée d'être une « boîte noire », les décisions de « Bruxelles » sont souvent prises à partie, à tort. Les intervenants ont exhorté à plus de transparence et d'ouverture des débats au sein du Conseil européen, dont les décisions sont primordiales, mais qui restent à l'écart du public. Ils ont appelé à la même transparence des débats entre représentants des États membres qu'au Parlement européen. Ce changement permettrait aussi d'éviter la tentation – à laquelle cèdent parfois les représentants nationaux – de dénoncer les accords pourtant obtenus au Conseil par eux et leurs homologues.

D'autres blocages préjudiciables pour l'UE ont été pointés du doigt tels que la prise de décision à l'unanimité. Cette règle bloque en effet de nombreuses avancées si un seul État est en désaccord avec les vingt-six autres. **Alain Lamassoure** a rappelé



Sylvie Goulard
PRÉSIDENTE DU
MOUVEMENT EUROPÉEN-
FRANCE

Avec :
AVEC LES DÉPUTÉS
EUROPÉENS

Martine Roue,
Françoise
Grossetête, Alain
Lamassoure, Daniel
Cohn-Bendit et
Thierry Cornillet

ET
Bernard Soulage
VICE-PRÉSIDENT AUX
TRANSPORTS-
DÉPLACEMENTS-
INFRASTRUCTURES,
CONSEIL RÉGIONAL
RHÔNE-ALPES

l'importance du Traité de Lisbonne pour doter l'Europe de dirigeants plus clairement identifiables. Il faut ainsi arrêter d'accuser de tous les maux ce Traité favorable à l'intégration politique, a renchéri **Martine Roure**. Pour favoriser l'émergence d'un débat transnational, les participants ont proposé que chaque famille politique désigne une tête de liste commune à tous les États membres lors des prochaines élections européennes. **Thierry Cornillet** a quant à lui invité les militants européens à faire, eux aussi, leur *mea culpa* dans la mesure où ils sont trop timorés dans la manière de défendre le projet européen.

Bernard Soulage a mis l'accent sur les particularités du Parlement européen, au sein duquel les familles politiques ont souvent des positions difficiles à cerner à cause de la dynamique interne des partis. Conjuguer les différentes cultures politiques exige un véritable apprentissage. **Daniel Cohn-Bendit** a prévenu en conclusion que la démocratie européenne était imparfaite et qu'« *il faudrait donner du temps à l'Europe, au moins autant de temps que les États européens ont eu pour devenir des démocraties.* »

ACTIVITÉS

Trois activités ont été proposées en plus des débats, tout au long de la journée : le village européen et le village européen des enfants, le café littéraire et la simulation du Parlement européen. Les États Généraux ont été prolongés jusqu'au bout de la nuit par une fête de la musique européenne dont la programmation, espagnole, italienne, française et slovaque (Diuesse, La Mine de Rien, Rumbo Rachera, Longital) a obtenu un beau succès auprès des Lyonnais.

LE VILLAGE EUROPÉEN & LE VILLAGE EUROPÉEN DES ENFANTS

Tout au long de la journée, le village européen, avec plus de 90 organismes représentés, a permis au public de découvrir la vivacité et la diversité des acteurs qui font vivre l'Europe au quotidien. Acteurs institutionnels locaux, nationaux et communautaires (Commission, Parlement, Comité des Régions, Région Rhône-Alpes, Département du Rhône, Mairie de Lyon, etc.) étaient présents. Les plus nombreux étaient les représentants de la société civile organisée, des citoyens actifs pour la promotion d'une Europe plus forte et meilleure ou pour la diffusion de l'information sur l'Union européenne : les associations de militants pro-européens, les *think tanks*, les syndicats, les ONG, dans tous les secteurs (environnement, social, santé, culture, etc.).

Ce lieu d'échanges et de prolongement des débats a permis au public de constater la variété des déclinaisons de l'action « européenne » et de dialoguer avec leurs représentants. Le village européen a également permis aux associations de renforcer leurs connaissances mutuelles, de faire partager leurs projets et parfois de faire germer des collaborations futures.

Les organisateurs des États Généraux souhaitant que cet espace s'adresse à tous les âges, les petits pouvaient eux aussi découvrir l'Europe à travers le village européen des enfants. De nombreuses activités ludiques ont ainsi permis aux petits d'accompagner les grands dans leur découverte de l'Europe. Exposition et jeux sur l'euro, spectacles ont ponctué la journée. Les « Rois Maccoco » ont mis en scène un conte moderne musical bilingue anglais-français pour montrer les difficultés d'échanger lorsque l'on ne parle pas la même langue et les situations cocasses qui en découlent. L'association Calliope et ses « Empreintes de voyages » a présenté un spectacle musical sur les mobilités européennes des jeunes.

Petits et grands ont ainsi pu voir l'Europe autrement, grâce à d'autres regards, pour ouvrir de nouveaux horizons... européens !



*Activité pilotée par :
EuropaNova et
Europe-direct
Rhône-Alpes*

Avec :

**Tous les partenaires
associatifs ayant
collaboré à cette
édition des États
Généraux de
l'Europe cités en
quatrième de
couverture**



Activité pilotée par :
**Mouvement
européen – France**

Avec :

**Guy Verhofstadt, Elie
Barnavi et Krzysztof
Pomain, François-
Xavier Priollaud et
David Siritzky, Sylvie
Goulard, Daniel Henri
et Michaela Braun,
Etienne de Poncin,
Laurent Cohen-
Tanugi et Yves
Bertoncini, Barbara
Cassin, Gisèle Halimi,
Thierry Chopin**

LE CAFÉ LITTÉRAIRE

Le café littéraire, situé dans le hall d'accueil, a permis de débattre d'Europe à partir d'ouvrages récemment publiés. Les auteurs se sont prêtés au jeu des questions/réponses avec un public nombreux, l'espace n'ayant pas désempli de la journée. Aux débats, vifs et animés, a succédé un dialogue direct entre auteurs et lecteurs, moment privilégié pour des rencontres et des échanges de vues. Des séances de dédicaces conviviales ont eu lieu.

Espace d'échange informel, le café littéraire a permis de sortir des thèmes purement politiques et d'offrir une alternative au format des débats en ateliers et plénières.

Un espace librairie a permis de découvrir les ouvrages présentés ainsi qu'une sélection très diversifiée de livres traitant aussi bien de la construction européenne que des enjeux à venir auxquels elle sera confrontée.

LA SIMULATION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Lors de cette « simulation de session parlementaire » une centaine de jeunes Rhônalpins et Européens de 16 à 22 ans ont débattu et construit une proposition sur « *la participation des citoyens européens au développement durable* ». Le débat de cette assemblée a été lancé à partir d'un texte présenté par une commission proposante, composée d'une dizaine de jeunes volontaires issus de la région. Ils ont échangé un mois auparavant, pour construire une analyse commune des défis à relever et avancer des propositions d'actions.

Le jour du débat, ces jeunes ont défendu leur texte et retenu les suggestions des délégués répartis en dix commissions thématiques (affaires étrangères, développement régional, changement climatique, culture, etc.). Ils ont proposé une analyse des enjeux du développement durable et avancé des propositions pour renforcer l'implication des citoyens européens dans la mise en œuvre du développement durable.

Cette assemblée de jeunes a discuté et délibéré pendant plus de quatre heures, la résolution a été rendue aux élus européens, régionaux et à Bernard Soulage. Elle a été considérée comme l'une des contributions à l'élaboration d'une vision partagée de la région Rhône-Alpes au XXI^e siècle.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SIMULATION PARLEMENTAIRE

Motion pour une résolution sur la participation des citoyens européens au développement durable

Le développement durable repose sur le principe de solidarité entre les générations : nous devons satisfaire nos besoins présents sans compromettre ceux des générations futures. Sachant que la réussite de ce processus dépend de l'implication de la société civile, comment l'UE pourrait-elle encourager chaque citoyen à prendre une part plus active dans sa mise en œuvre ?

L'Assemblée,

A. Reconnaissant la définition du Développement Durable établie par le rapport Brundtland ;

B. Profondément troublés par l'inégale répartition des richesses au niveau mondial et l'inefficacité à long terme des aides au développement créées pour y remédier ;

C. Alarmée par les conflits territoriaux que suscitent ou que pourraient susciter dans le futur :

- i) Le manque de ressources alimentaires,
- ii) La lutte pour le contrôle des ressources énergétiques,
- iii) Les changements climatiques,

D. Profondément concernés par l'intensification des pollutions industrielles domestiques et tertiaires à travers la planète ;

E. Déplorant la dépendance mondiale au pétrole, ressource épuisable conduite à disparaître d'ici 2050 ;

F. Constatant la grande disparité dans le niveau de prise de conscience et d'engagement ferme entre citoyens et Pays Membres de l'Union Européenne (UE) ;

G. Considérant que la modification des habitudes des consommateurs peut amener à une évolution positive du modèle de développement mondial ;

H. Gardant à l'esprit qu'un changement économique et social dans les processus de production est également indispensable à toute évolution positive ;

I. Insistant sur la remise en cause de la spécialisation de la production agricole dans certains pays,

J. Remarquant avec plaisir l'expansion des marchés de producteurs locaux et des produits agricoles biologiques ;



Activité pilotée par :
**Notre Europe et le
Parlement européen
des Jeunes (PEJ)**

Avec le soutien de :
**Région Rhône-Alpes,
EUNIC Lyon,
Parlement européen,
Mairie de Lyon,
Europe Direct Lyon**

Texte soumis par :
**Feyrièle Chilot,
Thibault Clamart,
Hidouche Jugurtha,
Yacine Khedim,
Dounia Laftimi,
Solène Moulin,
Damien Nunes,**
MEMBRES DE LA
COMMISSION PROPOSANTE

Avec :
**Jean-Luc
Bennhamias**
DÉPUTÉ EUROPÉEN
Guillaume Borie
PRÉSIDENT DU PEJ-
FRANCE
Françoise Grossetête
DÉPUTÉ EUROPÉEN
Ivano Marchi
DIRECTEUR DE L'INSTITUT
CULTUREL ITALIEN À LYON
**Gaëtane
Ricard-Nihoul**
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE NOTRE EUROPE
Martine Roure
DÉPUTÉ EUROPÉEN
Bernard Soulage
VICE-PDT AUX
TRANSPORTS-
DÉPLACEMENTS-
INFRASTRUCTURES,
RÉGION RHÔNE-ALPES



K. Consciente que la mise en place de mesures drastiques pose le problème de la transposition des bonnes intentions en engagement quotidien parce qu'elle est parfois source de nouveaux problèmes ;

L. Réalisant les effets négatifs des biocarburants, alternative aux énergies fossiles, tels que :

- i) L'atteinte à la biodiversité,
- ii) La réduction de l'espace agricole destiné à l'alimentation,
- iii) L'utilisation des ressources hydriques parfois rares,

M. Remarquant que le traitement des déchets existe, mais que l'incinération reste une solution inadéquate du fait de la pollution qu'elle entraîne ;

N. Sachant qu'il existe des édifices inadaptés écologiquement au regard de leur isolation, des matériaux utilisés et des procédés utilisés pour leur construction ;

O. Remarquant avec plaisir les initiatives positives mais encore insuffisamment développées comme :

- i) Le commerce équitable ;
- ii) Le développement des énergies renouvelables ;
- iii) Les « Maisons Vertes » subventionnées ;
- iv) Le ferroutage ;
- v) Les réseaux de covoiturage ;

P. Reconnaisant l'exploitation abusive des ressources naturelles (forestière par exemple) qui conduit à terme à la dégradation sans précédent du climat.

* * *

1. Imagine l'implication des citoyens en faveur du Développement Durable dans le cadre de :

- a) La modification des comportements individuels au quotidien,
- b) La création, la diffusion et l'échange d'informations aux niveaux international, national et local,
- c) L'utilisation de la recherche scientifique,
- d) La constitution de groupes de pression et d'actions politiques autonomes ;

2. Incite dès maintenant les citoyens à adopter un comportement plus responsable dans leur vie quotidienne à travers par exemple, l'utilisation des transports en commun, d'ampoules basses consommation ou encore la mise hors tension systématique des appareils électroménagers ;

3. Soutient la mise en place d'une campagne européenne d'information et de sensibilisation des citoyens en faveur du Développement Durable s'appuyant sur les médias et les associations ;

4. Demande la création d'un « Label Européen Développement Durable » récompensant les entreprises les plus engagées en faveur du Développement

Durable et les produits et services respectant simultanément les principes économiques, écologiques, sociaux et politiques attachés à la notion de Développement Durable ;

5. Insiste sur l'importance de la recherche scientifique afin d'approfondir les connaissances sur les énergies propres et leur adaptation à la vie quotidienne ;

6. Fait confiance aux groupes de consommateurs pour qu'ils œuvrent en faveur du Développement Durable dans l'Union Européenne et au-delà ;

7. Encourage la création d'un « Réseau Européen pour le Développement Durable » (REDD) mettant en lien les citoyens européens dans un souci commun de vigilance et pour harmoniser la sensibilisation des Européens à travers :

- a) L'évaluation des politiques et des promesses sur le Développement Durable,
- b) L'évaluation des engagements pris par les entreprises,
- c) La communication au grand public des résultats ;

8. Encourage, en complément des aides d'État pour le financement de dispositifs à énergies renouvelables, les initiatives de co-investissement aussi bien que les initiatives personnelles ;

9. Souhaite également renforcer les aides au développement attribuées aux Pays les Moins Avancés, par des initiatives individuelles ou associatives de financement ;

10. Incite à l'intégration du principe général de Développement Durable dans l'éducation par :

- a) L'enseignement, dès l'école maternelle des gestes quotidiens de base,
- b) L'intégration d'un chapitre dédié dans les programmes scolaires de tous les États Membres,
- c) Le renforcement des moyens financiers et matériels affectés aux structures d'enseignements (écoles, collèges, lycées, facultés).

11. Fait appel aux élus locaux de toute l'Europe pour qu'ils organisent dans leurs circonscriptions des débats participatifs et des conférences à propos du Développement Durable ;

12. Propose la création d'une agence européenne pour le développement durable en charge de recenser, d'évaluer et de concourir à la mise en place de propositions et d'initiatives émanant directement des citoyens ;

13. Attire l'attention sur la nécessité pour les pouvoirs publics de favoriser le tri sélectif dans tous les États Membres par :

- a) La collecte des déchets recyclables,
- b) L'installation de poubelles publiques à compartiments multiples,
- c) L'harmonisation de connaissances et de processus de recyclage et de tri ;

14. Encourage la création d'un fonds d'aide à la rénovation des bâtiments mal isolés au niveau national dans chaque Pays Membre.

COLLECTIF
EUROPANOVA

Créé en 2003, EuropaNova est un collectif de citoyens qui s'est donné pour mission de promouvoir une Europe politique, puissante et généreuse, en mobilisant les nouvelles générations. Dirigée par de jeunes actifs, elle entend stimuler le débat public sur l'Europe, informer les citoyens sur la construction européenne et mobiliser le public le plus large *via* des actions originales et pédagogiques pour promouvoir l'intérêt général européen.

www.europanova.eu



Mouvement Européen
France

Un mouvement pluraliste et démocratique pour défendre la cause européenne.

Le Mouvement européen – France est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent contribuer à la réalisation d'une Union politique à caractère fédéral. Sa vocation est de développer dans le peuple français la prise de conscience de l'Europe.

www.mouvement-europeen.eu



Notre Europe est un laboratoire indépendant d'analyse et de proposition politique consacré à « penser l'Unité européenne ». Sa mission est de : produire des analyses, des positions et des propositions allant dans le sens d'une union sans cesse plus étroite des peuples de l'Europe ; diffuser ses analyses et propositions auprès des décideurs et leaders d'opinion qui participent à la construction européenne ; contribuer au débat sur les enjeux de l'Union et à l'émergence d'un espace public européen. Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-2005), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public.

www.notre-europe.eu

NOUS REMERCIONS PARTICULIÈREMENT ALAIN RÉGUILLON, AUDREY SORIA ET L'ÉQUIPE D'EUROPE-DIRECT LYON POUR LEUR AIDE DANS L'ORGANISATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX, AINSI QUE :

Jean-Philippe Ascensi, Jacques Chauvin, Maxime Costilhes, Michel Côté, Anne David, Elvire Fabry, Mariano Fandos, Marco di Giusto, Julian Jappert, Jean-Michel Fauve, André Icard, Philippe Jürgensen, Lacina Kone, Eric L'Helgoualc'h, Nathalie Lhayani, Philippe Meyer, Valérie Minard, Philippe Perchoc, Carole Saleres, Philippe Tarrisson, Maryse Vaucanson, tous responsables d'ateliers ou d'activités.

ET NOUS REMERCIONS PARTICULIÈREMENT NOS CORRESPONDANTS LOCAUX :

Valérie Bazerolle, Juliette Cantau, Pauline Chauveau, Isabelle Coustet, Sylvie de Jousineau, Céline Paris, Christian Philip (vice-président du Mouvement Européen – France), Véronique Rioufol, Vreneli Robert, Patricia Siebert, Catherine Taglioni.

LA DEUXIÈME ÉDITION DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE A ÉTÉ PILOTÉE PAR :

Yves Bertoncini, Cynthia Fleury, Sylvie Goulard, Gaëtane Ricard-Nihoul.

ET ORGANISÉE PAR :

Nadège Chambon, Anne-Christine Desnuelle, Aurélia Gimenez.

AVEC L'AIDE PRÉCIEUSE DE :

Jean-Pierre Bobichon (pour ses conseils), Virginie Lamotte (particulièrement pour le site et la revue de presse), Rachel Flavigné, Alina Girbea (pour la simulation parlementaire), Ute Guder (pour les chiffres), Vincent Guerre (pour ses coups de main réguliers), Lisa Heldwein, Jennifer Hoff (pour les dossiers et le soutien), Anouche Kéchichian (pour le lancement), Arthur Nazaret (pour la couverture presse et la vidéo), Fabrice Anicet-Tabar, Christelle Vasseur (pour leur aide constante), Charles Secret-Mauduit et Dominika Rutkowska.

MERCI AUX ÉTUDIANTS DE L'IEP DE LYON DONT LES NOMS SUIVENT, POUR LES COMPTES-RENDUS D'ATELIERS :

Laure Antoniotti, Laura Barjot, Delphine Bert, Louise Binetruy, Romain Claudel, Quentin Coustillet, Brice Cristoforetti, Vianney Cuny, Cécile Duperron, Claire Durand, Cédric Dutruel, Christel Estragnat, Marion Feurtey, Flora Giarracca, Olivier Gomand, Aurélien Guilabert, Camille Kelbel, Alice Levy, Yoann Papat, Vénétia Sauvain, Mia Scanzi, Ilioné Schultz, Justine Vitte.

A WORD FROM THE ORGANISERS

THE EUROPEAN ESTATES GENERAL JUST CELEBRATED ITS SECOND BIRTHDAY. WE HAVE ACHIEVED OUR GOAL OF MAKING AN EVENT ABOUT EUROPE INTO A MUCH ANTICIPATED MEETING BETWEEN CITIZENS AND AUTHORITIES. BETWEEN 3,000 AND 4,000 PEOPLE WITH OVER 90 ASSOCIATIONS AND ORGANISATIONS CAME TOGETHER ON THIS DAY THAT OFFERED LIVELY DEBATES AND FOOD FOR THOUGHT FOR THE FUTURE.

Following the success of the Estates General in Lille where civil society came together to celebrate the 50th anniversary of the Treaty of Rome, the second European Estates General took place on 21 June 2008 in Lyons. A founding country of the Community, our neighbouring Italy was honoured this year for showing an unwavering commitment to Europe. Many Italians responded to our associations' invitation to attend, including Giorgio Napolitano, President of the Republic, Romano Prodi, former head of state, and Mario Monti, former European Commissioner.

True to the founding principle of the European Estates General, over 90 local, national and European associations and institutions worked together for one year to make this massive public forum a reality. The diversity and intensity of their commitment united them around a common goal: to open a forum to citizens of all ages dedicated to "this unidentified political object", as Jacques Delors so famously calls the European Union.

This mobilisation was prompted by an urgent call to encourage citizens to become involved and show an interest in this thing called Europe. It was held ten days after the referendum in Ireland to ratify the Lisbon Treaty failed, one week before the French EU presidency began and one year from the European legislative elections, so the Estates General suggested holding a debate on the European project with these policy architects. Distinguished figures and over 120 speakers came to talk about the progress of the European project and this intangible "citizenship" that we share with nearly 500 million Europeans.

The perspectives that European citizenship offers were exemplified in over 20 discussion arenas, a Village of associations, a European Youth Parliament, a literary café, performances and games for children, exhibitions and a concert. A momentum to advance European integration and to regularly debate it, came out of these discussions. This European desire is counter to the French electorate's actions since it has been progressively turning away from European legislative ballots. Let us hope that a feeling of belonging to Europe is fostered even more by repeating the experience and multiplying these types of arenas for discussion.

This citizen event would never have happened without the commitment and invaluable support of our main partners, the European Commission, the European Parliament, the Ministry of Foreign and European Affairs, Région Rhône-Alpes, the Rhône General Council, the urban community of Lyons/Ville de Lyon, GL Events and the Chamber of Commerce and Industry of Lyon. We extend to them our utmost gratitude!

Cynthia Fleury
President of
EUROPANOVA

Sylvie Goulard
President of
MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE

Gaëtane Ricard-Nihoul
Secretary General of
NOTRE EUROPE

Bronislaw Geremek (1932-2008), Member of the European Parliament (ALDE) as well as an historian and brave defender of freedom, graced us with his presence at the European Estates General on 21 June 2008. We were deeply saddened to hear the terrible news of the passing of this great European on 13 July 2008. Below is the entire speech he delivered at the opening plenary session of the 2008 European Estates General.

TRIBUTE TO BRONISLAW GEREMEK

*From left to right:
**Eli Barnavi,
Bronislaw Geremek
and Guy Verhofstadt***



Ladies and Gentlemen,

I will begin with a word about my home country, a country famous for its plumbers. Poland and its people are very European. Public opinion surveys prove it. The accession referendum in Poland prior to its entry in 2003 had a 56% participation rate and over 75% voted yes on the European Union. And this population also sometimes elects elites who are less European than they are; that happens, too.

The expansion was not just a move towards populations who have fought for freedom; it was also a move based on reason, in the European interest. Europe is stronger, so why is it now feeling morose, weak?

I share this feeling of urgency expressed by President Giorgio Napolitano and would like to speak to a specific problem, the citizenship problem. Not citizenship in the obvious sense of the word, but the citizenship problem. Is there European citizenship if the only definition in the treaty is that a European citizen is a citizen of a member country? The term "Roman citizen" implied new rights and new duties. Until now, we have not managed to define citizenship in those terms. For me, it offers an obvious advantage, but for the majority of those here today having a European passport not only means the ease of crossing borders, but the option to cross borders. For us, the people in the East, this passport was a dream beyond our reach, almost impossible to achieve. The privilege of the European citizen, of being able to cross borders without problems, even without a passport, is an enormous privilege.

Yet for the others, how do we explain citizenship in terms of rights and the duties that accompany them? We would have to look to Erasmus, which has trained one and a half million European Union ambassadors, for a different description. How do we make the labour sector also see the immediate and direct advantages coming out of the European Union? We have to think about this; for example, we should consider having a European fund to train people for new jobs and revitalize education, because the demands of globalisation are going to be changing the context of our lives. The European Union should be working towards this end.

Secondly, I would like to address the content of citizenship. When we say I am a citizen, there is the problem of where we come from. Where are we? Where are we going? This is a problem of history and collective memory. We have no collective memory; we have individual memories. We are in the process of creating a collective memory and we are beginning with education. That is why I think European education is currently the weak point in the construction of Europe. If we aspire to a political community, a community of citizens, we have to have a common awareness of a common destiny and a goal for the future.

It is easy for me to say I love Europe because for me it was an impossible dream. Never in my life did I think I would see my country free, a member of the European Union, and me in the European Parliament. This part of the dream must be the very focus of training the citizen mind.



summary

welcome

Gérard Collomb Senator, Mayor of Lyons and Chairman of Grand Lyon • **Michel Mercier**, Senator, President of the Rhône General Council • **Jean-Jack Queyranne**, President of the Rhône-Alpes Region, Deputy, former Minister.

OPENING PLENARY SESSION POLITICS, ECONOMY AND CULTURE AT WORK FOR EUROPEAN CITIZENSHIP

66 Presided by **Tommaso Padoa-Schioppa** President of Notre Europe. With **Giorgio Napolitano** President of the Republic of Italy • **Jean-Pierre Jouyet**, Secretary of State for European Affairs • **Jacques Barrot** European Commissioner • **Bronislaw Geremek** MEP • **Guy Verhofstadt** former Prime Minister of Belgium • **Elisabeth Guigou** Deputy • **Eli Barnavi** Historian • **François Ch r que** Secretary General of the CFDT (French Democratic Confederation of Labour).

ATELIERS I A DEMOCRACY TO MAKE ALIVE

- 70** CALLING ALL EUROPEAN CITIZENS TO THE POLLS!
- 73** VOTING IS GOOD, BUT GETTING INVOLVED IS EVEN BETTER!
- 75** EUROPEAN LAW IN EVERYDAY LIFE
- 77** EUROPEAN CITIZENSHIP: HOW DO WE MAKE SURE NO ONE FALLS THROUGH THE CRACKS?
- 79** EUROPE ON THE INTERNET

ATELIERS II THE HUMAN EXCHANGES TO DEVELOP

- 81 MOBILITY OF YOUNG PEOPLE: BEYOND THE GOOD INTENTIONS OF EUROPEAN CITIZENSHIP
- 83 EUROPE, THE FUTURE OF THE SUBURBS?
- 85 SPORTS AND EUROPEAN CITIZENSHIP
- 87 EUROPE AND HEALTH
- 88 NO EUROPEAN CITIZENSHIP WITHOUT CULTURE
- 90 EXCHANGING, WORKING TOGETHER, MOVING: EXPERIENCING EUROPE ON THE GROUND

ATELIERS III RESPONSIBILITIES TO EXERCISE

- 92 SUSTAINABLE DEVELOPMENT... A PROJECT FOR EUROPE?
- 94 WHAT RESPONSIBILITY DOES THE EUROPEAN UNION HAVE TOWARDS ITS NEIGHBOURS?
- 96 EUROPE AND MIGRATION: EUROPE'S CHALLENGE
- 97 EUROPE: HANDING OVER THE RESPONSIBILITY
- 100 EUROPEAN COMPANIES AND WORKERS FOR RESPONSIBLE GLOBALISATION
- 103 THE EU IN GLOBAL COMPETITION: HOW DO WE RECONCILE EUROPEAN INTERESTS AND ECONOMIC PERFORMANCE?
- 107 ECONOMIC NATIONALISM OR EUROPEAN PATRIOTISM?

PLenary session FOR "EUROPEAN" EUROPEAN ELECTIONS!

- 108 Presided by **Sylvie Goulard** President of Mouvement Européen – France • With MEPs **Martine Roure • Françoise Grossetête • Alain Lamassoure • Daniel Cohn-Bendit • Thierry Cornillet** and **Bernard Soulage** Vice-President of the Conseil régional Rhône-Alpes.

ACTIVITIES AND ACKNOWLEDGEMENT

- 110 The European Village and the Children's European Village • The Literary Café • European Parliament Simulation • Resolution adopted by the assembly

OPENING PLENARY SESSION

POLITICS, ECONOMY AND CULTURE AT WORK FOR EUROPEAN CITIZENSHIP



*Round table
chaired by:*

Tommaso Padoa-Schioppa
PRESIDENT OF NOTRE
EUROPE

Guest of Honour:

Giorgio Napolitano
PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF ITALY

With:

Jean-Pierre Jouyet
SECRETARY OF STATES
FOR EUROPEAN AFFAIRS

Jacques Barrot
VICE PRESIDENT OF THE
EUROPEAN COMMISSION
AND COMMISSIONER FOR
"FREEDOM, SECURITY,
JUSTICE"

Bronislaw Geremek
MEP, ALDE

Guy Verhofstadt
FORMER PRIME MINISTER
OF BELGIUM

Elisabeth Guigou
DEPUTY OF SEINE-SAINT-
DENIS AND VICE
PRESIDENT OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
COMMITTEE ON FOREIGN
AFFAIRS

Eli Barnavi
HISTORIAN

François Chèrèque
SECRETARY GENERAL OF
THE CFPD

Held ten days before the start of the French European Union presidency, the European Estates General took an unexpected turn when the Irish referendum failed to ratify the Lisbon Treaty one week prior. While the Irish citizens' vote rang out a warning shot for the ratification of the Treaty, political figures who had answered civil society's call issued a strong reminder of the founding fathers' words and their relevance in view of the future. They reiterated how fragile European integration is and called for a commitment from national representatives, whose mobilisation has always been needed to bring us closer to a political Europe.

For **Tommaso Padoa-Schioppa**, believing Europe is finished is a trap. The construction of Europe is the crucial endeavour for making sure the people's voices are heard. But this political system cannot be established without the support of citizens. On the contrary, now more than ever before we need more ambition, more education, more responsibility and awareness from citizens.

Giorgio Napolitano, reminds us that the concept of a united Europe became a reality through the help of "stubborn inspirers" and the commitment of "skilful and realistic builders". In Italy, Altiero Spinelli, an anti-fascism activist, and Ernesto ROSSI would write the Manifesto of Ventotene for a free and united Europe while they were under house arrest. In the era of European dictators and World Wars, it was the determination of young people that made it possible to overcome hostilities, bring the European peoples together and form friendships among them. The Lisbon Treaty is a direct continuation of this project. A political Europe comes from consolidating and expanding economic ties. Like the previous obstacles the Union has

overcome, this one calls for the same tenacity of conviction in the face of adversity and doubt.

Why is this progress necessary? Today, globalisation is causing the centre of gravity of the global economic and strategic balances to shift towards a different centre: Asia. In this new arrangement, the European peoples have to deal with the excessive growth in China, India and the United States. If they want to preserve the economic and strategic model they created, if they want to defend their world view and interests, the Europeans have to learn to live together with openly consensual joint institutions and express themselves with a single voice. They have no other choice.

With the completion of the monetary union, the new task at hand is civil and civic engagement. Yet, Europe lacks the democratic enthusiasm needed to go further with political integration, to reinforce the capacity for action and decision-making. For the Italian President, the principle of unanimity, which is blocking decisions at the Council of the European Union, and the failure of the Irish referendum should not jeopardize our only chance at tackling the challenges to come.

Civic indifference falls under the responsibility of national politicians. They often accuse Brussels, even though they agree to the decisions; the Lisbon Treaty is a "collage of principles" – How can we expect enthusiastic participation from citizens? Creating a trusting relationship between the EU and citizens depends on national leaders, and especially those from founding countries because they are the messengers of the method and the Community's experience.

“Europe remains a struggle!”

For **Eli Barnavi**, Europe is a paradox in that it is conducting a revolutionary experiment, but it is losing steam and making apologies. The naysayers are ahead of the pack while contenting themselves to reject and criticise but are offering no alternatives. What to do? Its political language is complex; it should be simple and clear. Citizens have a hard time representing Europe and identifying themselves in the European project. There are symbols that would give Europe a bit of substance, but they were taken out of the Lisbon Treaty under pressure from some Member States.

For **Bronislaw Geremek** and from a Central and Eastern European standpoint, European citizenship represents an enormous privilege: citizens now have the right to move freely around the EU where the borders used to be closed. But for Europeans from other Member States, how can the advantage of "European citizenship" be measured? This citizenship is atypical and unfinished in that it grants new rights without requiring reciprocal duties. Citizenship is supposed to provide us a common narrative that tells us where

we come from, where we are and where we are going. As long as there is no common narrative or feeling of shared destiny, the citizen and political community cannot see the light of day. How do we build this? This endeavour will mainly happen through education and expanding Erasmus to other types of students. It will also happen with a dream. Europe was built on a dream of freedom and unity; European citizenship also has to be based on a dream we all share.

Guy Verhofstadt paints us a picture of the strongholds that need to be torn down for European citizenship to be built. According to the former Prime Minister of Belgium, when the Lisbon Treaty is ratified, a movement will have to be started among European citizens. It would express demands to the European elites and help make them happen. To bring about a shared feeling of belonging, creating a common referendum would help bring the European peoples closer together. This impetus is needed because there are many projects and there are three that are not on Europe's agenda: building an actual European army equipped with its own military forces, establishing European taxes so the European Union has its own financial resources and improving the efficiency of the decision-making process by replacing unanimity with majority rule to prevent one State from blocking the entire process.

““We must have the courage to carry out European activism!”

According to **François Chérèque**, if every country thinks that joint decision-making represents a loss, their populations cannot become part of the European project. Yet from a worker's perspective at this point in time, the common market creates competition between the various types of work contracts. Europe and the European Commission are not incorporating the social issue enough in their discourse. They have to explain to workers that it provides additional support in the face of globalisation (i.e. fishermen) and is its contribution to sustainable development. Europe is having trouble existing in these discourses, which are spotlighted on the national level, but the instruments still have room for improvement in reaching citizens. The European social dialogue, the increased involvement of institutions representing labour and management—the European Confederation of Trade Unions and Business Europe—are two instruments that must be utilized. Lastly, sceptics of Europe must not be allowed the prerogative to criticise and indulge in self-critical assessments.

Elisabeth Guigou thinks Europe is suffering from a case of gloom. A major reason behind the outcome of the Irish referendum lies in the part played by the foreign press and influential Anglo-Saxon groups. In reaction to their campaigns, we should fight back the critics using supported persuasive arguments. Until now, Europe has made progress by combining ideals, dreams, with actual accomplishments: the Schuman Declaration, a single currency,

the Schengen zone, the social dialogue established by the Delors Commissions. It is by returning to this type of discourse on real accomplishments (i.e. funds for absorbing the impacts of globalisation, research, education, climate change, etc.) that we will give the European project a new meaning. It is by showing that the EU provides resolutions to everyday fears and by combining a discourse on an ideal with the need to build together that the European project will live on.

Jacques Barrot also underlines the lack of popular legitimacy and the loss of love for Europe illustrated by the Irish vote. European citizenship implies affection, yet a bond is impossible to create without recognition or pride. For the Vice President of the Commission, citizens are unaware of what the Union has to offer. Moreover, they have to feel like they can make a contribution. Moving towards collective security (judicial cooperation) and personal security (Charter of Fundamental Rights) could help reassure citizens of the EU's role. Europe has to do a better job showing what it can do and what it wishes to accomplish for citizens to attribute any importance to it. There are many projects that count for them: regulation of financial speculation, protecting peace through mediation, international cooperation. Lastly and most importantly, Europe can only make progress if we resist any instincts to give up, which are frequent in times of crisis.

Jean-Pierre Jouyet speaks to the importance of increasing places for citizenship. He points out the discrepancy between how institutions operate and the word that is reaching citizens. The problems with European citizenship are related to the European democracy: ongoing treaty revisions, European elections snubbed by a growing electorate, political parties and trade unions often leaving Europe out of their agendas. For the Secretary of State for European Affairs, a bond of trust has to be found between values (peace, solidarity) and the projects that make them a reality. The European democracy will advance if the citizens, parties and unions become effective partners. The Union has to pursue the advances with discipline and modesty by meeting real challenges (the environment, social issues, flows of migration, food, globalisation, budget). The Irish referendum shows us that Europe remains a struggle and that it still has powerful enemies with deep pockets.

A DEMOCRACY TO MAKE ALIVE



Workshop organised by:

UEF (UNION OF
EUROPEAN FEDERALISTS)

/Les Jeunes

Européens/

CIDEM/

Movimento/Federalis

ta Europeo/AFCCRE

(FRENCH ASSOCIATION OF
THE COUNCIL OF
EUROPEAN

MUNICIPALITIES AND
REGIONS)

/Socialisme et

Liberté

(SOCIALISM AND
FREEDOM)

/Réalités

européennes du

présent

(TODAY'S EUROPEAN
REALITIES)

With:

Cédric Bloquet

GENERAL DELEGATE FOR
THE CIDEM

Pier Virgilio Dastoli

REPRESENTATIVE FOR THE
EUROPEAN COMMISSION
IN ROME

Nathalie Griesbeck

MEP

Pierre Lequiller

DEPUTY (UMP),
PRESIDENT OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
DELEGATION FOR THE
EUROPEAN UNION

Guido Montani

PROFESSOR AT THE
UNIVERSITY OF PAVIA,
PRESIDENT OF
MOVIMENTO FEDERALISTA
EUROPEO

Pauline Gessant

VICE PRESIDENT OF
JEUNES EUROPÉENS

Jacques Chauvin

PRESIDENT OF THE UEF

Bernard Fromantin

CONSULTING JOURNALIST

Henri Monceau

NOTRE EUROPE

Operating a democracy requires an institutional structure, instruments that provide the right conditions for healthy debate and allow citizens to fully participate. The debates held on this topic led to a progress report on European democracy, which sometimes opens new opportunities to express citizens' views and sometimes casts doubt on its feasibility.

Europe is a fledgling democracy but European construction is at a stage of maturity that requires citizen participation. In that context many questions need to be addressed. How do we analyse the decreased participation of the original Member States in European elections? What are the terms and conditions by which a participatory democracy can complete a representative democracy? How can citizens become more involved when the incomplete process of European construction is making it difficult to understand and adapt it? How do we prevent the systems of exclusion in national democracies from being reproduced and encourage the most "alienated" populations to identify with the European Union? Lastly, can the Internet become the platform for the voice of the public European arena so a democracy with 500 million citizens and 27 States can hold debates?

CALLING ALL EUROPEAN CITIZENS TO THE POLLS!

REPRESENTATIVE DEMOCRACY IN THE EUROPEAN UNION

Robert Schuman and Jean Monnet led the initiative that gave rise to Europe. The "Monnet" method proposed establishing an economic union before making it political and paved the way for creating the ECSC, and then the EEC and the EU. Although this method has intensified the transfer of knowledge at the supranational level for 50 years, citizen involvement is now needed to revive the democracy and awareness of the European project. In 1979, when the first direct democratic elections for deputies to the European Parliament were held, the European Union entered a new stage of its development. The Maastricht Treaty was another step towards establishing a real European democracy in that it extended voting rights to residents of the Community in local and European elections and created European citizenship. Lastly, recent treaties - the Maastricht, Amsterdam, Nice and Lisbon treaties - reinforced the role of the co-decision process, which is a

central legislative procedure in the decision-making system. It is based on the principle of parity and stipulates that neither of the institutions (European Parliament and the Council) may adopt legislation without the other's consent. Co-decision thus puts representatives of the Member State governments and representatives of European citizens on equal footing. European debate must be able to find an adequate voice in the national political debate so citizens can actually become the foundation of European political power.

EUROPE STRUGGLES TO FIND DEMOCRATIC LEGITIMACY

Yet, despite a strong European parliamentary democracy, participation in European elections remains low. In effect, Europe has not truly become a stake in the political debate in national and local elections, even though its actions directly affect citizens. The absence of participation in voting and the absence of public debate have serious consequences for the future of the European democracy. The lack of interest the political parties continue to show in the European issue is one reason among many behind the apparent indifference of citizens. Democratic processes, such as Parliament's participation in Commission nominations or establishing a real plan for a European government supported by a parliamentary majority, can happen at the institutional level, but have not yet been implemented. We must not deny or rationalise the seriousness of the three failed referendums to ratify the European Treaty; it is indicative that European democracy is in severe crisis. The political responsibility of explaining Community legislation to citizens and implementing it is now incumbent upon national representatives, not the European Council nor a European government. Yet, the issues at stake today are being solved or will be solved at the Community level (immigration, currency, defence).

THE CAUSES BEHIND THE PREVAILING SCEPTICISM ON EUROPE

EUROPEAN CONSTRUCTION IS SUFFERING FROM A LACK OF INFORMATION AND EDUCATION

The mounting volume of information is reinforcing the popular belief that citizens do not feel they are taking part in decisions or the thought process for the future of the European project.

This duty to inform, which has not been adequately fulfilled, is up to European and nationally-elected officials because they understand and work within the Community framework. This deficiency is coming up against a logistical constraint: the European deputies' constituencies are too large for even the most active of them to be present on the ground. It is also linked to Europe's low profile in the discourse coming from national deputies.

THE ILLUSION OF PROGRESS

Europe is at a difficult time in its construction because citizens believe it has been fully accomplished. We must not lose sight of the fact that Europe is still under construction and call for everyone's participation, for example by pointing out that

peace cannot be taken for granted. Nothing is as fragile as political Europe. Two visions for the European project are currently at odds: one favours setting up one big market and the other calls for an ambitious political undertaking with a view to working towards integration. The indifference of a large portion of the new generation being expressed by opinions that are “neither for nor against” Europe is testament to this serious democratic deficit. In light of citizens not feeling engaged, some experts are suggesting that participatory democracy be used to increase involvement – to step up the implication and participation of citizens in the public debate and political decision-making – in an effort to strengthen the representative democracy in which elected representatives embody the will of the people.

PROPOSALS

The members of the panel were all placing their hopes in the 2009 parliamentary elections. They would like these elections to stop being viewed as a minor milestone, subject to national principles, and start being seen as a key moment for European democracy. They offered several suggestions we can use as benchmarks to measure changes in the behaviour of European political parties:

- **Party leaders must give European citizens clear choices and real government programmes for Europe.**
- **The political parties must put forward their candidates to the European Commission.**
- **A ballot asking voters to decide whether to hold a new convention for the purpose of advancing Europe’s institutions should take place at the same time as the election for the deputies.**

Supporting European integration through citizen engagement:

- **Encouraging participatory democracy could also be a way to strengthen representative democracy insofar as it provides citizens an opportunity to become involved beyond the elections. Initiatives on consulting citizens are on the rise, but participative democracy is still in its infancy and requires many adjustments before it can be used correctly.**
- **Strengthen European representative democracy by instituting a true European government where representatives would be held accountable by the people for their decisions.**

VOTING IS GOOD, BUT GETTING INVOLVED IS EVEN BETTER!

European construction has progressively developed through an ever-increasing sense of solidarity. Originally concerned with economic issues, it then became surprisingly diversified (education, transport, the environment, regional development, etc.). Today, it is at a point of integration during which the vitality and legitimacy of the initial plan requires full participation from citizens. Yet, participation in European elections has continued to drop since the direct democratic elections of the European Parliament, and critics of Europe are sending a loud message, as seen by the three failed referendums since 2005. This may seem paradoxical because Europeans are far from being indifferent and would like to take part in a project that has always been the job of the elite. This movement is part of the much larger crisis of representative democracy in Europe, but the stakes are more serious for the Union where a political existence has barely been confirmed. For Europe to succeed true to the resolve of the Founding Fathers, to not only unite the States but the peoples as well, this crisis makes it necessary to find ways to strengthen the European democracy and increase citizen engagement.

INSTITUTIONAL BODIES FOR CITIZEN DIALOGUE

The original plan called for an institution that pairs European construction with social dialogue called the European Economic and Social Committee (EESC). Its role has historically been to consult with representatives of European socio-economic classes on issues related to the Community. The EESC is thus an interface between Community institutions and citizens, who are represented by labour and management and representatives of civil society. This forum is charged with overseeing dialogue and ongoing consultation on economic and social issues between organised civil society and Community institutions.

Although the Lisbon Treaty was ratified, it would be stronger if civil dialogue was to be institutionalised and associations could act as "intermediaries" between institutions and citizens. Associations are wonderful vehicles for teaching citizenship, as well as a way to work up a "civic appetite" and bring citizens closer to representative democracy, plus they are already mobilising in Brussels, getting involved on the ground to push for European citizenship and are often consulted by institutions on the evolution of Community policies.

INVOLVING CITIZENS

Getting citizens involved in the European debate remains a difficult task. Unfortunately, the decision-making process and Community institutions are in effect still largely unknown. Citizens participate in the national debate by, for example, contacting their deputy, but they remain distanced from Community-level debates, lacking basic knowledge on the European institutional system. So Community debates remain a privilege of the experts.



Workshop organised by:
FONDA-CAFECs
(FORUM FOR A SOCIAL AND CIVIL EUROPE)
Sauvons l'Europe
(LET'S SAVE EUROPE)
Forum Civique Européen
(EUROPEAN CIVIC FORUM)
Notre Europe

With:
Stephen Boucher
CO-SECRETARY GENERAL OF NOTRE EUROPE
Béatrice Quin
ADVISER AT THE EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL (WORKERS GROUP)
Jean-Marc Roirant
PRESIDENT OF THE EUROPEAN CIVIC FORUM
Jeff Weitzel
SECRETARY GENERAL OF THE CEDAG (EUROPEAN COUNCIL FOR NON-PROFIT ORGANISATIONS)
Jean-Baptiste de Foucauld
CO-CHAIR OF CAFECs
Natacha Kaminski
VILLE DE LYON

Experiments with participatory democracy are attempting to remedy these shortcomings. They aim to organise discussions on common issues between citizens from different Member States. They show that participants in contact with their peers open up to different cultures and can then grasp the benefit of political exchanges at the European level. These exercises in participatory democracy do not claim to replace representative democracy but rather complement it by encouraging citizen involvement. Nevertheless, they are still rare because there remain many obstacles to overcome in terms of practical details. The variety of democratic instruments (ratification by parliament or referendum) poses a risk of institutional blockage that is heightened by the fact there is often no upstream instructional process. Furthermore, participatory democracy requires considerable financial and human resources and still has to create systems that allow the dialogue to continue once the meetings have ended. In the absence of this, the findings of citizen groups are shelved. In the texts, they come up against a lack of consideration for citizen opinions committed by institutions.

PROPOSALS:

HOW DO WE GET CITIZENS TO PARTICIPATE IN THE EUROPEAN PROJECT?

Representation is still the foundation of the European democratic life and must be revitalised. Organised civil society is involved in European construction, but it needs to be intensified by:

- **recognising the civic function of associations and adopting the European association statute that has been requested for nearly 20 years;**
- **establishing a charter on civil dialogue (Article 8B in the Lisbon Treaty lays down its legal foundation), which involves funding European networks;**
- **improving existing dialogue between European institutions and associations by consulting associations on a more systematic basis, which would respect the time they spend on internal deliberations.**

Citizen engagement lies in learning about the basic mechanisms of how European institutions operate. We have to make up for the lack of knowledge on European issues by starting with better training for elected officials, journalists and professors, who play a key role in informing citizens. Improvement in this area is necessary and it must go beyond the single "message" on Europe to give citizens access to the issues and institutional workings without necessarily masking the truth. Institutions should offer simple tools, like information cards on every major dossier on the European agenda. They would provide timelines for the debates and the ins and outs of the questions being raised and should be available on the Internet. They should be updated regularly and translated into all the languages of the Union. These documents would restore an "ethic of European discussion".

Direct citizen involvement in the debate, called "participatory democracy", opens a new door to completing the "conventional" instruments of European

democracy. Citizen gatherings encourage learning about European citizenship, but should not aim to replace decision-making by elected officials. Their purpose is to enrich the debates before the decisions are made by the elected representatives. This type of citizen consultation should be offered more regularly.

EUROPEAN LAW IN EVERYDAY LIFE

The law framing the single market works well. Most professionals in this sector are familiar with it, but the situation is different for aspects that affect the daily lives of citizens.

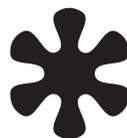
As the saying goes, ignorance of the law is no excuse. By association, ignorance of European law and its consequences with regard to duties and rights is no excuse. Instead, a large portion of the population is not even aware of the legislation that the twenty-seven Member States have established together.

The European legislative process is very diverse, it [has] regulations, directives and decisions that do not all have the same legal scope. The Treaties classify them as follows: a regulation has a general scope, it is mandatory and directly enforceable in all the Member States; a directive is mandatory in terms of the outcome to achieve, but Member States can choose how to implement it; a decision must be enforced in its entirety, but only for those for whom it is written.

DRAFTING COMMUNITY LEGISLATION

For European legislation to be enforceable in a Member State, it is most often up to the national Parliament to implement it in its legislation. Implementation in national law is obligatory, but in some cases Member States can amend them. It is during this critical stage that we notice policy decisions sometimes get in the way of the correct implementation or application of Community texts.

The European Commission is the guardian of the Treaties, but the national, regional and local administrations are responsible for enforcing and seeing that the laws are being respected by citizens. Yet, at the European level they are conceived too far from citizens. Thus, since 1971 there have been regulations governing social security (household allocations, reimbursement of medical expenses, retirement, European health card, etc.). Another example is the mutual recognition of diplomas and education. Education was taken on very early in the construction of the Community, but it nonetheless still endures many disparities (medicine, teaching) despite the process gaining momentum. Some areas are even more complex. For example, family law (right to marry, right to transfer property, inheritance rights, etc.) remains an exclusively national domain in spite of the Member States showing an increased desire to work on it together.



Workshop organised by:

CCI Lyon

(CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY OF LYON)

Mouvement

Européen – France

/ECAS

(EUROPEAN CITIZEN ACTION SERVICE)

With:

Enzo Moavero

Milanesi

JUDGE AT THE EUROPEAN COURT OF JUSTICE

Alain Lamassoure

EUROPEAN DEPUTY (PPE-DE)

Claire Damilano

ECAS

Anne Houtman

DIRECTOR AT THE EUROPEAN COMMISSION DIRECTORATE GENERAL "ENERGY AND TRANSPORT"

Guy Mathiolon

PRESIDENT OF THE CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY OF LYON

Henri Oberdorff

UNIVERSITY PROFESSOR, HONORARY DIRECTOR OF IEP GRENOBLE

Christian Philip

PROFESSOR OF LAW, LYON 3

Pierre Jamet

GENERAL DIRECTOR OF THE GENERAL COUNCIL OF RHÔNE

INFORMATION ON EUROPEAN LAW

Access to European legislation is largely done by Internet these days, which provides all the Community texts. But some sources of information are not very well known, for example the SOLVIT network. This service gives citizens an opportunity to submit a query about the single market and receive an answer within a few days (ten weeks maximum). Only three queries are made in France per week, which is not many, but for the time being a single civil servant (for France) would not be able to meet a high demand within the time limits.

There are other resources to consult for information on rights and duties, for example the ECAS network answers citizens' questions within seventy-two hours or directs them to the relevant sources.

THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (CJEC), AN INSTRUMENT FOR LAW ENFORCEMENT

The European Union is a community of laws as intended by the Founding Fathers. Its strength nowadays comes from the fact that the rules apply to everyone.

The Court of Justice plays a major role in enforcing and interpreting Community legislation. There are various means of ensuring this law is applied fairly. National judges can and/or must consult the CJEC for information on its exact interpretation. The Court of Justice also checks that Member States are following Community law and can revoke any act made by a national institution. Citizens can also call upon a European mediator or go directly to the court of first instance or the European Court of Human Rights to ensure their rights are being protected.

Case law is crucial in that it influences decisions and causes Community policies to evolve. In this sense, it is one of the drivers of European integration.

European law is a fundamental achievement of the European Union. Its correct application makes the Union a unique and influential model for the entire world. Unfortunately, after more than fifty years, it is still little known even though it is used on a daily basis not only at the national institutional level but also by those it was intended for: citizens.

PROPOSALS

Citizens need to be better informed on legislation and the European decision-making process. That also means making them aware that they can influence institutions via associations, civil society, lobbies, national and regional representatives, etc.

- **Citizens should be in a better position given the opportunities for recourse that are provided by European jurisdictional bodies.**
- **It is imperative that we remember European law must first serve citizens and that it has the power to resolve real issues that affect their daily lives. European law could also encourage European people to improve their understanding of the European concept.**

EUROPEAN CITIZENSHIP: HOW DO WE MAKE SURE NO ONE FALLS THROUGH THE CRACKS?

People living in poverty, disadvantaged youths, rural populations, alienated minorities – feeling like a second-class citizen happens in every EU member country. Given that Europe is a political community under construction, how do we make sure European citizenship does not reinforce the sense of exclusion these populations feel? Can it help revive a feeling of belonging and integration for citizens being affected by stark inequalities or who are alienated from institutions? How can we make sure European citizenship does not reproduce the national exclusionary systems and ensure equal rights are respected when citizens are violated?

Referendum campaigns have provided an opportunity to voice a feeling that the rift between European institutions and citizens is growing. Alienated populations are especially aware of this gap. Yet, EU institutions provide the means to fight against discrimination by helping improve the rights of the populations being discriminated against. Much work is being done, for example, on discrimination against women (255 million in Europe) who are victims of extreme inequalities in terms of access to managerial positions and jobs and to economic independence. They are victims of violence or, regardless of their views on motherhood, are seeing their “right to choose” being challenged (abortion, the decision whether to have children).

EUROPEAN ACTION LIMITED IN ANTI-EXCLUSIONARY CONTEST

The largest minority group in Europe, the Romanies have also found the EU to be a place to voice their demands. In effect, apart from the stigmatisation they endure, they are clearly not treated equally compared to the rest of the population. For example, in Romania 63% of Romanies do not have health insurance versus an average of 10% to 15% of the rest of the population. Furthermore, 36% of Romany settlements do not have access to running water versus 10% of the rest of the population. Similar situations have also been noticed in France, Italy and Greece (i.e. violation of the Besson law on welcoming itinerant peoples). The plight of the Romanies shows that Europe needs to take action to protect minority rights. Despite this admission, Member States continue not to grant Romanies the same rights as national non-Romany citizens. Some States in the European Union do grant specific rights to minorities, for example Sweden and Finland with the Charter of Regional and Minority Languages. Sweden has gone a step further by recognising the Roma as a national minority.

On the other hand, social policies remain a State privilege and the States do not consider these issues to be European concerns; their views on the matter vary



Workshop organised by:

UNIOPSS

(NATIONAL INTERFEDERAL UNION OF PRIVATE HEALTH AND SOCIAL ORGANISATIONS)

Fondation Armée du Salut

(SALVATION ARMY FOUNDATION)

MSA

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (AGRICULTURAL HEALTH INSURANCE ORGANISATION)

Secours catholique

(CATHOLIC RELIEF SERVICES)

URIOPSS

(REGIONAL INTERFEDERAL UNION OF PRIVATE HEALTH AND SOCIAL ORGANISATIONS)

With:

Martin Hirsch

HIGH COMMISSIONER OF ACTIVE PARTNERSHIPS AGAINST POVERTY

Jean-Luc

Bennhamias
MEP

Tanguy van

Loqueren

PROJECT DIRECTOR
“PANEL OF EUROPEAN CITIZENS FOR THE FUTURE OF RURAL AREAS”, FOUNDATION FOR FUTURE GENERATIONS

Gisèle Halimi

WRITER, PRESIDENT OF THE “CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES” (“CHOOSE THE CAUSE OF WOMEN”) MOVEMENT

Marc Jacques

FRENCH DELEGATE TO THE 7TH EUROPEAN CONFERENCE ON PEOPLE LIVING IN POVERTY (EAPN FRANCE DELEGATION)

Mihai Nzascu

DIRECTOR OF “AMARE RROMENTZA”, A ROMANIAN ASSOCIATION WORKING FOR THE INCLUSION OF ROMANIES IN ROMANIA AND EUROPEAN CITIZENSHIP

greatly. Therefore, the Union does not have authority over social issues. Nevertheless, there are European initiatives, such as the "European Conference on People Living in Poverty". These forums are opportunities to discuss the areas of social policy that are not yet shared by all the member countries, such as minimum wage, access to employment, services (which are the three pillars of "active inclusion", a true policy of social integration through employment) and the fight against unhygienic conditions. Note that the Lisbon Treaty makes provisions for establishing people's initiative instruments and the citizens' petition, which will thus spur joint action in the social arena.

SENSITISING EUROPE TO ALIENATED CITIZENS

Many Europe-wide initiatives are being led to help alienated people, often through the work of associations. They encourage exchanges among alienated citizens from different Member States and let them participate without going through a representative body. This direct involvement makes it possible to become part of the system and understand the importance of taking joint action. In addition to the assistance Europe provides via work done by civil society on the ground, they provide a way to help, inform and sensitise these populations to the European scope of their citizenship.

The EU is providing new opportunities for the fight against exclusion and discrimination. The populations being affected have expressed great expectations, but for the time being its authority in the matter remains very limited.

A FEW PROPOSALS FOR BUILDING EGALITARIAN EUROPEAN CITIZENSHIP

- **For women's rights, Gisèle Halimi suggests a "clause on European women with the most advantages". The premise is to identify the most advanced legislation in the member countries on women's rights and incorporate the best national provisions in a European legislative mix.**
- **Education could improve the integration of minorities in Europe. The EU would have to encourage Member States to use an intercultural approach in early childhood education. It should promote mobility programmes run separate from the family structure, outside the native country, focused on a pathway to European citizenship. This would give participants a feeling of belonging to the EU and of active citizenship.**
- **A suitable Community budget should be dedicated to managing immigration inside and outside the Community.**
- **In terms of designing social policies, the EU should encourage consultations with people living in poverty or who are being alienated prior to holding institutional discussions so their experience can inform the debates. The debates of the Council of Ministers should be more transparent and public, so the decisions made on social issues are better understood, which would prevent the decisions from appearing incomprehensible (i.e. Working Time Directive).**

EUROPE ON THE INTERNET

Cross-border media that facilitates dialogue and discussion, the Internet seems to reflect a European Union that encourages its people and ideas to circulate freely. For members of the "Erasmus generation" who have grown up with the Web, talking online with someone at the other side of Europe has become second nature.

But can we thereby say that the Internet is spurring the emergence of a European "public space"? In the particularly lively online debate that took place during the French referendum on the European Constitution, other Europeans had a hard time making themselves heard. Was it simply a question of circumstances or a sign of a deeper problem with holding a truly European debate?

Using the Internet in the European public space raises several questions: Which political topics are likely to trigger a Europe-wide online mobilisation? What tools would be used for this type of mobilisation (blogs, communities, round tables)? How do European public authorities see the evolution of using the Internet for political purposes?

A GLORIFIED NATIONAL PUBLIC SPACE?

The existence of a European public space is often criticised as being a "glorified national public space" and its significance is downplayed. The major headlines and television programmes actually have a limited audience and they mostly work from the top down.

THE INTERNET: GREAT TOOL FOR DISCUSSION, CONTROVERSY AND INFORMATION

The Internet could give rise to a great meeting of the minds. However, the importance of public debate online, which is often done by a small group of very active and politically-minded citizens, has to be reaffirmed. Furthermore, the Internet is peer-oriented, organised into communities and according to fields of interest. It is rare that the general public truly engages in a discussion, like that which happened in 2005 with the European Constitution Treaty, when the Internet acted as an arena for a real political battle. At that time, citizens were disturbed by the media's one-track mind and found different information online; it offered differing opinions and allowed them to hold an in-depth discussion.

A SOMEWHAT LIMITED PUBLIC DEBATE

While the cost of admission to the Internet is low, the cost of visibility is high. Anyone can create a blog and network their thoughts, but hardly any of them manage to reach a wide audience. Communities often have trouble interacting with each other. This is especially felt with the continuing divide between the "yays" and the "nays" that started with the 2005 referendum; the two communities have a hard time holding a constructive dialogue.



Workshop organised by:

**Toute l'Europe/
Euractiv.fr/Café
Babel/Taurillon/
Euros du village**

*Round table
organised by:*

Véronique Auger
JOURNALIST AT FRANCE 3

With:

Benoît Thieulin
DIRECTOR OF
NETSCOUADE

Dominique Reynié
POLITICAL SCIENTIST,
CO-ORDINATOR OF THE
PUBLICATION "L'OPINION
EUROPÉENNE EN 2008"

Fernando Navarro
HEAD OF THE POLITICAL
SECTION OF CAFÉ BABEL

THE INTERNET: A VENUE FOR COMPARING IDEAS AND POLITICISING THE EUROPEAN DEBATE

The Internet has taken over the arenas for debate among peers, which had previously been the role of churches, trade unions and political parties. It is a medium that sparks a meeting of the minds, a meeting that is sorely lacking in Europe these days. Until now, Europe was using the consensus method, but nowadays there has to be more controversy, a real pitting of ideas and programmes against each other. There must be no fear of fuelling the Europe-wide "political saga", of personalising the debate. The EU Debate project is a good example because it asks candidates in the 2009 European elections to commit to policies they are prepared to support. There are two ways to start politicising the European debate: encourage the emergence of transnational networks and look to political parties to organise at European level. Moreover, for a Europe-wide online debate to mobilise a wide audience, it has to be conveyed through the "conventional" media and be based on clear objectives. For example, European elections or a potential European referendum.

Can the Europeans talk about common topics? There is already a transnational debate (war in Iraq, mobilisation of fishermen, workers from all over Europe protesting before European institutions) and this debate could be fuelled by projects that are going on right now. For example, the Bologna Process, which aims to set up diverse national university systems within a common framework, is causing concerns and could lead to mobilising universities all over Europe and, in turn, probably on the Internet.

When will we move from a public arena for protest to a public arena for policy proposals? This is why petitions are circulating online, like *Who's your candidate* or *Females in Front*. There are many examples of constructive political actions under-way that include all of Europe.

The Internet does not seem to be a solution for creating a European public arena, but it does provide undeniable resources for information and expression. It provides the resources for democratising the debate and sparking discussions, it lets people create content, post comments and offer criticism on the subject at hand.

THE HUMAN EXCHANGES TO DEVELOP

In creating the domestic market, the European Union allows its citizens to circulate freely. This is a fundamental pillar of European citizenship; it enables an exchange between the populations in the different Member States. By means of the mobility of young people (Erasmus and Leonardo programmes, European Voluntary Service, etc.) and the growing mix of European cultures, Europe is being experienced on the ground.

These debates revealed there are deficiencies and areas where exchanges need to be established within the EU: sports as a factor in a true European identity; increased consideration for civil society, urban youth and populations in the city suburbs; development of exchanges on scientific research and training in the health sector. European citizenship cannot be fully realised until all these aspects of mobility are considered and developed and citizens are given the means to exchange ideas.

MOBILITY OF YOUNG PEOPLE: BEYOND THE GOOD INTENTIONS OF EUROPEAN CITIZENSHIP

Promoting mobility means promoting "citizen Europe" as a project that makes creating a feeling of belonging inseparable from the everyday tangible benefits. It is a way to later acquiring extremely valuable skills. European countries, like England, do not have the same prejudices towards certain populations as does France. So, young people from the suburbs could more easily find a qualifying work placement. One way would be to encourage mobility for young people who are failing and send them to States where they would have better opportunities to start their careers and combining this mobility with a brief training course in that country. Mobility for apprentices also has to be encouraged, as does increased mobility among occupational fields and in continuing education.

Mobility should be more visible and more accessible for socio-economic classes for whom Europe is not an obvious option. To promote employability



Workshop organised by:
Groupe des Belles Feuilles/Rhône-Alpes Region/Parlement européen des Jeunes
(EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT)

Les Jeunes Européens
(YOUNG EUROPEANS)

Ligue de l'enseignement
(TEACHING LEAGUE)

AEDE
(EUROPEAN ASSOCIATION OF TEACHERS)

CGI/Cercle des Européens
(CIRCLE OF EUROPEANS)

MRJC
(MOVEMENT OF RURAL CHRISTIAN YOUTH)

With:

Guillaume Klossa
ADVISER TO THE SECRETARY OF STATE FOR EUROPEAN AFFAIRS

Pascal Lejeune
DIRECTOR OF CITIZENSHIP UNITY, EUROPEAN COMMISSION

Annick Fortin
DIRECTOR OF THE APPRENTICE TRAINING CENTRE AT THE CCIP

Farida Boudaoud
REGIONAL ADVISER ON APPRENTICESHIP

Bernard Manhes
PRESIDENT OF THE FRENCH CONFEDERATION OF INTERCOMPANY TRADE

Sébastien Thierry
PROJECT MANAGER AT THE FOUNDATION OF EUROPEAN REGIONS FOR RESEARCH IN EDUCATION AND TRAINING

Xavier Tocco
APPRENTICE COOK AT CARRÉ DES FEUILLANTS, APPRENTICED IN GREAT BRITAIN

among young people, mobility has to be a factor in bringing higher education and the working world closer, by using it to encourage links with the professional sector.

ERASMUS, LEONARDO: MOVING TOWARDS A “GENERATION OF EUROPEANS”?

The Erasmus programme just celebrated its 20th anniversary and is an undeniable accomplishment for the European Union. By encouraging the emergence of values and a common identity via direct contact among young Europeans with different languages and cultures, mobility has become a custom for European students. The current goals are three billion Euro over seven years (2013) and 170,000 students. The Leonardo programme for professional training involves 100,000 young people.

But Europe is facing new challenges: creating a European arena for learning and research, jobs for young people, economic competitiveness and making the Union's regions appealing for companies and foreign talent. The Erasmus programme is too focused on the university to encourage the growth of real professional skills, too limited to give rise to a true “Europe generation”.

REGIONS AND COMPANIES: NEW DRIVERS OF MOBILITY

For many years, regions have been part of a process that applies these European policies and are mobilising their human and financial resources to create systems that suit their context and help with mobility within their area. The goal is to build a Europe of regions that is open to the world. For example, there are regional platforms for apprentice mobility. The Region of Rhône-Alpes puts 28 million Euro towards the mobility of young people. These youths, educated in national schools, also have to be made compatible with the needs of companies.

IMPROVING AND DEMOCRATISING MOBILITY PROGRAMMES: A MATTER OF URGENCY FOR THE EU

Access to mobility programmes needs to be made easier. The European declarations of Lisbon and Bologna provided media coverage for the stakes of the “intelligence war”. The offering of other existing mobility programmes is too scattered, not very well known and do not use the infrastructures the EU set up for Erasmus (Comenius, Leonardo da Vinci, SVE, Grundtvig, etc.). They provide a range of recipients (apprentices, job seekers, educators, trainers, etc.) support within the European training structure. Innovative programmes, such as Jeunesse en action (Youth in Action), are very instrumental in developing skills.

A “one-stop-shop for mobility in Europe” should be created. We have to move from a project mentality to a system mentality so mobility can be better structured, synergised. The European Commission advises improving interoperability in terms of volunteer civic service so young people can carry out their service in a different country from their own.

INCREASE FUNDING FOR MOBILITY

Currently, nine out of ten young people are not leaving home. They need to be offered better financial aid and training courses with job placement assistance. The Commission's programmes should be seen as examples for the Member States to follow. We cannot ask the European Commission to fund and manage the logistics of all student mobility activities. The Union's budget directions were recently set until 2013, which reduces, but doesn't eliminate, the breathing room and this could be built on cancelled commitment appropriations, for example. More direct involvement of companies in funding mobility with a view to professional integration would be a solution, if applicable, by reallocating a portion of compulsory expenditures for occupational training, which has not proved to be effective. Then, the States and regions could offer more aid for mobility out of the country - perhaps with a return clause - or into the country in sectors with a serious local imbalance. From this standpoint, the Rhône-Alpes region is an excellent example of an open European region.



Workshop organised by:
Débarquement Jeunes
 ("YOUTH LANDING")
Bouge ta ville, bouge l'Europe!
 (SHAKE UP YOUR TOWN, SHAKE UP EUROPE!)

Round table led by:
Édouard Pellet
 HEAD OF DIVERSITY AND COORDINATOR OF A POSITIVE ACTION PLAN FOR INTEGRATION, FRANCE TELEVISION GROUP

Mediator:
Stéphane Meterfi
 PRESIDENT OF DÉBARQUEMENT JEUNES

With:
Aziz Senni
 PRESIDENT DU FONDS BUSINESS ANGEL DES CITÉS (PRESIDENT OF CITY BUSINESS ANGELS FONDS)

Jean Hurstel
 PRESIDENT OF THE ASSOCIATION "BANLIEUES D'EUROPE"
 (EUROPEAN SUBURBS)

Damaris Smaa-Marchand
 PRESIDENT OF INITIATIVES DES FEMMES AFRICAINES DE FRANCE ET D'EUROPE (INITIATIVES OF WOMEN OF AFRICA IN FRANCE AND EUROPE)

Mohammed Mechmache
 PRESIDENT OF "AC LE FEU" UNABLE TO ATTEND BUT WHOSE POINTS OF VIEW WERE PUT FORWARD BY THE MEDIATOR)

EUROPE, THE FUTURE OF THE SUBURBS?

This workshop allowed us to highlight mediation work on the ground and the change of approach needed for a better consideration of citizens' and civil society's social, economic and cultural rights.

LACK OF CONSIDERATION OF URBAN CIVIL SOCIETY IN COMMUNITY INITIATIVE PROGRAMMES

The reinforcement of urban civil society's competences and capacities has not been taken into account in the objectives of the Community Initiative Programmes URBAN I and URBAN II (2000-2006), piloted by the Ministère de la Ville (town ministry), nor by the Délégation Interministérielle à la Ville (town interministerial delegation).

In France, suburbs are located outside the main town; this urban planning approach has created an "urban isolation" which results in cultural, social and sociological isolation. However, different approaches and methods do exist within the European Union; they appear to encourage better urban management as well as a better management of the social mix ("inner city" London or the working-class districts of Brussels city centre).

It is therefore imperative to establish, construct and open up a European, urban, civil dialogue in partnership with European institutions and the media.

We need to establish a new way of managing, in order to encourage directive and recommendation procedures, as well as exchanging good practice on a European level by ensuring:

- better visibility and a culture of results
- better coordination, efficiency and coherence of national policies and suburban plans

– better participation and representation of the stakeholders (NGOs, public and private investors, MPs, independent assessors and mediators on the ground)

We need to liberate urban youth; we need cohesion by encouraging dialogue between all generations and cultures across Europe.

EXISTING POLICIES AND THE DECISIVE ROLE OF ASSOCIATIONS

The PAPI plan (Plan d'Action Positive - positive action plan) is based on the implementation of European Commission recommendations in matters of "positive action", i.e. European political and cultural adaptation, drawn from the experience of American integration policies of "affirmative action". This plan aims to make the major founding principles of the States adaptable so as to deal with the estimated differences that exist in terms of rights and equality, as well as a better recognition of solidarity.

Furthermore, in France we need to leave behind the territorial approach of socio-economic and cultural questions. We need conformity in our national integration policy, with the objective of learning about European cultural diversity by all French citizens.

Associations need to improve their legal vigilance in matters of work rights, social rights and fundamental rights: e.g. in France, the adaptation of European directives in the struggle against discrimination (based on race or ethnical origins) prevents all forms of discrimination, in areas such as employment and work, based on religion, one's beliefs, disability, age or sexual orientation.

We need to strengthen the unity, the sharing of experiences as well as the human and financial resources of town district associations in order for them to have better access to, understand and benefit directly from the European Social Fund (ESF).

VITAL ROLE OF THE MEDIA

The media can anticipate and apply European legislation, promote education in diversity and ethnic and racial multiplicity, with the objective of investing, as a matter of priority, in communication and in people, rather than in infrastructures and other material investments.

PROPOSALS

- **Recognising the specific problems relating to these groups will be a prerequisite for European Union action in support of urban youth.**
- **Integration through work and the revival of the suburbs could be encouraged through a support policy for creation and development projects of small and medium-sized businesses that are already established in these zones.**
- **Stimulating the dialogue between urban youth groups and representatives of law and order.**
- **Involving the suburbs in existing European networks and improving access to and the visibility of community youth programmes in the suburbs.**

SPORTS AND EUROPEAN CITIZENSHIP

Sport can be a great vehicle and support for showing our belonging to a community. If sport creates this sense of belonging on a local, regional or national level, it fails on a European Community level. This workshop explored the steps needed to be taken in order to encourage the materialisation of a European identity across sport; it also put forward a few proposals relating to it.

NECESSARY RECOGNITION OF SPORT AS AN AREA OF STRENGTH FOR THE EUROPEAN COMMUNITY

For a long time Europe has considered sport as an area of competence, as a tool promoting European citizenship (Adonnino report, 1985). In 1998, the definition of a "European sporting model" noted the same logic: encourage a coherent sports system at a European level, whose social, educational or "creating-a-sense-of-belonging" roles will help build European citizenship.

The White Book on sport, published by the European Commission in July 2007, perfectly summarises the place that sport should hold with this aim in view. In addition, the Treaty of Lisbon is the first European treaty to make reference to sport as an area of strength for the European Union.

And yet actions already in place to make sport a way in which to promote European citizenship remain far too specific to be efficient. In fact there are so many paradoxes in sport. There is a local and national identification in sporting disciplines, but not supranational. In addition, when European competitions are held there is a discrepancy between the European Union boundaries and the boundaries of the competition. For example, during Euro 2008, the Russian and Turkish national teams took part, even though the two countries do not figure among the 27 Member States.

The Bosman ruling allows for the free movement of sports professionals and has made sport, in general, and particularly football, the most European of social and cultural activities, in allowing football clubs to have players of all nationalities in their teams. Even so, sports clubs are now complaining of a certain loss of identity and are campaigning for a more restrictive ruling in terms of nationality (FIFA's "6+5" rule, UEFA's "Home Grown Player" rule etc.).

SPORT – AN EFFECTIVE MEANS OF EDUCATION AND SOCIAL INTEGRATION

Sport is recognised by everyone as one of the most effective means of education and integration. Moreover, there was a veritable dialogue between community institutions (Commission, Parliament) and sports representatives and there was a consensus around the idea that sport is indeed one of the most effective tools of European social integration. Access to sport should be an absolute right for every European citizen; race, skin colour, nationality, religion or sexual orientation should not be an issue. The European Parliament therefore fights for the possibility to share out certain European social funds for educational projects on the field.



Workshop organised by:

**Agence pour
l'Éducation par le
Sport**

(SPORT EDUCATION
AGENCY)

**Mouvement
Européen – France/
Sport et Citoyenneté**
(SPORT AND CITIZENSHIP)

Round table led by:

Philippe Doucet
JOURNALIST, CANAL+

With:

Thierry Philip
DISTRICT MAYOR, LYONS
AND VICE-PRESIDENT FOR
HEALTH AND SPORT FOR
THE RHÔNE-ALPES
REGION

Andrzej Rogulski
EUROPEAN COMMISSION,
SPORTS UNIT OF THE
DIRECTORATE GENERAL
"EDUCATION AND
CULTURE"

Jonathan Hill
DIRECTOR OF UEFA'S
BRUSSELS OFFICES

**Marie-Claire
Restoux-Gasset**
OLYMPIC JUDO CHAMPION
(1996), FORMER ADVISOR
TO FORMER FRENCH
PRESIDENT OF THE
REPUBLIC, JACQUES
CHIRAC

Emine Bozkurt
MEP

Colin Miège
MEMBER OF THE
SCIENTIFIC COMMITTEE
OF SPORT AND
CITIZENSHIP

For if sport suffers from problems resulting from race and violence, it is also a device for fighting against these scourges. Sport is a unifier because it affects the whole world. Each actor in sport has a role to play. European citizenship should be developed through sport, for sport and around sport.

To promote the efficiency of sport as a means of education, a solution would be, for example, to include a visit to a European country as a compulsory module in teacher training courses. The Erasmus programme could also be used to encourage exchanges between young sportsmen, sportswomen and sports teachers.

PROPOSALS

Essential management of supporter federations and clubs at European level.

It is imperative to make supporters understand that they need to respect their opponents; we need to create a sense of "fair play" in the sporting environment. Club supporters could maybe play a role in welcoming the supporters of the rival team.

We also need to redefine the role of sports federations in promoting European citizenship.

A genuinely "European" sport's image at a global level?

So as to give more weight to European sport another important aspect would be to involve more sports clubs in European twinning activities, or even to establish twinning directly between the clubs.

We also need to consider inter-continental championships so that Europe is represented in sport at a global level; this would improve recognition of European identity. In addition, during major championships or the Olympic Games, medals won by European Union Member States could be counted together.

The need to create a global support programme for sport through the European Commission.

Amateur sport, the core of sports training, does not benefit from any permanent financing. The sports industry, whilst relying on amateur sport, does not provide enough support, despite a few encouraging initiatives in particular Educafoot, a partnership between FC Barcelona and UNICEF.

A comprehensive European programme would group together all sport-related programmes such as PROGRESS programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (an integrated action programme of life-long learning in education and training), Jeunesse en action (programme of youth in action) or "l'Europe pour les citoyens" (Europe for its citizens) etc. This would help in knowing what actions are being carried out as well as the approaches being taken by the actors in sport. Today there is no specific budget allocated to sport and possibilities of European Union finance remain very limited.

In conclusion, sports projects should be taken into account within European social projects and programmes.

EUROPE AND HEALTH

A daily preoccupation for the general public, health is an area in which Europe has significant progress to make. The European Union, often perceived as a theoretical structure, has not yet been able to establish real European cooperation in this domain. Despite the existence of the European Health Card, sizeable disparities between the Member States impedes the potential for real accomplishments in such fields as research or medical cover.

THE IMPORTANCE OF RESEARCH

The need to create a European medical research network is not a debate but should be obvious. This network could eventually become a European network of excellence, incorporating everyone's talents, knowledge and know-how. The "original cell" question is a flagrant example of the necessity for European cooperation in medical matters. Indeed, it offers incredible opportunities for establishing not only national, but European research programmes, which will allow us to concentrate and combine our efforts. Whilst these cooperations bring about commercial and economic benefits, they equally raise major ethical questions, which the diversity of Member State legislation fails to answer.

French Presidency is very keen to make the fight against Alzheimer disease a priority for the European Union. There is already a research centre in this field, and it would provide a good base for the creation of a European network to allow research to advance more rapidly.

MOBILITY OF STUDENTS AND MEDICAL TRAINING

There are still an insufficient number of medical students to benefit from the exchange system established by universities. The mobility of students is, however, indispensable in the creation of a place of common knowledge. It is therefore imperative to encourage students to move around and to help them to do so. We also need to resolve the problem of "transfer of credits" which remains difficult to obtain once the students return. For the moment, medical faculties have not yet adapted to the new European "LMD" scheme ("licence, master, doctorate" or "first Degree, Masters, Doctorate" scheme) and therefore need to make an effort to conform to this new model. Training is also too disparate, just like that for nurses and the career of midwife which does not even exist in all Member States. At the end of their studies, it is important to help doctors relocate to other Member countries; this emphasises the freedom of movement and the freedom for them to live in another Member State, which form one of the principles of the Common Market. Encouraging the mobility of medical students and harmonising courses are the steps needed to achieve excellence.

NEW TECHNOLOGIES HELPING THE HEALTH

Today, digital technologies are indispensable to medicine. A European action plan was launched in 2007 entitled "Ageing Well in the Information Society", its objective



Workshop organised by:
**Département
du Rhône**
(RHÔNE COUNTY)
**Mouvement
Européen France**

With:
**Margaret
Buckingham**
DIRECTOR OF RESEARCH
AT THE NATIONAL CENTRE
FOR SCIENTIFIC
RESEARCH, PROFESSOR AT
THE PASTEUR INSTITUTE,
MEMBER OF THE
ACADEMY OF SCIENCE

Detlev Ganten
DIRECTOR OF CHARITÉ
(UNIVERSITY MEDICINE),
BERLIN, VICE-PRESIDENT
OF THE ACADEMY OF
SCIENCE, BERLIN-
BRANDENBURG, MEMBER
OF THE NATIONAL
COMMISSION OF GERMAN
ETHICS.

François Jourdan
DIRECTOR OF LYONS
FEDERAL INSTITUTE OF
NEUROSCIENCE

Joël Ménard
PROFESSOR OF PUBLIC
HEALTH UNIVERSITY
PARIS-DESCARTES,
SPECIALIST IN CARDIO-
VASCULAR ILLNESSES,
FORMER DIRECTOR
GENERAL OF HEALTH

Philippe Meyer
EMERITUS PROFESSOR AT
THE UNIVERSITY RENÉ
DESCARTES, ASSOCIATE
PROFESSOR AT THE MAX-
DELBRÜCK CENTRE OF
MOLECULAR MEDICINE AT
BERLIN-BUCH, GERMANY,
MEMBER OF THE
ACADEMY OF SCIENCE

Vincent Rialle
ASSOCIATE PROFESSOR,
HOSPITAL DOCTOR AT
GRENOBLE UNIVERSITY

Amin Turki
ENS

Yves-Armel Martin
DIRECTOR OF THE PROJECT
"TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION", RHÔNE
COUNTY



Workshop organised by:

Département du Rhône

RHÔNE COUNTY

Musée des

Confluences

CONFLUENCE MUSEUM

Musée des

civilisations de

l'Europe et de la

Méditerranée

MUSEUM OF EUROPEAN

AND MEDITERRANEAN

CIVILISATIONS

Musée de l'Europe

MUSEUM OF EUROPE

With:

Michel Côté

DIRECTOR OF THE
CONFLUENCE MUSEUM,
LYONS

Michel Colardelle

EUROPEAN
MEDITERRANEAN
MUSEUM OF MARSEILLE

Michael Creek

EC SITE, THE EUROPEAN
NETWORK FOR SCIENCE
CENTRES & MUSEUMS

Benoît Remiche

MUSEUM OF EUROPE IN
BRUXELLES

Michel Guillou

CHAIR OF FRANCOFONIE
AND GLOBALISATION

Christian Philip

PERSONAL
REPRESENTATIVE OF THE
PRESIDENT OF THE
REPUBLIC FOR
FRANCOFONIE

Georges Kepenekian

ASSISTANT OF CULTURE
AND HERITAGE OF THE
CITY OF LYONS

being to improve the quality of life of older people, their family and their carers. The use of new technologies helps the durability of resources but also has important commercial and financial implications.

This is about making new technologies available to people. Old people, losing their independence, could thus be assisted by robots and machines in their daily lives, and stay living in their own homes for as long as possible. As Europe is confronted by an ageing population, such initiatives are welcome and could be adopted at a European level bearing in mind ethical questions which are continually raised.

Health in Europe is still in its early stages, and will need considerable improvement in the coming years. The needs and demands are many, and the political will- ingness, although recent, needs to be ever more present.

PROPOSALS

- **Develop a European network of excellence in matters of medical research, notably through the 7th Framework Programme for Research and Technological Development which, for the period 2007-2013, will grant 6.1 billion Euro.**
- **Harmonise medical training and improve the mobility of students.**
- **Improve financing for new technologies that not only benefit medical practice but equally assist patient comfort.**

NO EUROPEAN CITIZENSHIP WITHOUT CULTURE

Today, questions of European identity, not only in respect of cultural diversity, but also in the creation of a common heritage, are essential in developing European construction.

Indeed, participation in political life is closely linked to the feeling of belonging to the community that it involves. By opening Europe up to Central and Eastern countries, the European Union today offers a broad, rich, cultural, linguistic and historic future to its citizens. But how can we promote the cherished European motto of "unity in diversity", without falling into heterogeneity or the dissolution of identity? From what reference points can a common, cultural heritage be built through which Europeans will recognise themselves?

TIME FOR AN IDENTITY QUEST

Despite the difficulty in precisely defining the cultural and political limits of the Union, European construction cannot be content with only economic links. Simply considered as the administrative capital of Europe, Brussels is perceived as a sequence of offices and conference centres with no soul. European identity, inspired

by common values and routine habits, is the missing link in a Europe already forged by the economy and law, so that citizens, from all four corners of Europe, understand the sense and pertinence of this common administrative and political entity.

CULTURAL AND LINGUISTIC VIVACITY, THE RICHNESS OF EUROPE

Heritage, which brings us together, is equally a way in which to communicate the European project to new generations. The European Union is not synonymous with uniqueness. Unfortunately many citizens fear that it will lead to the loss of their identity. However, the single Market does not create a single society and neither does it erase the differences of world perception or economic models.

These apprehensions are paradoxical, since according to UNESCO the cultural diversity of Europe is a veritable richness and a characteristic element of 20th Century globalisation. It is an example that Europe can give to today's world. The Union and its Member States have to find a way to adopt a voluntarist policy that will differentiate itself from the tendency to turn cultural products into marketing objects. But we have to acknowledge that Member States do change their communication methods, just like the French Presidency of the European Union that has included a European cultural season in its programme.

WHAT SUPPORTS ARE THERE FOR EUROPEAN CULTURE?

How can we facilitate the emergence and understanding of European identity amongst citizens? A museum would precisely reflect our shared knowledge and perceptions through informative, pedagogic and even playful mediums. But the idea of a museum in Brussels remains unlikely.

For the first time, the 2008 exhibition "I love Europe" tried to show the value of the steps undertaken by Europeans since 1957, by showing the history of daily life of the Europeans in parallel to the history of the construction of Europe. The exhibition had the advantage of being shown both within and outside of Europe.

The world of culture (museum, cinema, theatre, music ...) adds to the number of projects of European importance but unfortunately they remain little known by the general public to be able to contribute, as much as they should, to the construction of European identity.

THE IMPORTANCE OF EUROPEAN CAPITALS OF CULTURE

It is at the end of a long process that selected cities are named European Cities of Culture. Since the last enlargement of Europe, this procedure selects two Union countries, often geographically opposed (2009 Austria/Lithuania; 2017 Denmark/Cyprus). From time to time it happens that cities outside the Union can submit an entry: examples being Stavanger (Norway), European City of Culture 2008 alongside Liverpool (UK), and Istanbul (Turkey) jointly with Essen (Germany) and Pecs (Hungary) in 2010. To secure the title of European City of Culture, the cities launch a veritable promotional campaign highlighting their qualities, with the aim of being selected.

The European cities are a reflection of cultural diversity. This initiative thus allows citizens to go and experience other cultures. In 2013 the honour is that of France and Slovakia. Bordeaux, Marseilles, Toulouse and Lyons were the last 4 finalists competing for France; in the end it was the Phocceene city of Marseilles that was selected and will carry the title, 9 years after Lille.

PROPOSALS

- **Improve the profile of the cities chosen as European Cities of Culture, so that their cultural influence is known beyond their national boundaries.**
- **Enhance the promotion of culture as a vehicle of European identity especially in regional cooperation programmes where, at times, it remains too marginal.**
- **Develop the possibilities of creating museum networking, and creating a veritable permanent European museum with satellites in the Member States.**



Workshop organised by:

AFCCRE

(ASSOCIATION FRANÇAISE
DU CONSEIL DES
COMMUNES ET RÉGIONS
D'EUROPE (FRENCH
ASSOCIATION OF THE
COUNCIL OF EUROPEAN
MUNICIPALITIES AND
REGIONS))

**Europe direct/
Rhône-Alpes Region/
Conseil syndical
interrégional**

Arc Lémanique

(INTERREGIONAL TRADE
UNION COUNCIL OF ARC
LÉMANIQUE)

With:

François Boissac

ASSISTANT DIRECTOR,
EUROPEAN MANAGEMENT
OF INTERNATIONAL
RELATIONS AND
COOPERATION OF THE
RHÔNE-ALPES REGION

Patrick Curtaud

DEPUTY MAYOR,
RESPONSIBLE FOR
VIENNE'S INTERNATIONAL
RELATIONS

Alain Réguillon

DIRECTOR OF RELAIS
EUROPE DIRECT IN
RHÔNE-ALPES REGION

Louis Le Pensec

PRESIDENT OF AFCCRE

Christian Juyaux

PRESIDENT CSI (CENTRE
SOCIAL INTERCOMMUNAL -
INTERTOWN SOCIAL
CENTRE) ALPES ARC
LÉMANIQUE

Kurt Regolzt

VICE-PRESIDENT OF CSI
ALPES ARC LÉMANIQUE

EXCHANGING, WORKING TOGETHER, MOVING: EXPERIENCE EUROPE ON THE GROUND

The European Union must once again get over the hurdle of its citizens adapting to European projects; opinion polls and the news prove it; they reveal that Europe is faced with national reactions and sometimes even nationalistic recoil. For a long time remaining the prerogative of the States, the definition of a European project could also be made directly by its citizens as they live it, see it and practice it on the ground. Towns that have become involved with twinning activities have taken up the challenge, that in encouraging their fellow citizens to travel around Europe, meeting people, socialising with and talking to them, they will become more interested in Europe. At the moment 4,000 French cities, towns and villages are twinned with some 6,000 European partners.

SYNERGIES BETWEEN EUROPEAN TOWNS, COUNTIES AND REGIONS

Twinning between European towns generates dynamics and promotes solidarities between them. This is how *Rencontres internationales* (international encounters), organised in the town of Vienne (county of Isère), brought together representatives of twelve partner towns so as to establish the role and the importance of local authorities in European development. Within each of the towns they also put cooperation projects into place in several domains: culture, youth, heritage, local governance.

Counties and regions are also very active in European cooperation; they have set up numerous networks and work communities. For example, the Euroregion of

Alpes-Méditerranée regroups the regions of Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Ligurie, Piémont and Vallée d'Aoste. This Franco-Italian inter-regional understanding aims to establish itself under the form of a European Grouping of Territorial Cooperation (EGTC). Its aim is to implement concerted and coordinated actions around issues that are vital for this geographic area: accessibility of transport, research and innovation, environment and risk prevention, quality of life and sustainable development, culture and tourism, education and training. With a communal office in Brussels, this Euroregion, in its role as an EGTC, will have increased capacity to raise European funds in common areas of interest in which it has chosen to get involved.

PROPOSAL

Twinning initiatives receive financial support from the European Union. The programme “Europe for its citizens” aims to encourage exchanges and debate on European questions of interest. The panel contributors drew attention to the need to simplify administrative procedures for subsidies from the European Commission so as to make this task more straightforward for association volunteers who often use them.

COOPERATION TO LOCALLY REGULATE GLOBALISATION

Exchanges and cooperation are sources of learning and tools for local development; they are also a suitable way to respond to questions that rise from increased mobility. The mobility of manpower grows with globalisation, which brings about movements of working populations, whether originating from poorer countries or not, towards major areas of employment. This transnational mobility transforms the world of work in developed economies and generates major disparities between territories, sometimes increasing social dumping which can be detrimental to the populations affected by it.

These developments encourage the creation of directives negotiated between local, political, economic and social actors. This is how, in Europe, organisations such as the Conseils Syndicaux Interrégionaux des zones transfrontalières (inter-region trade union councils of transborder zones) endeavour to obtain agreements relating to the mobility of workers in transnational companies. On a European level these groups put forward their cases through the International Trade Union Confederation (ITUC). They also act on an international level with the purpose of obtaining respectful work norms of fundamental rights, applicable in all countries.

RESPONSIBILITIES TO EXERCISE

During the 1950s, European political decision-makers' primary responsibility was to establish lasting peace on the continent. In the 1980s, the challenge was to integrate the new democracies of Southern Europe; in the 1990s, to reunite a continent separated by an iron curtain. What responsibilities will the Union have to assume at the start of this 21st Century?

On a global scale, the European Union has to take up several issues including sustainable development. Institutional Europe, at the forefront in this domain, has become the leader in international negotiations. This step is crucial at a time when globalisation of trade blames the lack of regulation, yet has still to be generalised and strengthened within business. Today, on a regional level, the migratory question remains, more than ever, a major challenge for the EU. Furthermore, the EU needs to establish its cooperation objectives with its immediate neighbours. But European construction remains in itself a challenge to be taken up and a project to be passed to new generations.



Workshop organised by:

ARRI

(ASSOCIATIONS RÉALITÉS
ET RELATIONS
INTERNATIONALES –
REALITIES AND
INTERNATIONAL
RELATIONS ASSOCIATIONS)

Rhône-Alpes Region

/Euractiv.fr

(A PUBLICATION)

France Nature

Environnement/

Réseau Action Climat

(CLIMATE ACTION
NETWORK)

/Greenpeace

Round table led by:

Nathalie Lhayani

DIRECTOR OF THE
PUBLICATION
EURACTIV.FR

With:

Françoise Grossetête

MEP (PPE-DE)

Jean-Michel Fauve

PRESIDENT OF ARRI

Yannick Jadot

DIRECTOR OF
PROGRAMMES,
GREENPEACE

Claude Fischer

GENERAL SECRETARY,
CONFRONTATIONS EUROPE

Claire Tutenuit

CHIEF REPRESENTATIVE
OF EPE (ENTREPRISES
POUR L'ENVIRONNEMENT –
BUSINESSES FOR THE
ENVIRONMENT)

SUSTAINABLE DEVELOPMENT... a PROJECT FOR EUROPE?

EUROPE AT THE FOREFRONT IN THE STRUGGLE AGAINST CLIMATE CHANGE

The fight against climate change is a priority for European governments. Climate warming by 2100 is estimated at between 2°C and 6°C - it is therefore imperative that we act.

Human activity and especially the use of hydrocarbons are recognised as being responsible for these rapid changes. Indeed, world population is set to increase by 50% in the next 20 years and to reach 9 billion by the year 2050. Demographic growth, notably concentrated in developing countries, will create an increasing demand for energy, in a context where hydrocarbon resources are slowly drying up. Within the context of the Energy and Climate Packet, presented by the European Commission at the start of the year, the Heads of State and Heads of Government undertook important commitments including the "three twenties"; by the year 2020 the EC aims to reduce greenhouse gas emissions by 20%, to increase energy efficiency by 20% and to ensure that renewable sources account for 20% of our energy requirements. This objective is part of the vision to reduce CO₂ emissions in Europe by 50% by 2050... but are these objectives sufficient to address the issues?

A LONG POLITICAL PATH TO TRAVEL

Reducing energy consumption in the struggle against climate warming is now a global necessity. But proposed strategies in energy savings can only impede economic growth, particularly in the case of developing countries. Industrialised countries could set themselves a higher target in reducing greenhouse gas emissions (e.g. -40%) so as to leave some flexibility for developing countries. But even in wealthy countries, when putting such solutions into practice, a balance is needed between the desire to progress in matters of environmental protection, to ensure the security of energy supply and the need to safeguard competitiveness and jobs. In addition, an effort is still required for the ratification of the Kyoto agreement by the countries who have not yet signed up.

On a European scale, beyond declared objectives, EU governments need to have the means to act. And yet this step has not been achieved. Last June, the (tacit) political agreement, aimed at giving more flexibility to car manufacturers as regards implementing restricted quotas on CO₂ emissions, temporarily stalled ambitious European objectives that were already set. The next meeting, long-awaited by observers, will be the conference on climate in Poznan, Poland; this conference should clarify the restrictive commitments of the EU which it should then present during the next international negotiations on climate in 2009, in Copenhagen.

THE NEED FOR A TANGIBLE EUROPEAN POLICY

Europe has been forward-thinking in developing incentives to reduce CO₂ emissions and by establishing an exchange market for emission licences. But corrections are needed to reduce price instability in this market. The policy of the Member States has evolved in the sense of better consideration for sustainable development; political determination on the matter seems resolute. But if it is accepted that our production and consumption methods need to be rethought, many uncertainties exist on our ability to establish a cleaner development: can we escape fossil fuel expenditure? Will renewable energy be able to satisfy our needs? The future will undoubtedly see us using non-carbon industries (wind, solar, bio-fuels) and establishing a restrictive system (emission quotas for industry) which will not be damaging to company competitiveness. New questions will arise, such as arbitration between local and international production or even training a more sizeable workforce in emerging regions.

THE NUCLEAR QUESTION

Nuclear energy is back on the agenda. In Europe it represents 90% of research expenditure on energy matters but only accounts for 2.5% of worldwide energy. A hypothesis proscribed by some, but for others, Europe should get involved in its renaissance by operating in world regions that are not familiar with this technology or by responding to the sensitive question of waste management. But there is still a lot of progress needed before committing to a proactive approach: no common framework of nuclear safety and security exists and Europeans continue to

sell power stations to inexperienced States who are not equipped with satisfactory safety strategies.

Only two energies have the volume potential to resolve the energy problem: coal (harnessing and storing CO₂) and solar power. Besides nuclear energy or carbon storage, another suggested approach consists of adopting alternative energies. Germany developed the wind turbine and in doing so created 250,000 jobs.

WHAT RESPONSIBILITIES DOES THE EUROPEAN UNION HAVE TOWARDS ITS NEIGHBOURS?



Workshop organised by:

Nouvelle Europe

(NEW EUROPE)

Jeunes décideurs

Europe

(EUROPE YOUNG LEADERS)

Fondation Robert

Schuman

ROBERT SCHUMAN

FOUNDATION

Round table led by:

Philippe Perchoc

PRESIDENT OF NOUVELLE

EUROPE

With:

Romano Prodi

FORMER PRESIDENT OF

THE EUROPEAN

COMMISSION (1999-2004)

Eneko Landaburu

DIRECTOR GENERAL OF

EXTERNAL RELATIONS,

EUROPEAN COMMISSION

Michel Foucher

FORMER FRENCH

AMBASSADOR IN LATVIA,

DIPLOMAT AND

GEOGRAPHER

Salomé

Zourabichvili

FRANCO-GEORGIAN

DIPLOMAT, FORMER

FOREIGN AFFAIRS

MINISTER IN GEORGIA

Lukas Macek

EUROPE CENTRALE ET

ORIENTALE DE L'INSTITUT

D'ÉTUDES POLITIQUES DE

PARIS À DIJON (HEAD OF

1st AND 2nd YEAR DEGREE

PROGRAMMES ON

"CENTRAL AND EASTERN

EUROPE" OF THE PARISIEN

INSTITUTE OF POLITICAL

STUDIES IN DIJON)

Europe's strength is asserted more and more in its regional environment where it considers the nature of its relationship with its neighbours in the wider sense. Romano Prodi's slogan *Tout sauf les institutions* (everything apart from institutions) accompanied the 2004 launch of the European Neighbourhood Policy (ENP), which is a source of ambiguity in relation to EU growth. What responsibilities does Europe have towards its neighbours? What is the origin of the ENP idea and where are we at?

ENLARGEMENT AND THE EUROPEAN NEIGHBOURHOOD POLICY... STILL A SOURCE OF DEBATE

The enlargement of the EU was supposed to integrate five countries over a period of ten years; the reality, however, was ten countries in five years. This was the largest growth of any democracy in the world. What would "East" Europe be today if there had been no enlargement? It is about time that Europe acknowledged its merits. Impossible to manage a 27 States Europe? And yet there are no differences to a Europe of 15 countries. Pressures and tensions always come from the same countries, like the United Kingdom, whilst new Member States always look for compromise.

However beyond the enlargements, the notion of the ENP is more complex.

Third States concerned by this policy are the States which have a common border with the EU, from northern Finland to southern Spain. Besides being a simple bilateral cooperation, the ENP promotes real exchange on the long-term of this neighbourly relationship. This policy has meant emancipation for a number of States for whom the recognition of sovereignty is essential. Of the ten States who joined the EU between 2004 and 2007, five or six did not even exist back in 1991. Nevertheless not all the bordering countries are governed by democracy. Today these countries are asking for help in developing democracy and in establishing civil society.

From a geo-economic viewpoint we need to note the importance of development differences between the Member States of the EU and their immediate neighbours (e.g. Spain/Morocco, Poland/The Ukraine). We have to manage these differences!

There is an economic disparity: 40% to 60% of our neighbour's business is carried out with the EU, but from the EU's standpoint, the share of these countries is marginal.

If we adopt a geo-strategic vision, the ENP is a tool which the United States does not have even though they have a clear idea of what the EU should be, namely the zone for the "Council of Europe". However they do not associate Russia with this zone even though it is already a member of the Council of Europe.

THE EUROPEAN NEIGHBOURHOOD POLICY... A STAGE OF MEMBERSHIP OF THE EU?

The prospect of membership for these "European" countries is a powerful lever. But first of all these countries need to already be States (e.g. Bosnia, Kosovo etc.). As such, the EU needs to be an accelerator of state construction. The ENP "gives time to the length of time" needed to establish a State. It also needs to consider the institutional aspect: the unity desired by the EU clashes with internal divisions and national priorities.

Considering the political and historical challenges and passions, the slogan *Tout sauf les institutions* (everything apart from institutions) is good, because it allows us to break away from "all or nothing" (to join or not). To work on a "tailor-made" basis, according to the interests of the EU and the State concerned, is to work on the basis of geo-political realism.

But the ENP, as an alternative to enlargement, reveals its ambiguity: What is the meaning of... integration? a political community? a large market? New members are seen as having a "technical" vision of the EU that they promote. This is understandable because during the pre-membership negotiation process they were "taught as much". Indeed, the governments of the new members are very 'europeanised'. But the political class, however, is sometimes euro-sceptic or even europhobic.

The 2004 enlargement missed the boat by not clearing up this ambiguity. In the Czech Republic, at the time of the referendum for joining the EU, the "yes" camp was diverse, bringing together not only partisans of a "yes" to Europe, but also those who were saying "yes" to then being able to say "no" once they were in it. It is necessary to assume political ambition and draw conclusions from it. This is why we need to be clear on the question of borders.

Today we recognise the success of the enlargement as an external policy to bring about stability and prosperity. It is only logical that the neighbours want to be part of it.

WHAT DOES THE EUROPEAN NEIGHBOURHOOD POLICY CONSIST OF?

What can you do in a neighbouring region? What are the neighbours' expectations? The ENP consists of tools and a budget, but it is deprived of substance. What responsibilities is the EU prepared to assume in the region? The supply of energy, the conflicts... it's all too close to ignore it. Trafficking of all kinds that go on in this region can reach and affect Europe. Javier Solana has just visited the Republic of Abkhazia. The EU owes it to itself to be more demanding for democracy, all the more because the United States do not understand this region as well as the Europeans do.

The Prodi Commission will remain in History as the Commission that enlarged Europe and launched the ENP. The Barcelona Process, launched in 1995, showed its limits. The Arab-Israeli conflict is preventing the States from working together. In the East, what is the definition? There is no global vision set, but there is a dialogue with each country, defining concrete and precise objectives in action plans: an agreement on visas has been achieved with the Ukraine. We have not gone as far with Moldavia or Azerbaijan! Democratic consolidation and economic development are both tailor-made, the distinction being the fundamental element of the ENP. The ENP is indeed distinct from the enlargement/membership policy because that is not its primary objective. Having said that, the doors for membership are not shut. The ENP's results are mixed as the situation varies from country to country, as they do not sign up to a common democratic objective.

PROPOSALS

- **Make more business concessions so that these countries can make the most of the EU market.**
- **Facilitate the mobility of citizens of neighbouring countries.**
- **Increase the EU's capacity to intervene in frozen conflicts by further asserting itself as a stabilising force, in particular with the former countries of the USSR.**



Workshop organised by:

Sauvons l'Europe
(LET'S SAVE EUROPE)

Round table led by:

Joël Roman
PRESIDENT OF SAUVONS
L'EUROPE

Avec:

Claire Rodier-Gisti
PRESIDENT OF THE
NETWORK MIGREUROPE

Chansom Voravong
PRESIDENT OF FORUM

FORUM DES
ORGANISATIONS DE
SOLIDARITE
INTERNATIONALES ISSUES
DES MIGRATION (FORUM
OF INTERNATIONAL
SOLIDARITY
ORGANISATIONS OF
MIGRATION)

Frédéric Tiberghien
ADMINISTRATOR, FRANCE
TERRE D'ASILE (FRANCE,
LAND OF ASYLUM)

EUROPE AND MIGRATION: EUROPE'S CHALLENGE

Following the European Parliament's adoption of the "Return Directive", migration is a subject at the heart of current affairs. The "migration" document constitutes one of the priorities of the French Presidency of the European Union, with a desire to end up with a "European immigration pact". This workshop gave a critical review of the migratory policy and suggested alternatives to the solutions chosen by the European deputies for dealing with the migratory question.

RISKS AND BY-PRODUCTS OF THE CURRENT EUROPEAN POLICY IN MATTERS OF IMMIGRATION

The European Union must not be a closed fortress: in this sense, the "Return Directive" is questionable. The orientation asserted by this directive, as well as the perspective defined by Nicolas Sarkozy in matters of European immigration policy, outlines a "European fortress" which leads to a restrictive immigration policy; both contrary to European values and a source of tension with Europe's bordering countries and migrants' home countries.

By focusing on forms of illegal immigration, this policy ends up confusing asylum seekers and migrants, likening the latter to potential illegal immigrants. This policy discredits the right to a stable family life; a right that is both legitimate and recognised by international conventions, as well as by the Charter of fundamental rights of the Union. In short, by accompanying Third Country cooperation agreements with clauses of immigration readmission, and in looking to favour "skilled" immigration, this policy omits the fact that development of a "more skilled" immigration leads to larger floods of immigrants. In addition, this policy ignores the reality of pendular or circular immigration that, on the contrary, require the relaxation of the rules concerning short stays.

Two categories of people are thus created: European citizens and the others. Multiplying the number of obstacles in legal migration only encourages the development of immigration networks that are Mafia-like and illegal. There is a lack of debate on democracy because there is no definition of refugee. In short, the notion of the "capacity to welcome" creates a problem.

PROPOSALS FOR A NECESSARY REORIENTATION OF EUROPEAN IMMIGRATION POLICY

- **To move to a positive policy aimed at welcoming immigrants, by explaining to European citizens that more development requires more immigration. The present minimum harmonisation drives the States to adopt a less attractive legislation.**
- **A solution would be to substitute the decreed directives of "a minima" norms, aligning up to the practices of the most restrictive countries through a statement of "good practice", which would promote the most complying practices of the European Union as well as those with the most future prospects. This could serve as the foundations for a European Charter of immigration making the European Union a land of welcome and development.**
- **We have to break away from a unilateral outlook on immigration.**

EUROPE: HANDING OVER THE RESPONSIBILITY

The future of the European project rests on the shoulders of future decision makers. Therefore young generations, who have not known the traumas of European conflict, must continue the works of the Founding Fathers. In an economic, social and political context greatly changed since the 1950s, how do those responsible for tomorrow see Europe and the heritage of their predecessors? What challenges will they have to face? What networks, tools and methods will they have? And what obstacles will impede their actions?

THE YOUNG AND THE LEGACY OF THE FOUNDING FATHERS

Born into a time of peace, new generations are no longer building their European commitment on the traumas of the Second World War. However, the European conscience of today's thirty year olds is structured by an historic event: the fall of the Berlin Wall, which in its wake signalled the end of the confrontation of two blocks, the unification of Germany and the joining of Central and Eastern European countries to the European Union.

However, it is noticeable that the importance of Europe to the young shows signs of declining: at the time of the Irish referendum two out of three young citizens voted "no". In the same way France and Great Britain encountered a similar tendency with the youth being eurosceptic. And yet without them Europe does not have a future. In this context, an irremediable question is raised, how can the project of the Founding Fathers be conveyed to those outside the circles of the initiated, the educated young and those already receptive to Europe.

The question of appropriation by new generations, of the advances made since 1957, is inherent to European construction. Without this appropriation, the dishonesty of the demagogues and manipulation of the media use it to criticise the complexity of the European Union - this was seen with the role played by the Murdoch press group in the Irish referendum. According to Jacques Delors, the vitality of European commitment must be conveyed through three areas of work: the establishment of a place of peace and of mutual understanding between people; the definition of an economic and social framework; the upholding and development of cultural diversity, as the European project is principally characterised by its unity in diversity.



Workshop organised by:

**Institut Aspen
France/Mouvement
Décision Jeunesse**
(YOUTH DECISION
MOVEMENT)

**Centre des Jeunes
Dirigeants**
(CENTRE OF YOUNG
MANAGERS)

Round table led by:

Pascal Perzo
DIRECTOR OF INSTITUT
ASPEN FRANCE

With:

Philippe Herzog
PRESIDENT OF
CONFRONTATIONS EUROPE

**Najat Vallaud-
Belkacem**
REGIONAL COUNCILLOR,
RHÔNE-ALPES, DEPUTY
MAYOR, LYONS

**Christophe Tézenas
Du Montcel**
PRESIDENT OF CENTRE
DES JEUNES DIRIGEANTS
(CENTRE OF YOUNG
MANAGERS)

Marie-Josée Fleury
ADVISOR TO JACQUES
DELORS AND FOUNDER OF
L'EUROPE À LA UNE

Olivier Ferrand
PRESIDENT OF TERRA
NOVA

THE CHALLENGES FOR THE NEW CREATORS OF EUROPE

European leaders have to negotiate a turning point that allows the Union to continue the works in hand and to adapt to new challenges which present themselves. The external challenges are known: to contribute to world peace and to respond to global problems (climate change, energy crisis, food crisis, organised crime etc.). On the other hand, internal challenges are lesser known, but their weight could eventually compromise the efficiency of European action in the world.

Indeed, the Union is passing through a dual and deep political crisis. On the one hand it must confront an efficiency crisis: during the last 20 to 30 years, the failures arising out of the Union give its citizens the impression that Europe is condemned to having difficulties. To create the desire for Europe, new generations have to put their technocratic tone to one side, in order to give it "more flesh", by relating debates on Europe to political and social choices and to values. On the other hand, European leaders need to find a solution to the question of leadership, ceded by their elders and which today is contested, weakened even destroyed... the crisis of confidence, which today undermines the legitimacy of political action, makes the recovery by its elites indispensable.

THE CRISIS OF POLITICAL COMMITMENT

Besides the specific challenges to European politics, the policies of tomorrow's leaders lie in the crisis of European democracies. Traditional political and union commitments no longer function. The collapse of the Soviet block and important modern-day economic and social changes have destabilised the ideological matrices which constitute our political membership and our vision of the world. This crisis particularly affects the young, who filter into the political world with difficulty. To be a militant, young leaders use other ways than those used in the past: they commit themselves to Europe, but without passing through a national level or political party. If replacing political parties does not appear the best solution for resolving the crisis, the European road, on the other hand, opens a window of opportunity in so far as "Brussels" is a lot more receptive to new ideas than the national arena. Another way of doing politics, where projects emanate from strong and dynamic civil society, could see the light of day thanks to a veritable cooperation between locally-elected councillors and executive leaders.

ADAPTING POLITICS TO MODERN REALITIES

The traditional structures of commitment have been put into check, there is a legitimacy crisis and the political crisis in Europe could find solutions in an overhaul of political debates. Too often structured around traditional scapegoats, the debates seem to be out of touch with the modern world.

Firstly, it is urgent that the discourse on Europe is changed. Indeed, if European elected members engage (generally) in an intense teaching plan aimed at explaining the meaning of the European project, it is not systematically the case. Treated as scapegoats, the decisions by "Brussels" suffer from a flagrant lack of simple explanation by the local, regional and national leaders of Europe. The simple explanation would be to remember that the European States are not of sufficient size to guarantee, on their own, the prosperity and security of their citizens.

Secondly, we should modernise the discourse on the economy. At this time of globalisation, there is an even greater need for new generations to leave behind traditional clashes between market and politics, between private and public action. On the contrary, only a synergy between private and public will result in better politics. On both sides of the economy, improvements can be made: increasing the efficiency of the public sector and making the private sector more socially responsible.

REFORM THE DISCOURSE: MAKE THE EUROPEAN UNION A SOCIETY PROJECT

After the Holocaust, a collective desire for peace allowed a united Europe to be built. However, long term prospects are struggling to emerge for the EU to become a society project giving young generations the feeling of belonging to the same community. Education, justice and health, amongst other requirements, are the tools of success for a durable society.

Changes in the framework of globalisation, located in all fields, must be seen as an opportunity to be seized. It is necessary that the speeches made by political

representatives highlight the opportunities by emphasising the numerous assets of the EU, a market of 450 million consumers (that is even more than the USA, Canada and Japan combined); a strong currency on the international money markets; a dense and diversified network of small and medium-sized businesses and industries. Contrary to India or China, Europe seems the only one capable of investing for an innovative economy. An ambitious project being, for example, setting up 5 or 6 large European campuses. But the national strategies are still those of “recoil”.

PROPOSALS

- **Without a major historical event on the continent, teaching European youth will pass through an ambitious vision of education, where new generations will discover the diversity and common points of Europeans. This project will go beyond Erasmus heading towards the setting up of numerous systematic exchanges between teachers in European countries and students from the youngest of ages.**
- **Strengthening European civil society by inspiring new momentum based on a non-political stand, which would unite all energies (association energies, local energies, schools etc.) in training and in creating awareness of European construction. This “bottom-up” approach, which is more participative, would act at a local level but in the hope of decompartmentalisation and “Europeanisation”.**
- **New generations of political leaders have to move away from past divisions and adapt themselves to a modern context by taking into account the economy and the role of businesses as driving forces in structuring and influencing the world: on the one hand in ceasing to oppose public and private by targeting their complementary nature and on the other hand in taking up the European question without reproducing plans of national partisan opposition.**

EUROPEAN COMPANIES AND WORKERS FOR RESPONSIBLE GLOBALISATION

The originality of European construction lies in the choice of integration method which aims to create economic ties. Businesses and workforces are the operational kingpin of this common structure; they are also the principle actors in economic, commercial and financial globalisation. Through their decisions, calculations and strategies, they give shape, in a decisive way, to the economic, social and environmental surroundings in which we evolve. Working in a way as to go beyond state borders, certain businesses sometimes overstep social rights or fundamental rights, destroying ecosystems and polluting; thus damaging the health of the

local populations by setting up their business in poor countries which are less stringent in production methods than their country of origin would be. The endeavours of certain businesses and employees in Europe deserve being highlighted. They can also help play a role in responsible globalisation.

For the past ten or so years, there are more and more European companies joining the pioneers of "Corporate Social Responsibility" (CSR). This is a recent concept whereby companies take into account the societal, social and environmental consequences of their activities when developing their strategies. But this also raises a number of questions: what lessons are to be learnt after 10 years of experience of the CSR in European businesses? Just to what extent can companies be held responsible for societal and environmental problems? What do European institutions suggest doing to help the CSR become an example in Europe? What improvements can be made to encourage company and employee initiatives?

EUROPEAN COMPANIES AS GUARDIANS OF COMMON INTEREST

The CSR approach has helped the EU to better respond to the challenges of sustainable development in reinforcing public policy regulation by private sector initiatives. Companies that adopt it are committing themselves to upholding their responsibilities towards their employees and even more so towards the general public. The company can thus become a vehicle of social, societal and environmental progress for society as a whole.

But beyond this accepted constraint, the CSR approach can also offer advantages for the company that adopts it. The scandals surrounding Nike (using child labour) and Total (oil slicks caused by negligence in checks carried out on the vessels) show that companies who show little concern for the ethics of their activities run major risks in losing market share and in damaging their image. The CSR can also help businesses to hone their expenditure in terms of waste management, energy etc. and in the end to increase economic performance.

A DEMANDING STEP

To no longer remain at the stage of "declaration of intention", the companies that sign up to this approach have to state their commitments in policies and actions and reorganise their management ways. In social matters this would mean establishing company promotion policies (in France these are called GPEC methods (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences - which are predictive methods of human resource management).

At management level the company has to find a compromise between tensions that exist and the demands they are committed to meet: social, societal, environmental and financial. Looking for this balance disrupts company management, who therefore set up a permanent dialogue with all stakeholders: managers, employees, suppliers, subcontractors, unions, financial institutions, consumers and even NGOs etc.



Workshop organised by:

CFDT
CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE
DÉMOCRATIQUE DU
TRAVAIL (FRENCH
DEMOCRATIC
CONFEDERATION OF
LABOUR)

UNSA
UNSA UNION NATIONALE
DES SYNDICATS
AUTONOMES (NATIONAL
UNION OF AUTONOMOUS
TRADE UNIONS)

Sauvons l'Europe
(LET'S SAVE EUROPE)

CCI Lyon
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE, LYON
(LYON CHAMBER OF
COMMERCE AND
INDUSTRY)

**ECCJ/Europe et
société**

With:

François Fatoux
DIRECTOR OF THE
OBSERVATOIRE DE LA
RESPONSABILITÉ SOCIALE
DES ENTREPRISES
(OBSERVATORY FOR
INDUSTRY'S SOCIAL
RESPONSIBILITY)

Marcel Grignard
CFDT NATIONAL
SECRETARY

Hélène Valade
DIRECTOR OF
SUSTAINABLE
DEVELOPMENT,
LYONNAISE DES EAUX

Michel Capron
EUROPEAN COALITION FOR
CORPORATE JUSTICE

Régis Bergounhou
DIRECTOR OF FRANCE
NATURE ENVIRONNEMENT

Patrick Itschert
SECRETARY GENERAL OF
THE FEDERATION
SYNDICALE EUROPÉENNE
TEXTILE HABILLEMENT
CUIR (EUROPEAN TRADE
UNION FEDERATION IN
TEXTILES, CLOTHING,
LEATHER)

Corinne Vercher
ASSOCIATE PROFESSOR,
UNIVERSITY OF
MONTPELLIER

FROM MORAL RESPONSIBILITY TO CRIMINAL RESPONSIBILITY

More and more frequently companies resort to dialogue with the different actors involved, as much in identifying the common as the general interest - defended by political power. However where is the limit? Where does society's responsibility start and company's responsibility end? For example, if a company undertakes a water treatment policy, should it not only take into account downstream pollution (to examine ecosystem discharge) but also upstream pollution to warn of pollution at the source?

The determination in the field of company responsibility is a *sine qua non* condition of a support for the CSR through recognising criminal responsibility of companies that do not respect their commitments.

The delimitation of the field of responsibility is specific to each firm according to its activity. It could be a responsibility linked to products (e.g. the effect on obesity of products proposed by the food-processing industry or the risks that mobile telephones have on health), or a responsibility linked to transport between the workplace and home in terms of pollution or the amount of time needed; or even a responsibility linked to the major issues of the global economy (child labour, sales of arms to countries or groups of terrorists etc.).

PROGRESS TO BE MADE BY INSTITUTIONAL EUROPE

Today, the national and international legislation surrounding the CSR is very limited; therefore the approach relies essentially on companies' voluntary commitment. Indeed, at present there are varied approaches across European countries. Without a mutual line of attack the States will continue to put forward changing policies and the debate will remain open on the methods and the framework construction of the CSR within the EU. The CSR relies on the companies' and the management's goodwill. Indeed, without the power to set restrictions, the norms are less respected and the boundaries of responsibility ignored.

In March 2007, the European Parliament adopted a resolution requiring the Commission to introduce legal measures relating to the fundamental aspects of the CSR such as:

- establishing a means for non-community victims to be able to turn to the EU for help in cases of human rights violations by a European company set up outside the EU
- increasing the responsibilities of the heads of companies as well as making them accountable in social and environmental matters

Despite this initiative, there is a long way to go before community policies totally incorporate the challenge of sustainable development. The "Business Alliance", established by the Commission to contemplate the CSR, is especially criticised, as its representatives emanate from corporate management and not from the other stakeholder groups such as the workforce or consumers.

PROPOSALS FOR THE EU TO BE AT THE FOREFRONT OF COMPANY RESPONSIBILITY

IMPROVING THE CSR BY:

- establishing the common interest within companies, encouraging dialogue between all stakeholders (subcontractors and suppliers, unions, employees, shareholders, consumers, associations, NGOs, employers etc.) and defining the responsibilities of each e.g. increase management obligations, “duty of care”, make consumers more accountable etc.
- turning “talk” into action; establishing targets in precise figures by which each commitment can be assessed; making it mandatory to report back periodically and standardising its regulations on a Community scale; setting up an independent progress control in order to reach these objectives.

STRENGTHENING THE LEGISLATIVE FRAMEWORK TO MAKE THE CSR NORMS MORE RESTRICTIVE:

- It is difficult to make subcontractors respect the norms and they have made little improvement in putting codes of conduct into practice, especially as regards the freedom of unions. It would be advisable, therefore, to increase the legal responsibility of parent companies as regards their subcontractors or subsidiaries, so as to avoid the dissolution of responsibilities and to establish a means of appeal before the European Courts.

AT COMMUNITY POLICY LEVEL:

- to broaden the principle of permanent dialogue between all stakeholder groups in community policies
- to encourage the CSR amongst small and medium-sized businesses and to apply it within public businesses
- to encourage replication between companies by identifying the most dynamic amongst them.

THE EU IN GLOBAL COMPETITION: HOW DO WE RECONCILE EUROPEAN INTERESTS AND ECONOMIC PERFORMANCE?

With the emergence of global challenges such as energy or climate change etc., we have to consider the ways to regulate globalisation. In a context marked by the development of new giants such as India, China, Russia or Brazil, and by the crisis



Workshop organised by:

Fondation pour l'Innovation

Politique

(FOUNDATION FOR POLITICAL INNOVATION)

Confrontations

Europe/French-

American

Foundation/Minatec

/Europe et

Mondialisation

(EUROPE AND GLOBALISATION)

Grand Lyon

Round table presided over by:

Philippe Herzog

PRESIDENT OF CONFRONTATIONS EUROPE

and led by:

Elvire Fabry

DIRECTOR OF THE EUROPE-INTERNATIONAL CENTRE OF FONDAPOL

With:

Michel Barnier

MINISTER OF AGRICULTURE AND FISHING

Mario Monti

PRESIDENT OF BUCCONI UNIVERSITY, MILAN

Arancha Gonzales

HEAD OF PASCAL LAMY'S OFFICE, WORLD BUSINESS COUNCIL

Jean-Michel Daclin

DEPUTY MAYOR, LYONS; HEAD OF THE EUROCIITIES NETWORK FOR THE CITY OF LYONS

Thomas Klau

DIRECTOR OF PARIS OFFICES OF EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS AND COLUMNIST OF THE FINANCIAL TIMES GERMANY

of multilateral international institutions, European construction appears as an example of successful international regulation.

At a time when an improvement in international governance is imperative to regulate globalisation, how can European construction be an example, knowing that there are a number of unanswered questions on the methods of common European action? Looking for a compromise to be able to talk as one, yet at the same time respecting each other's diversity, is in fact a long road, along which Europeans still need to make progress in certain domains, so as to better defend their common interests and their global vision on the international stage.

A NEED FOR GLOBAL REGULATION

Multilateralism is today the most suitable framework for global regulation. Sovereign countries discuss common rules, as is the case of trade with the World Trade Organisation (WTO). Its 153 member countries consult with each other and negotiate common trade regulations even though they have differing interests. It is an arduous yet necessary exercise and it is often criticised. Several areas such as education, water or the environment in fact go beyond the single trade framework and need a transversal approach in order to establish appropriate regulation for them.

Agriculture is an example where global transversal regulation is required. The present increase in food prices shows all the signs of very awkward and lasting tensions in the medium term insofar as food demand is predicted to grow in line with both the improvement/increase in living standards and demographic growth. With a world population estimated to reach 9 billion by the year 2050, the only way to remove all threats of famine in the poorer areas is to double global production. Such a challenge can only be addressed by combined action in helping these regions to develop their agricultural economy; just as the Europeans did after the war in replacing their national agricultural policies by a common policy. As it stands, international institutions do not have a suitably-adapted framework for agricultural regulation. A transversal approach would involve these institutions (United Nations Organisation for food trade and agriculture, WTO, World Bank etc.) and would allow us to take up the food trade challenge, a major challenge for the coming decades.

EUROPEANS IN GLOBALISATION

Europe brings its vision of global regulation to the international stage: it speaks with a single voice in multilateral authorities, such as the WTO, and influences direction by sometimes strongly opposing the United States, as was the case relating to the question on the environment. In any case, speaking with a single voice is proving to be a complex game in which each player has the right to voice his/her differences but must also contribute to a common position. Speaking with one voice on the international stage is therefore turning out to be difficult with WTO negotiations, agriculture being a good example of it. The difficulty in establishing common positions stems from the heterogeneity of perceptions of globalisation amongst European nations: whilst some are afraid of it, others see it as a window of

opportunity. But they come together in a common goal, that of improved regulation of globalisation.

On an international level, each hurdle cleared by Europeans to speak in unison guarantees a better defence of interests of European nations and contributes to a loud voice being heard in favour of multilateral governance of globalisation. The stable presidency of the union (a tri-presidency) is a good example of progress to this end.

EUROPE, A LABORATORY OF SUCCESSFUL GLOBALISATION

Beyond the values that unite them, Europeans are being encouraged to increase their cooperation in order to gain in strength and improve their influence when facing the assertion of giant and rich states (India, China, Russia and Brazil). Confronted with global disruptions, Europe remains a body where the States unite to speak with one loud voice. What would the European States have been without a common currency or faced with abuse of multinationals in dominant positions? The Euro and competition policy have allowed Europeans to regulate the movements of globalisation as proved by the Microsoft case.

The particularity of European integration is to accompany the dismantling of boundaries and obstacles to exchanges with public policies. It is undoubtedly the policy of cohesion which best illustrates the success of the single market. This aids the development of the poorest regions by linking integration to the single market with the advantages of redistribution. It allows countries suffering from a large differential in wealth to become integrated without too much disruption to the community. That which is lacking on a world scale stems from the same mechanism: allying the opening up of national markets to public policy elements and cohesion. To date the EU has tried multilateral governance on a continental scale, the most successful in the arena of globalisation. It serves as an example to the other regional units, but paradoxically, the questioning of citizens as to the meaning of the European project is particularly intense some 50 years after its founding.

RECONCILING CITIZENS WITH EUROPE AND GLOBALISATION

Globalisation offers advantages, but it is necessary to regulate it. It is not in protecting themselves with derisory Maginot Lines, but in adapting to it and remaining in the running that Europeans have to work at this. The EU is a "long revolution" which introduced the rules of common games, created solidarities and set limits and in doing so, gave meaning to globalisation, but decision-makers have a problem explaining it. The road to be travelled still remains long in order for citizen membership to the European project to no longer be considered a bad step.

One of the causes in the weakening of support for the European project lies in the difference between citizens' perceptions and the reality of globalisation. Indeed, the decisions in matters of public policy are difficult to understand because of the plurality of information that surrounds them and the complexity of a process in constant evolution. It is the responsibility of politicians to provide citizens with explanations that will allow them to understand the current decisions and changes.

Making sense of the European project and of integration in the global economy would avoid citizens' fears and suspicions growing with regard to those responsible on a political level. These must prove honest and brave in explaining the reality of their room for manoeuvre in the global economy. It is also necessary to explain the difficulty of reaching a compromise for common action. In upholding the myth of a Brussels "power" acting against national desire, national decision-makers too often and unjustifiably find answers to the criticisms that are levelled against them. On the contrary, once decisions are made in Brussels with their initial support, the States have to show their teaching skills and explain that these decisions have stemmed from contradictory and politicised debate. This attitude will win over citizen support for the European project.

In the face of this apprehension, other solutions can reconcile local action with European-level action. In this way cooperation programmes arise; they aim to create dynamics between different European towns, with a view to making regions more appealing in a highly competitive context. These cooperations, notably formed between towns in the Eurocity network, should come out of hiding to illustrate the advantages of European action.

PROPOSALS

- **The reform of international institutions and the expansion of multilateral actions to other domains than business is necessary (i.e. environment, energy, immigration). Europe, a successful laboratory of globalisation, must encourage the States to mutualise their efforts on a regional scale. On the one hand, it is important to encourage poor countries (African countries in particular) to develop their agricultural economies and to mutualise efforts to manage the common issues (rivers, food safety etc). On the other hand, we have to find a collective solution to the long-term rise in food prices and farming production costs by organising a meeting of the heads of international institutions and also the major lending organisations (World Bank, International Monetary Fund, World Trade Organisation, European Investment Bank etc).**
- **On a local scale we need to promote projects already undertaken that make Europe more accessible and understandable to citizens, such as the clusters project which created synergies between European towns.**
- **We need to make the decisions taken at a European and global level accessible and readable. Indeed, we need to further explain to the citizens the logic and the origin of these decisions as well as the issues which they address. The responsibility of politicians and journalists in this matter is important, since in their discourse they give the impression of a world at odds with the real world. This difference arouses fear and the reflex of recoiling. There must be more coherence between action on an international/European level and the accounts they give. In particular, we need to explain globalisation and global competition so that Europeans grasp the necessity of combining their strengths.**

ECONOMIC NATIONALISM OR EUROPEAN PATRIOTISM?

The reflex of protecting our national home is a universal phenomenon that can be found in Europe and beyond, in emerging countries as in developed countries.

In such a context, initiatives that encourage fusions/acquisitions between companies of the member States, each time that economic and financial logic allow it, represent an option that deserves encouragement. They allow national egos to be bypassed and promote the emergence of European champions, often in a position to assert themselves in globalised international markets.

EUROPEAN PATRIOTISM, A WEAK CONCEPT

However it is regrettable that Europe often shows naivety in dealing with this question. The systematic establishing of principles of a competition policy can prevent the forming of European champions because it weakens national businesses in relation to non-European businesses. It is paradoxical that the constraints of this policy often make the union between Europeans more difficult than extracommunity alliances. This phenomenon is all the more pronounced since the concept of "community preference" is little taken up.

Conversely, we need to note that the conflict between economic nationalism and European patriotism, once strong, remains steadfast. It is more and more difficult however to determine the "nationality" of the major companies involved in globalised activities. Their shareholders are often multinational and to a great extent, controlling management call on foreign competencies; where they set up the business is dependent on the costs of production and the market rather than the historic origins of the business.

EUROPEAN PATRIOTISM, A DESIRABLE PRINCIPLE

On the other hand patriotism is a reality that cannot be ignored, the content of which can be very variable. Patriotism can exist at local, regional, national and European levels, each of them being acceptable, on the condition, however, that they don't come into conflict with one another.

Strength is in noting that European patriotism, while necessary, is still little developed, through a lack of a deeply-rooted European feeling. National economic patriotism endures, but it is overtaken by economic reality. The phases of European countries recoiling have not been the most constructive; on the contrary, frustrated nationalisms have often led to wars. The initial objective of the European project was to create interdependencies which would encourage exchanges and a mutual understanding between peoples. Europe not only gained a place of peace from it, but equally acquired the tools to promote rights such as consumer protection.



Workshop organised by:

**Ligue Européenne
de Coopération
Économique**

EUROPEAN LEAGUE FOR
ECONOMIC COOPERATION
(ELEC)

Institut Bruegel
BRUEGEL INSTITUTE

With:

Philippe Jürgensen
CHAIRMAN OF THE ACAM
(AUTORITÉ DE CONTRÔLE
DES ASSURANCES ET DES
MUTUELLES – AN
INSURANCE CONTROL
AUTHORITY)

Nicolas Véron
ECONOMIST – BRUEGEL
INSTITUTE

**Tommaso Padoa-
Schioppa**
PRESIDENT OF NOTRE
EUROPE

Pervenche Berès
MEP, PRESIDENT OF
ECONOMIC AND
FINANCIAL AFFAIRS
COMMISSION

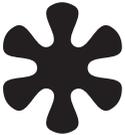
**Olivier Giscard
d'Estaing**
HONORARY PRESIDENT OF
THE INSEAD (INSTITUT
EUROPÉEN
D'ADMINISTRATION DES
AFFAIRES – EUROPEAN
GRADUATE BUSINESS
SCHOOL)

PROPOSALS

- To encourage the emergence of a strong framework of European champions that are able to expand on international markets and to withstand competition, we need to have a strong, political European determination that is accepted by the people.
- Competition policy must not prevent the advancement of European champions and must limit itself to the only defence of plurality of supply in the domestic market.

PLENARY SESSION

FOR “EUROPEAN” EUROPEAN ELECTIONS!



Sylvie Goulard
PRESIDENT OF
MOUVEMENT EUROPÉEN –
FRANCE

With:

MEPs
Martine Roure,
Françoise
Grossetête, Alain
Lamassoure, Daniel
Cohn-Bendit et
Thierry Cornillet
AND
Bernard Soulage
VICE-PRESIDENT TO
TRANSPORT, MOVING,
INFRASTRUCTURE, OF THE
CONSEIL RÉGIONAL
RHÔNE-ALPES

In a context marked by the Irish “no”, after a campaign run on national issues, the contributors came back to the steps needed to be taken in order to generate a veritable pan-European debate. **Daniel Cohn-Bendit** underlined the urgent nature of this development, condition sine qua non of a more political Europe. A year from the re-election of the Euro-deputies, these discussions equally allowed the situation on the politicization of questions connected with Europe to be evaluated.

Citizens’ lack of knowledge of this European “thing” is often at the origin of a national approach to the issues. The participants were unanimous in pointing out the national representatives – with a few exceptions – as the main people to be held responsible for the voters’ lack of understanding. This phenomenon is at times linked to a lack of comprehension on Europe by the national Members of Parliament themselves. **Françoise Grossetête** evoked the speech on Europe by national Members of Parliament, which accuses the EU of sometimes either imparting “too much”, or (sometimes) “not enough” information. The Euro-deputies drew attention to their own duty of explaining to citizens.

Lack of knowledge is a hindrance to the debate on Europe but, more seriously, it feeds condemning talk on the EU. Accused of being a “black box”, the decisions from Brussels are often taken to task, wrongly. The contributors urged more transparency and openness in debates within the European Council, of which the decisions are vital, but are kept from the public. They have called for the same transparency in debates between the representatives of Member States, as in those held in the European Parliament. This change would also avoid the temptation – to which national representatives sometimes yield – by them and their counterparts to criticise the agreements, though obtained at the Council.

Other prejudicial barriers for the EU had the finger pointed at them, like unanimity in the decision-making process. Indeed, this rule blocks progress if one State disagrees with the other twenty six. **Alain Lamassoure** recalled the importance of the Lisbon Treaty for equipping Europe with more clearly identifiable leaders. We must therefore stop blaming this Treaty for all the problems; a Treaty that is conducive to political integration, added **Martine Roure**. To encourage the emergence of a transnational debate, the participants proposed that, at the next European elections, each political organisation/party designates a chief candidate, common to all the Member States. As for **Thierry Cornillet**, he called upon the European militants, to also admit their mea culpa, insofar as they are too fearful in their way of defending the European project.

Bernard Soulage highlighted the particularity of European Parliament, within which political organisations often have difficult positions to define because of the internal dynamics of the parties. Combining the different political cultures requires a veritable training; in conclusion, **Daniel Cohn-Bendit** warned that European democracy was imperfect and that “we must give Europe time, at least as much time as the European States had to become democracies”.

ACTIVITIES

In addition to the debates, three activities were available throughout the day: the European Village and the Children's European Village, the Literary Café and a European Parliament Simulation. The Estates General continued until late evening with a European musical festival which included Spanish, Italian, French and Slovakian music (Diuesse, La Mine de Rien, Rumbo Rachera, Longital)... it proved a hit with Lyons residents.

THE EUROPEAN VILLAGE AND THE CHILDREN'S EUROPEAN VILLAGE

With more than 90 organisations participating, throughout the day the European Village gave the public the opportunity to discover the vitality and diversity of the actors who make Europe work on a daily basis. Institutional, local, national and community players were represented (Commission, Parliament, Regional Councils, Rhône-Alpes Region, County of Rhône, Lyons City Council etc.). The majority were representatives of organised civil society, citizens involved with promoting a stronger and improved Europe or involved with publicising information on the European Union: pro-European militant associations, think tanks, unions, NGOs, from all sectors (environment, social, health, culture etc.).

This place of exchange, where debates could be continued, gave the public the chance to appreciate the variety of origins of European action and to talk with their representatives. The European Village also gave associations the possibility to strengthen mutual understanding and to communicate their projects and to even sometimes sow the seed for future cooperation.

The Estates General organisers wanted this area to appeal to all ages; the younger audience was therefore able to discover Europe through the Children's European Village. There were a number of recreational activities for the younger visitors to discover Europe alongside the adults. During the day there were exhibitions, and games on the Euro. The Rois Maccoco acted out a bilingual (English/French) modern musical tale to show the communication difficulties when you don't speak the same language and the funny situations that come out of it.

The Calliope association and its Empreintes de voyages ("journey imprints") staged a musical show on the European mobility of the youth. As a result of other outlooks, the young and the old alike were able to view Europe in a different light to open up new horizons... European ones!



Activity piloted by:
**EuropaNova et
Europe-direct,
Rhône-Alpes Region**

With:
**All associated
partners who
contributed to this
edition of the
European Estates
General quoted on
the back cover**

THE LITERARY CAFÉ

In the entrance hall, the Literary Café was a place of debate on Europe inspired by recently-published works. The authors participated in a question and answer game with a sizeable audience and the café remained full all day long. In addition to lively and animated debates, there was direct dialogue between authors and readers; it was a unique moment for getting together and for examining different points of view. There were also convivial book-signing sessions.

The Literary Café was set up as an informal place for exchanging ideas. It broke away from purely political topics and offered a different format to the workshops and plenary sessions.

A bookshop area displayed the works that were discussed as well as an extremely varied selection of books, dealing not only with the subject of European construction but also the future issues Europe will have to face.



Activity piloted by:
Mouvement européen – France

With:
Guy Verhofstadt, Elie Barnavi and Krzysztof Pomain, François-Xavier Priollaud and David Siritzky, Sylvie Goulard, Daniel Henri and Michaela Braun, Etienne de Poncin, Laurent Cohen-Tanugi and Yves Bertoncini, Barbara Cassin, Gisèle Halimi, Thierry Chopin

EUROPEAN PARLIAMENT SIMULATION

During this mock parliamentary session, approximately 100 youth aged 16 to 22 from the Rhône-Alpes region as well as from Europe, debated, then put together a proposal on the “involvement of European citizens in sustainable development”. This assembly’s debate was instigated by a text presented by a recommendation commission made up of 10 young volunteers from the region. A month previously they had worked together to consider and put together a common review of the challenges to be taken up and the plans of action to be carried out.

On the day itself they defended their issues and considered the delegates’ suggestions which were divided up in ten themed commissions (foreign affairs, regional development, climate change, culture etc.). They presented an analysis of the issues surrounding sustainable development and expanded upon the proposals so that European citizens can be more involved in promoting sustainable development.

For four hours the assembly discussed and deliberated and finally proposed a resolution, to the European and regionally elected members and to Bernard Soulage. The resolution has been used as input in creating a “shared vision for the Rhône-Alpes region in the 21st Century”.



Activity run by:
Notre Europe
 (A PARIS-BASED "THINK-TANK")
and the European Youth Parliament
 (EYP)

With the support of:
Rhône-Alpes Region, EUNIC Lyons,
 (EUROPEAN UNION OF NATIONAL INSTITUTES FOR CULTURE)
European Parliament, Lyons City Council, Europe Direct Lyon

Text proposed by:
Feyrièle Chilot, Thibault Clamart, Hidouche Jugurtha, Yacine Khedim, Dounia Laftimi, Solène Moulin, Damien Nunes,
 MEMBERS OF THE PROPOSING COMMITTEE

With:
Jean-Luc Bennhamias
 MEP
Guillaume Borie
 PRESIDENT OF EYP, FRANCE
Françoise Grossetête
 MEP
Ivano Marchi
 DIRECTOR OF THE ITALIAN CULTURAL INSTITUTE, LYONS
Gaëtane Ricard-Nihoul
 GENERAL SECRETARY OF NOTRE EUROPE
Martine Roure
 MEP
Bernard Soulage
 VICE-PRESIDENT OF TRANSPORT, MOVING, INFRASTRUCTURE, RHÔNE-ALPES REGION

RESOLUTION ADOPTED BY THE PARLIAMENTARY SIMULATION ASSEMBLY

Motion for a resolution on the involvement of European citizens in sustainable development

Sustainable development lies on the principle of solidarity between generations: we need to satisfy our present needs without compromising those of future generations. Knowing that the success of this process relies on civil society's involvement, how can the EU encourage its citizens to take an active part?

The assembly...

A. acknowledges the definition of Sustainable Development as laid out in the Brundtland report.

B. is genuinely troubled by the disparities in the distribution of wealth on a global scale and by the lack of development assistance to resolve it in the long term.

C. is concerned with the territorial conflicts that provoke or could provoke in the future:

- i) the lack of food supplies,
- ii) the fight over the control of energy resources,
- iii) climate change.

D. is deeply concerned by the increase in industrial, domestic and tertiary pollution across the planet.

E. condemns the global dependency on oil, a diminishing resource that is predicted to dry up by 2050.

F. notes the major disparity in the level of awareness and firm commitment between the citizens and Member States of the EU.

G. believes that a change in consumer habits can lead to a positive development in the global development model.

H. keeps in mind that economic and social change in production methods is equally indispensable in positive development.

I. emphasises that we must reconsider the specialisation of agricultural production in certain countries.

J. is pleased to note the growth in local producer markets and organic farm products.

K. is aware that putting drastic measures in place creates the problem of a change of good intentions as a daily commitment because these measures are sometimes the source of additional problems.

L. is aware of the negative effects of biofuels, an alternative to fossil fuels, such as:

- i) the attack on biodiversity,
- ii) the reduction in agricultural land dedicated to food,
- iii) the use of water resources that are often scarce.

M. observes that waste disposal exists but that incineration is still an inadequate solution because of the pollution generated.

N. understands that there are ecologically inadequate buildings in terms of insulation, the methods and materials used in their construction.

O. readily acknowledges positive initiatives that have yet to be fully exploited such as:

- i) fair Trade,
- ii) development of renewable energy sources,
- iii) eco-house subsidies,
- iv) piggyback transportation,
- v) carsharing network.

P. recognises the abusive use of natural resources (e.g. forest resources) that lead to an eventual climatic damage without precedence.

* * *

1. envisages the citizen's involvement in sustainable development within the context of:

- a) changing the individual's day-to-day behaviour,
- b) creating, distributing and exchanging information at local, national and international levels,
- c) using scientific research,
- d) setting-up pressure groups and autonomous action groups.

2. encourages citizens to immediately adopt a more responsible attitude in their daily lives e.g. using public transport, low energy light bulbs or systematically switching off electrical appliances when not in use.

3. supports setting up a European citizen information and awareness campaign for sustainable development by using the media and relevant organisations.

4. requests that a "European Sustainable Development Label" be created to reward companies who are totally committed to sustainable development as well as products and services that respect the economic, ecological, social and political principles of sustainable development.

5. insists on the importance of scientific research in order to increase understanding on clean energy sources and how they can be a part of daily life.



6. trusts consumer groups to act in favour of sustainable development both in the EU and beyond.
7. encourages the development of a "European Sustainable Development Network" (ESDN) bringing together European citizens with a common concern for awareness and to standardise European awareness by:
 - a) evaluating policies and promises on sustainable development,
 - b) assessing the commitment undertaken by industry,
 - c) communicating these results to the public.
8. encourages, in addition to government aid in financing renewable energy plans, co-investment programmes as well as personal initiatives.
9. also wants to reinforce development assistance given to less advanced countries through financial initiatives by individuals or associations.
10. encourages the general principle of sustainable development in education by:
 - a) teaching good daily habits, starting at infant school,
 - b) incorporating a module into the curriculums of all schools within the Member States,
 - c) increasing the financial and material resources allocated to educational establishments (primary and secondary schools, six-form colleges, universities).
11. appeals to locally-elected ministers throughout Europe to organise, within their constituency, participative debates and lectures on sustainable development.
12. suggests creating a European agency for sustainable development in charge of compiling and evaluating proposals and initiatives suggested by its citizens and to contribute towards their implementation.
13. draws attention to the need for public powers to encourage separating out rubbish in all the member States by:
 - a) collecting recyclable waste,
 - b) setting up public rubbish bins with multiple compartments,
 - c) standardising information and processes regarding recycling and separating out rubbish.
14. encourages setting up a national assistance fund in each Member State to renovate buildings that are poorly-insulated.

Founded in 2003, Europanova is a group of citizens who are committed to the task of promoting a Europe that is political, strong and generous, by mobilising new generations. Run by young workers, it intends to stimulate the public debate on Europe, inform citizens about European construction and mobilise the widest audience possible, through original and educational actions, to promote the general European interest.

www.europanova.eu

COLLECTIF
EUROPANOVA

A pluralist and democratic movement to defend the European cause. Le Mouvement Européen – France is an association which regroups, beyond their political allegiances, men, women and organisations who wish to contribute to the creation of a political Union of a federal nature. Its vocation is to develop awareness of Europe amongst the French people.

www.mouvement-europeen.eu



Mouvement Européen
France

Founded in 1996 by Jacques Delors, Notre Europe is an independent think tank developing analysis and political proposals focused on: "Thinking a United Europe". Its mission is to: produce analyses, perspectives and proposals leading to an ever closer union of the peoples of Europe ; bring these analyses and proposals to the attention of decision makers and opinion leaders involved in the European construction; foster the debate on all important issues in the Union and encourage the emergence of a European public space.

www.notre-europe.eu

Notre Europe
Thinking a united Europe
Penser l'unité européenne

WE PARTICULARLY WISH TO THANK ALAIN RÉGUILLON, AUDREY SORIA AND THE STAFF FROM EUROPE-DIRECT LYON FOR THEIR HELP IN ORGANISING THE ESTATES GENERAL. WE ALSO THANK:

Jean-Philippe Ascensi, Jacques Chauvin, Maxime Costilhes, Michel Côté, Anne David, Elvire Fabry, Mariano Fandos, Marco di Giusto, Julian Jappert, Jean-Michel Fauve, André Icard, Philippe Jürgensen, Lacina Kone, Eric L’Helgoualc’h, Nathalie Lhayani, Philippe Meyer, Valérie Minard, Philippe Perchoc, Carole Saleres, Philippe Tarrisson, Maryse Vaucanson, all those responsible for the workshops and activities.

AND WE WOULD ALSO LIKE TO THANK OUR LOCAL CORRESPONDENTS:

Valérie Bazerolle, Juliette Cantau, Pauline Chauveau, Isabelle Coustet, Sylvie de Jousseineau, Céline Paris, Christian Philip (vice-president of Mouvement Européen – France), Véronique Rioufol, Vreneli Robert, Patricia Siebert, Catherine Taglioni.

THE SECOND EDITION OF THE EUROPEAN ESTATES GENERAL WAS MANAGED BY:

Yves Bertoncini, Cynthia Fleury, Sylvie Goulard, Gaëtane Ricard-Nihoul.

AND ORGANISED BY:

Nadège Chambon, Anne-Christine Desnuelle, Aurélia Gimenez.

WITH THE VALUABLE ASSISTANCE OF:

Jean-Pierre Bobichon (for his advice), Virginie Lamotte (especially for the site and press review), Rachel Flavigné, Alina Girbea (for the Parliamentary Simulation), Ute Guder (for the figures), Vincent Guerre (for his regular helping hand), Lisa Heldwein, Jennifer Hoff (for files and support), Anouche Kéchichian (for the launch), Arthur Nazaret (for press cover and video), Fabrice Anicet-Tabar, Christelle Vasseur (for their constant help), Charles Secret-Mauduit and Dominika Rutkowska.

THANK YOU TO THE STUDENTS OF IEP LYON (INSTITUT D’ÉTUDES POLITIQUES-INSTITUTE OF POLITICAL STUDIES) FOR TAKING THE MINUTES DURING THE WORKSHOPS. AS FOLLOWS:

Laure Antoniotti, Laura Barjot, Delphine Bert, Louise Binetruy, Romain Claudel, Quentin Coustillet, Brice Cristoforetti, Vianney Cuny, Cécile Duperron, Claire Durand, Cédric Dutruel, Christel Estragnat, Marion Feurtay, Flora Giarracca, Olivier Gomand, Aurélien Guilabert, Camille Kelbel, Alice Levy, Yoann Papat, Vénétia Sauvain, Mia Scanzi, Ilioné Schultz, Justine Vitte.

LES SECONDS ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE ONT ÉTÉ CO-ORGANISÉS PAR EUROPA NOVA, LE MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE ET NOTRE EUROPE EN PARTENARIAT AVEC :

THE SECOND EUROPEAN ESTATES GENERAL WERE CO-ORGANISED BY EUROPA NOVA, MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE AND NOTRE EUROPE IN PARTENERSHIP WITH:

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS INSTITUTIONAL PARTNERS

Commission européenne • Conseil régional Rhône-Alpes • Conseil général du Rhône • Ville de Lyon/Communauté urbaine de Lyon • Ministère des Affaires étrangères et européennes • Parlement européen • Europe Direct Lyon-Rhône-Alpes • Maison de l'Europe de Paris

PARTENAIRES RÉGIONAUX LOCAL PARTNERS

Confédération Française du Commerce Interentreprises • European Union National Institutes for Culture (EUNIC) Lyon (Italie, Espagne, Portugal...) associé à l'Institut de Culture et Langue polonaise et de l'association franco-hellénique Defkalion • Decitre • Le Progrès • Esprit public • Forum des associations • Association pour la Fondation Étudiante de la Ville (AFEV Lyon) • Atelier Européen • Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon (CCI) • Club Handisport Lyonnais • Commission départementale des communes jumelées de l'Ain • Communauté urbaine Grand Lyon • Conseil Général du Rhône • Conseil Général des Jeunes du Rhône • Conseil syndical interrégional Alpes Arc Lémanique • Educaphil • Eurocities • Eurodoc 69 • Europe Direct Lyon • Rhône-Alpes • Institut d'Études Politiques (IEP) de Lyon • Foyer Socio-Educatif du Lycée Polyvalent Aristide Bergès • Maison de l'Europe-Lyon • Maison de l'Europe du Pays de Gex • Minatec (pôle micro et nanotechnologique de Grenoble) • Mission jeunesse de la ville de Lyon • Mouvement Européen Lyon Rhône-Alpes • Musée des confluences • Pôle Européen de Lyon et Rhône-Alpes • Réalités européennes du présent • UFCS • Union féminine civique et sociale • Union pour l'Europe Fédérale (UEF) Rhône-Alpes • Université Jean Moulin Lyon 3/ Centre d'Études Européennes • Université Populaire Européenne de Grenoble (UPEG) • Union Régionale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS Rhône-Alpes)

ASSOCIATIONS PARTENAIRES ASSOCIATIVE PARTNERS

Action Fédéraliste • Socialisme et Liberté (AFSL) • Artémis • Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) • Agence pour l'Éducation par le Sport (APELS) • Association nationale des ingénieurs agronomes • Association pour la Promotion de la Cité Internationale • Association Européenne Des Enseignants (AEDE) • Association Réalités et Relations Internationales (ARRI) • Banlieues d'Europe • Bouge ta ville, bouge l'Europe! • Bruegel • Cafebabel.com • Caisses Centrales de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) • Centre des Jeunes Dirigeants • Cercle des Européens • Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) • Confédération Française du Commerce Interentreprises (CGI) • Civisme et Démocratie (CIDEM) • Comité Intermouvements auprès des évacués (CIMADE) • Commission pour l'Étude des Communautés Européennes (CEDECE) • Confédération étudiante • Confrontations Europe • Débarquement jeunes • European Anti Poverty Network France (EAPN) • European Citizen Action Service (ECAS) • EUCIS-LLL • Plateforme Européenne de la Société Civile pour l'Éducation et la Formation tout au long de la vie • Euractiv.fr • Euronews • Europe et mondialisation • Europe et Société • European Cartoon Animation (ECA) • European Coalition for Corporate Justice (ECCJ) • Euros du Village • Fédération des Centres Sociaux (FCSF) • Carrefour pour une Europe Civique et Sociale (FONDA/CAFECES) • Fondation pour l'Innovation Politique (Fondapol) • Fondation Armée du Salut • Fondation Hippocrène • Fondation Robert Schuman • Forum Civique Européen (FCE) • France Nature Environnement • French American Foundation (FAF) • Groupement Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées (GENEPI) • Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (GISTI) • GL events • Greenpeace • Groupe des Belles feuilles • Institut de l'Euro • Imagine ton futur • Institut ASPEN France • Institut de la Protection Sociale Européenne (IPSE) • Jeunes Européens • France (E-F) • Jeunes Décideurs Europe Young leaders • Jeunesse Ouvrière Chrétienne • L'Europe à la Une • Ligue de l'Enseignement • Ligue Européenne de Coopération Économique (L.E.C.E) • Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) • Movimento Federalista Europeo (MFE) • Musée de l'Europe • Mutualité Sociale Agricole (MSA) • Nouvelle Europe • Parlement Européen des Jeunes (PEJ) et PEJ Rhône-Alpes • Plateforme Sociale Européenne • Réalités européennes du présent • Réseau Action Climat (RAC) • Saint Genis International • Sauvons l'Europe • Secours catholique • Sport et Citoyenneté • Taurillon • Terra Nova • Toutedurope.fr • Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) • Union Nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS) • Unis Cité • Union Nationale des Syndicats Autonome (UNSA) • World Wild Fund for Nature (WWF)